

Observatoire de la défense antimissile

Phase I [Septembre 2015 / Août 2016]

Paris, le 15 mars 2016
N° 122/FRS/OBSDAM/1

Marché n° 2015 – 1050 087 546

EJ n° 110 003 05 91

notifié le 25 août 2015

réunion de lancement : 21 septembre 2015

Perception russe de l'EPAA

STÉPHANE DELORY

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1. Approche russe de la menace iranienne.....	7
1.1. La question nucléaire	7
a) L'Iran, un dossier non prioritaire	7
b) Une perception non exacerbée du risque.....	8
1.2. La question balistique.....	9
a) Perspective russe des caractéristiques des vecteurs	9
b) Une interprétation qui reste politique.....	11
1.3. Vers une gestion ouvertement militaire des questions antimissiles : l'une des conséquences du JCPOA	12
a) Un accord avec l'Iran implique la fin de l'EPAA	12
b) Le prétexte à la militarisation.....	13
2. Perspective russe sur l'évolution de la politique antimissile américaine : aspects techniques	14
2.1. Imprévisibilité politique des États-Unis en matière stratégique : le cas particulier de la défense antimissile.....	14
a) Administration pro ABM et Congrès abolitionniste, le paradoxe de la position américaine dans les années 1990	14
b) Nouvelle triade et frappes conventionnelles stratégiques : les révolutions doctrinales	16
2.2. Les risques de ruptures technologiques	17
a) Des évolutions programmatiques complexes et réactives	17
b) L'émergence du facteur spatial	19
2.3. Le risque généré par les systèmes antimissiles à l'aune de la perception russe des évolutions technologiques	21
a) La question de la vitesse.....	21
b) La prise en compte des déploiements navals.....	25
c) La question de l'interception du bus	27
d) Indices d'une inquiétude russe.....	28
e) Problématique de l'interception en contexte de conflit nucléaire.....	29
f) Politisation croissante de l'analyse technique.....	30

3.	Perspective russe sur l'évolution de la politique antimissile américaine : aspects stratégiques.....	32
3.1.	Repositionnement stratégique lié aux antimissiles.....	32
3.2.	La mise en réseau des capacités antimissiles, une problématique mal prise en compte.....	36
3.3.	Réponses militaires	38
3.4.	Évolution de la problématique : défense antimissile, OTAN et changement des paradigmes du conflit.....	43
3.5.	Aspects politiques	45
	CONCLUSION	47
	ANNEXE 1	
	MAPPING DES PERSONNALITÉS RUSSES LIÉES À LA DÉFENSE ANTIMISSILE	51

Introduction

La position de la Russie sur la défense antimissile est connue pour son manque de cohérence et son absence apparente de pragmatisme. Il apparaît en effet difficilement compréhensible aux observateurs occidentaux que la Russie puisse juger le déploiement d'une capacité antimissile balistique limitée sur le territoire européen comme une menace contre son arsenal nucléaire. Parallèlement, les offres faites par la Russie pour permettre la création d'une capacité antimissile déployée en Europe n'ont jamais paru crédibles, alors que sa perception de la menace iranienne semble délibérément sous-dimensionnée, voire inconsciente du risque posé. Pour une partie non négligeable des analystes occidentaux, il semble apparent que le pouvoir politique russe travestit la réalité et politise systématiquement un débat qui, fondamentalement, est un débat technique. Les capacités des systèmes antimissiles sont quantifiables alors qu'il semble évident que l'Iran recherche une capacité nucléaire et une capacité de vectorisation de l'arme nucléaire.

Une telle somme d'incohérences peut cependant paraître étrange pour un État qui est le seul au monde à avoir intégré la défense antimissile comme un élément – certes réduit mais néanmoins réel – de sa dissuasion nationale et qui développe une défense de théâtre depuis les années 1980. Elle est aussi peu compréhensible si l'on considère qu'un Iran nucléaire qui pourrait cibler l'Europe ou les États-Unis, pourrait également atteindre la Russie. Enfin, aussi indéniable que Moscou a une propension à politiser tout différend international, percevoir la position russe comme la seule résultante d'un discours politisé serait déraisonnable, il faut garder à l'esprit que la structure même de l'État russe intègre les autorités gouvernementales (présidence et services du Premier ministre) aux organes décisionnels industriels (OPK), ce qui laisse supposer une bonne transmission des données technico-opérationnelles du monde industriel et militaire vers les sphères décisionnelles¹.

Or, une analyse historique et (autant que faire se peut) technique de la perception russe de la défense antimissile et de ses composantes européennes (troisième site et EPAA) permet d'expliquer un certain nombre de positions et démontre une grande cohérence dans les approches, qui reflètent à l'évidence des craintes liées à l'évolution des technologies, une perception stratégique fortement corrélée au contexte nucléaire, mais aussi une méfiance réelle à l'égard des États-Unis, qui apparaissent comme un partenaire imprévisible et peu fiable. En effet, entre 1991 – date de la relance de la défense antimissile stratégique et de théâtre par George Bush – et 2015, Moscou a été confronté à un environnement stratégique et politique extrêmement fluctuant et contradictoire, à des agendas américains très évolutifs, mais aussi à des évolutions technologiques considérables qui transforment la défense antimissile et élargissent considérablement le spectre de sa mission. Dans ce contexte, la Russie a fait preuve d'un certain pragmatisme, acceptant et accompagnant des évolutions potentiellement dangereuses pour sa sécurité mais inévitables (extinction du traité ABM), entérinant l'émergence de la défense antimissile comme composante de défense régionale des alliances américaines et développant ses propres capacités de façon incrementale. Dès lors, le rejet absolu du troisième site et la tentative systématique de neutraliser l'EPAA apparaissent comme une singularité, la vigueur de la réaction russe étant sans commune mesure avec celle de 2002 (fin du traité ABM), date qui marque pourtant une évolution majeure du contexte stratégique à un moment où la Russie

¹ Une liste des personnalités de l'administration, des armées et des centres de recherche a été placée en annexe, ainsi qu'un schéma expliquant les interactions entre ces personnalités au sein des différents organismes.

est la plus faible. La comparaison entre le positionnement russe, fort par rapport aux déploiements européens mais quasi-absent vis-à-vis des déploiements dans le Pacifique (le premier TPY-2 ayant été déployé face à Vladivostok), est elle aussi très indicatrice de perceptions radicalement différentes, perceptions qui ne peuvent s'expliquer par la seule incohérence supposée des autorités russes.

L'approche russe reste cependant principalement politique. L'interprétation publique du risque que peut représenter la défense antimissile, l'analyse de la menace issue des États proliférants et les formats diplomatiques ou opérationnels proposés par Moscou pour y répondre sont assez fortement influencés par des considérations politiques et stratégiques exogènes. Si les déploiements de systèmes de défense antimissile en Europe sont une préoccupation majeure, le traitement de la question est longtemps demeuré lié à la bonne gestion du rapport géopolitique et militaire avec les États-Unis. Dominée sur le plan nucléaire et conventionnel durant les années 2000, la Russie n'a pas fait de la défense antimissile un cas de rupture définitif. Très clairement cependant, la chute de Viktor Ianoukovitch, l'invasion de la Crimée et le processus d'atomisation de l'Ukraine orchestré par le Kremlin ont conduit à une évolution fondamentale de cette approche et marquent le basculement de la Russie dans une rhétorique hostile, fondée sur le rapport de force nucléaire et conventionnel avec l'OTAN et les États-Unis. De ce point de vue, l'approche russe de la défense antimissile est très probablement amenée à se figer dans une posture d'hostilité et de rejet, associée à des contre-mesures actives pour en combattre les effets. L'accord nucléaire passé avec l'Iran est de ce point de vue un facteur aggravant, l'absence de réaction de l'OTAN apparaissant comme une confirmation des visées stratégiques de l'EPAA contre la Russie, la menace iranienne apparaissant définitivement comme un alibi.

Cette évolution générale de posture doit de surcroît être considérée dans une approche dynamique, la modification de la relation avec la Russie risquant d'impliquer, du côté américain mais aussi européen, une évolution de la perception de la mission antimissile et, en retour, une dégradation supplémentaire de la perception russe. Toutefois, entre 2012, date à laquelle la Russie envisage encore de coopérer avec l'OTAN sur les questions antimissiles et 2014, date de la rupture définitive, aucune évolution technique majeure ne peut être relevée. Le repositionnement russe relève donc d'une évolution nettement plus globale, qui coïncide avec le rééquilibrage des dispositifs nucléaires et conventionnels et la volonté de Moscou de se confronter plus ouvertement et plus systématiquement avec les Occidentaux. Désormais cependant, les multiples interactions entre les questions antimissiles, nucléaires et, au niveau de l'OTAN, conventionnelles, sont amenées à ne faire de la question antimissile qu'un élément de nuisance supplémentaire, à ceci près que Moscou risque assez probablement d'instrumentaliser la question dans le cadre d'une éventuelle remise en cause du traité sur les forces intermédiaires (FNI) ou d'un futur traité de maîtrise des armements stratégiques.

I. Approche russe de la menace iranienne

D'une manière générale, la menace balistique iranienne est peu suivie dans la presse spécialisée russe, le sujet n'apparaissant que ponctuellement et étant le plus souvent traité sous un angle politique. Alors que l'analyse russe des questions militaires est très souvent technico-orientée, l'approche de la menace balistique iranienne est particulièrement pondérée, les considérants techniques étant systématiquement associés au contexte et à l'intérêt, politique ou stratégique, que l'Iran aurait à se confronter directement à la Russie.

I.1. La question nucléaire

a) *L'Iran, un dossier non prioritaire*

Cette approche très particulière est assez probablement liée à la place spécifique de l'Iran dans la politique russe, le pays étant assez traditionnellement perçu comme un allié potentiel, un client majeur pour les exportations d'armements ou de technologies nucléaires civiles, mais aussi comme un pion, pouvant alternativement être promu ou sacrifié en fonction des impératifs stratégiques russes, notamment à l'égard des États-Unis². L'émergence d'une menace balistique et nucléaire iranienne qui, dans le temps, coïncide avec l'arrivée de Vladimir Poutine aux affaires, est ainsi traitée de façon paradoxale par le pouvoir russe qui, à l'évidence, n'y accorde pas un intérêt majeur. Car si le successeur de Boris Eltsine annule l'accord Gore-Tchernomyrdine (mettant fin, en 1995, aux ventes d'armes

russes à l'Iran) et relance une série de contrats à destination de Téhéran (S-300 et Bushehr notamment), l'administration russe n'hésite pas, en 2007, à proposer aux États-Unis le site de Gabala (radar de type Daryal/Pechora) pour prévenir le déploiement du troisième site³, à suspendre la livraison des S-300 et, sur un plan général, à s'associer aux sanctions votées dans le cadre de l'ONU. La gestion du contrat de Busher met par ailleurs en évidence une approche plus commerciale que stratégique, Moscou semblant plus désireuse d'extraire le maximum d'avantages du contrat plutôt que de l'instrumentaliser à des fins d'alliance stratégique. Comme l'écrit Nikolay Kozhanov, un ancien attaché de l'ambassade russe en Iran en 2012, « *Russian authorities are certainly interested in continuing the dialogue with Tehran in bilateral and multilateral formats, and they do have an interest in cooperation and interaction on energy issues (namely, gas and oil extraction as well as transportation projects), high technology, and the cultural sphere. Yet these areas of cooperation are highly compartmentalized and heavily influenced by top Russian priorities that are irrelevant to Iran—in other words, there are no signs of coordination among Moscow's activities within these fields. The absence of any clear guidance on Iran for working-level Russian officials suggests that Moscow simply does not have any lucid and applicable foreign policy strategy toward the Islamic Republic. When asked, Russian politicians are unanimous that close engagement with Iran is necessary, but they are unable to define the strategic purposes of said engagement* ».⁴

² Dmitri Trenin et Alekseï Malashenko, *Iran: Vzgl'yad iz Moskvy*, Carnegie Moscow Center, 2010, pp. 25. Voir pour une approche plus culturaliste, Dmitry Shlapentokh, [Russian Elite Image Of Iran: From The Late Soviet Era To The Present](#), Strategic Studies Institute, septembre 2009.

³ Il est à noter que l'analyse technique russe rejoint l'analyse occidentale sur la quasi-impossibilité de raccorder le Daryal à une architecture OTAN. Pour Mikhaïl Kodarenov : « *During the debates on the Gabala radar issue, the technical aspect was not taken into consideration: this radar (more accurately, radio technical node) monitors a specific sector of view, the parameters of which are dependent upon the tactical and technical characteristics of the Daryal-type radars to which this radar belongs. The computers for control and calculation link with backup computers to form a computational complex capable of running the appropriate software (algorithms for calculating trajectories) and connected to data communication lines and equipment. All of these elements would need to be made compatible in order for the radar data to be used jointly with the U.S./NATO, and most importantly, a joint transfer line would need to be built for the expeditious exchange of data. Apart from that, it would be difficult to « extract » one or two radar stations from the national system and switch them over to cooperation with other states. All national early warning radar systems have their own internal systemic logic and ideology of interaction with BMD systems and space surveillance systems. Thus, making them compatible with others presupposes that it would eventually spread to apply to all other systems as a whole* ». Voir Mikhaïl Kodarenov, « The Fundamental Basis of the Concept », in Alexei Arbatov et Vladimir Dvorkin, [Missile Defense: confrontation and cooperation](#), Carnegie Moscow Center, 2013. Plus tard, le directeur de la Revue du VPK n'hésitera pas à qualifier les responsables de la proposition d'incapables.

⁴ Nikolay Kozhanov, « [Russia's Relations with Iran: Dialogue without Commitments](#) », *Policy Focus n°120*, The Washington Institute for Near East Policy, juin 2012.

b) Une perception non exacerbée du risque

Dans ce contexte, il apparaît assez clairement que la Russie n'a jamais perçu le programme nucléaire iranien sous un angle aussi alarmiste que les États-Unis. Cette approche s'explique essentiellement du fait de l'absence de conflit majeur opposant les deux États, mais aussi par une perception différente de leur rapport de force et des moyens de gérer une crise militaire le cas échéant. N'ayant pas à assurer la défense d'alliés dans le Golfe persique, la Russie a avant tout perçu sa relation militaire avec l'Iran dans une logique de dissuasion, laquelle prendrait une dimension nucléaire en cas de militarisation du programme iranien. En 2009, Alexeï Arbatov explique ainsi que la Russie est confrontée à de très nombreux acteurs disposant de vecteurs de types SRBM/MRBM et IRBM, sans que la situation ne soit jugée alarmante. Plutôt que de se livrer à une course aux armements avec ces États (ce qui impliquerait l'extinction du traité FNI) ou d'envisager des moyens de défense inutilement coûteux (défense antimissile), la Russie leur applique une logique de dissuasion – dissuasion nucléaire incluse – qui pourrait, en tant que de besoin, être renforcée. Bien qu'Arbatov note que la défense antimissile fait sens face à un acteur qui ne serait pas réceptif à la perspective de représailles disproportionnées⁵, une analyse pondérée des menaces potentielles conduit à conclure que celles-ci peuvent être abordées avec des moyens « ordinaires »⁶, c'est-à-dire par les moyens de dissuasion classique à disposition des États-Unis ou de la Russie. Le déploiement de la première partie du radar d'Armavir, orientée vers l'Iran, démontre d'ailleurs que le risque militaire n'a pas été sous-estimé.

Il serait cependant hasardeux de supposer que la Russie aurait pu se satisfaire de voir émerger une capacité nucléaire militarisée en Iran. Bien que semblant faire preuve d'attentisme sur la gestion du dossier nucléaire, la Russie s'est systématiquement ralliée aux initiatives coercitives adoptées par la communauté internationale lorsqu'il lui semblait que l'Iran rompait ouvertement avec ses engagements⁷. Mais il est aussi probable que Moscou n'ait pas évalué l'existence d'un programme de militarisation avec le même degré d'inquiétude que les Occidentaux, la conduisant à réclamer un traitement négocié de la crise. Surtout, maintenir l'Iran et les États-Unis dans un état de conflictualité permanente a permis à la Russie d'instrumentaliser plus systématiquement la crise dans le sens de ses intérêts, notamment dans son rapport avec les États-Unis. Selon certaines sources, cette volonté d'instrumentalisation s'exprime explicitement au sein de certains cercles d'influence proche du pouvoir⁸, mais est aussi assez probablement le résultat d'un calcul diplomatique froid, visant à obtenir le maximum des États-Unis. Tactique qui peut avoir été gagnante, la Russie retirant des résultats tangibles d'une posture diplomatique attentiste mais non conflictuelle sur la question iranienne, mais de plus en plus hostile sur celle des défenses antimissiles lors de l'abandon unilatéral du déploiement des SM-3 Block IIB : « *by March 15, 2013, in the latest twist in the schizophrenic U.S. approach to its missile defense plans, the Obama administration effectively cancelled the final phase of the European-based defense system. According to a senior NSC staffer, this was 'due largely to the fact that it had become an impediment to every area of important cooperation we had going or might need, including both Iran and Syria* »⁹.

⁵ « *anti-missile and air-defense systems and/or the ability to use nuclear or precision-guided conventional weapons are necessary to protect against regimes that may not be deterred by the prospects of tremendous human and material losses* », Alexeï Arbatov, « *Missile Defense and the Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty* », in Alexeï Arbatov et Vladimir Dvorkin (dir.), [Nuclear Proliferation: new technologies, weapons, treaties](#), Canergie Moscow Center, 2009.

⁶ Ibid.

⁷ « *The Russians are not resigned to the prospect of Iran getting nuclear weapons and perfecting its missiles to carry them. Iran, after all, is a close neighbor, meaning that even its medium-range systems can reach deep into Russia. Diplomats from Moscow have been trying hard, in the past decade, to nudge the Iranians toward some sort of a compromise with the world's powers and have hoped to secure special benefits in exchange for Russia's role as a mediator in the process. So*

far, the attempt has failed, but Russia has not given up entirely. Russia, as a result, is often portrayed as Iran's ally. Yet the notion sounds weird to most Russians, and probably to most Iranians, too. True, Russia has been selling arms to the regime in Tehran, but Russian weapons dealers have learned to look at their trade as profit-making par excellence. As for Iran, it might prefer other partners to boost its military, but doesn't have much choice. A couple of years ago, Russia canceled delivery of an air-defense system in an effort to pressure Iran. The Iranians were not amused ». Dimitri Trenin, « [How the Iran Nuclear Standoff Looks From Russia](#) », *Carnegie Moscow Center*, 15 février 2012.

⁸ « *As a result, some Russian analysts close to government circles unofficially state the need to freeze the situation and sustain the simmering dispute for as long as possible* », Nikolay Kozhanov, op. cit.

⁹ David Rothkopf, *National Insecurity: American Leadership in an Age of Fear*, Public Affairs, New York, 2014.

1.2. La question balistique

L'approche relativiste de la Russie se retrouve à l'identique en matière balistique. Ainsi, sans ignorer la réalité du programme balistique iranien, elle tend à remettre systématiquement celui-ci en perspective, donnant une impression de méconnaissance de la menace. Or, l'analyse un peu plus détaillée des rares estimations russes rendues publiques démontre finalement une appréhension assez fine, quoique politiquement pondérée.

a) *Perspective russe des caractéristiques des vecteurs*

En 2009, dans le cadre de l'évaluation commune réalisée sous les auspices du *East West Institute (Joint Threat Assessment – JTA)*, les analystes détachés par Moscou s'accordent avec leurs homologues américains sur l'évaluation de la menace, présentée cependant sous un angle plus avantageux pour les Russes, puisque les missiles analysés (Shahab 1, 2, 3 et 3M) sont présentés non pas en fonction de leur charge nominale, mais pour

La formulation retenue dans le document témoigne néanmoins d'une prise en considération complète du risque nucléaire posé par l'Iran. Mettant en relation conception et capacité de vectorisation de l'arme, le rapport note à plusieurs occasions qu'il ne faudrait à l'Iran que cinq à huit ans pour concevoir un système d'armes opérationnel : « *on the basis of the technologies available to it, Iran could develop a ballistic missile capable of delivering a nuclear warhead weighing 1,000 kg to a range of 2,000 km. The time it would take for Iran to do this is determined primarily by the time it would take to build a nuclear warhead that is small enough and light enough for an Iranian missile to deliver — that is, six to eight years. (This is based on the estimates of the time it would take Iran to produce a simple nuclear device and then to develop a nuclear warhead)* ».

Sans nier la réalité des programmes, les Russes les re-placent néanmoins dans un contexte technique qui tempère leurs risques afférents. Ainsi, dans le JTA, les Russes évaluent la portée du Shahab 3M/Gahdr-1 à 1 100 km et associent le gain de portée à un allègement de structure (qui se traduit dans le tableau par la ré-

Caractéristiques des vecteurs iraniens, JTA

Table 1: ¹¹

Missile Type	Launch Gross Weight (kg)	Empty Weight (kg) (Without Warhead)	Full Weight (kg) (Without Warhead)	Structure Factor	% Residual Fuel	Specific Impulse (sec) Sea Level / Vacuum	Range (km)	Warhead Weight for Quoted Range(kg)
Shahab 1	5900	1100	4900	0.23	0.05	230 / 253	315	1000
Shahab 2	6400	1100	5400	0.20	0.05	230 / 253	375	1000
Shahab-3	15200	1800	14200	0.13	0.04	220 / 247	930	1000
Shahab3M	17785	1885	16785	0.11	0.04	220 / 247	1100	1000

une charge d'une tonne. Cette approche, qui répond évidemment à une logique de communication, minimisant la portée des MRBM iranien, est néanmoins militairement et politiquement sensée, puisqu'elle équivaut à la masse d'une arme nucléaire de première génération, les Russes étant même relativement laxistes, la charge d'une tonne du Scud représentant en fait 800 kg de charge explosive¹⁰. Autre concession faite à la Russie, le Sejjil n'est pas évoqué comme missile opérationnel et sa capacité théorique (une tonne de charge pour 2 000 km) n'est donc envisagée que de manière élu-

sive. (réduction du facteur structurel) et à l'accroissement du volume de propergol. Ils notent dans ce contexte que la capacité de progression des technologies Scud sur moteur unique (par opposition aux moteurs en clusters) est relativement limitée, imposant à l'Iran une limite difficile à franchir en termes de charge d'emport et de portée sur ce type de filière. En soulignant les difficultés liées à la fabrication des turbopompes, ils mettent en évidence, par défaut, les difficultés que rencontrerait l'Iran à passer à des technologies de moteurs plus évoluées (UDMH/NTO) et à mettre en

¹⁰ [Iran's Nuclear and Missile Potential: A Joint Threat Assessment by U.S. and Russian Technical Experts](#), EastWest Institute, mai 2009.

place une filière permettant la conception de véritables vecteurs stratégiques.

La position russe est plus clairement exprimée lors d'un échange réalisé en décembre 2009 avec les États-Unis dans le cadre du second round de discussions entre officiels Russes et Américains sur le JTA¹¹, échange qui apporte un complément au premier document public. Dans ce cadre plus feutré en effet, la Russie donne une appréciation nettement plus dégradée du Ghadr, dont la portée nominale (1 500 à 1 600 km pour les Russes, qui estiment peu probable la portée de 2 000 km revendiquée par les Iraniens) n'aurait été obtenue que par une réduction drastique de la capacité d'emport à 250 kg et un travail de modernisation des moteurs. Le Ghadr marque selon eux la limite de la valorisation de la filière Scud, ramenant la portée maximale d'un vecteur nucléaire stratégique iranien (capacité d'emport à une tonne) issu de la filière à 1 100 km (portée du Shahab-3M/Gahdr-1 dans le JTA). À cette distance, un missile tiré au Nord de l'Iran ne pourrait menacer que Stavropol ou Krasnodar, Rostov dans le pire des cas. Bien qu'en termes de dissuasion, la menace ne soit pas négligeable, elle est inopérante dès lors que le discours russe reste fondé sur une menace de représailles massives. La précision de l'arme étant estimée à plusieurs kilomètres, son utilité militaire est jugée nulle si couplée à une charge conventionnelle. Enfin, sur ces portées, les systèmes de type S-300V disposent d'une capacité théorique d'interception, d'autant que les radars d'Armavir, alors en cours de déploiement, offrent une capacité d'alerte optimale.

Dans l'analyse russe de 2010 par ailleurs, le Sejjil – reconnu comme un missile de 2 000 km de portée – reste défini comme un prototype demandant encore cinq à six ans de travail pour être considéré comme opérationnel. On notera la justesse de l'évaluation, à un moment où l'analyse occidentale anticipe le développement de Sejjil à plus longue portée, capable à

terme de couvrir l'intégralité de l'Europe de l'Ouest¹². Parallèlement, le programme spatial n'est pas perçu comme le vecteur idéal pour le développement d'une capacité à plus longue portée, du fait des limites du Safir (et notamment du second étage de l'engin) et de l'absence de caractérisation d'un programme de militarisation permettant de concevoir un IRBM ou un ICBM. Analysant assez justement l'évolution de la situation militaire de l'Iran, la délégation russe conclut : « *Under favorable conditions, Russia believes Iran might be able to begin a program to develop ballistic missiles with ranges of between 3,000-5,000 km after 2015, but Russia does not see Iran taking any steps in this direction. Rather, Russia has concluded that Iran's ballistic missile program continues to be directed toward developing combat ready missiles to address regional concerns* »¹³.

Cette dernière analyse, faite en 2010, révèle une bonne connaissance de la logique de prolifération iranienne qui, au-delà des efforts réalisés pour disposer d'une capacité stratégique symbolique – en l'attente d'une nucléarisation –, se réoriente progressivement vers la définition de vecteurs de déni d'accès. Si les analystes israéliens ont pu souligner que la pause apparente des programmes balistiques longue portée – caractérisant le début des années 2010 – est probablement illusoire, l'effort s'étant reporté autour des programmes spatiaux¹⁴ (en lien avec les programmes longue portée donc), il n'en demeure pas moins que la trajectoire du programme balistique connaît un infléchissement apparent au profit des courtes portées, justifiant l'analyse russe¹⁵. Dans ce contexte, et pour les portées et les charges des vecteurs existants, l'utilité du programme de défense antimissile américain apparaît à tout le moins contestable, plus particulièrement dans sa dimension terrestre. Tiré de Tabriz, un Shahab-3 nucléaire, disposant d'une portée de 930 km (données

¹¹ [U.S.-Russia Joint Threat Assessment Talks – December 2009](#), 10STATE17263_a, 24 février 2010.

¹² Voir plus particulièrement le débat qui oppose Théodore Postol et Uzi Rubin, donnant des informations intéressantes sur l'appréciation de la portée et de la charge utile des vecteurs en fonction des caractéristiques retenues : David Montague, Uzi Rubin et Dean Wilkening, *Iran's Ballistic Missile Potential*, EastWest Institute, 2009 et T. Postol et D. Holloway, *Comments on « Iran's Ballistic Missile Potential »: A Paper by David Montague, Uzi Rubin, and Dean Wilkening*, 22 août 2009.

¹³ *U.S.-Russia Joint Threat Assessment Talks*, op. cit.

¹⁴ Voir par exemple Uzi Rubin, *Global Threat Evolution, an Assessment*, RUSI Missile Defense Conference, 18-19 mars 2014.

¹⁵ L'évaluation peut bien entendu être discutée. Toutefois, à l'aune des évaluations de menaces américaines, qui extrapolent systématiquement un développement vers les très longues portées, le programme iranien a bel et bien connu un recentrage autour de la consolidation des capacités des Shahab-3 (précision, réduction de la masse inerte, ensilage et développement des infrastructures) et une rationalisation des systèmes courtes portées qui semble aller vers l'abandon progressif de la filière Scud (possible retrait du Qiam).

JTA) serait incapable de toucher Ankara. Un Ghadr atteindrait péniblement cet objectif¹⁶.

b) *Une interprétation qui reste politique*

Suivant cette grille d'analyse, l'effort de défense antimissile de l'OTAN devient franchement ambivalent si l'on considère que les armes iraniennes demeurent des armes conventionnelles (on note à cet égard une grande prudence américaine dans l'évaluation de la capacité chimique, en dépit d'indices techniques sur la modélisation des têtes). Bien que du point de vue occidental, le vecteur conventionnel joue un rôle de dissuasion politique, la menace justifie assez difficilement l'initiative Bush de troisième site et sa réplique partielle (du point de vue russe) dans le cadre de l'EPAA.

Sans que ces seuls faits puissent conduire à la conclusion que le dispositif OTAN est d'abord destiné à la Russie (voir chapitre suivant), il existe pour Moscou une asymétrie existentielle entre la nature de la réponse adoptée par les États-Unis puis l'OTAN face à la menace iranienne et cette menace elle-même, dans son existence immédiate et son évolution prévisible.

Techniquement, ce point de vue n'est pas indéfendable, tant que l'approche russe n'impute pas systématiquement que l'objectif de l'EPAA – dissuader une menace iranienne – est forcément une fraude et qu'elle ne peut viser que la Russie. Or, si Moscou a évidemment eu des doutes sur la dualité possible des objectifs américains, le JCPOA a conduit à une radicalisation de posture (voir chapitre suivant) qui, pour certains, prend une orientation dangereuse. Dans un article très récent par exemple, Vladimir Dvorkin rappelle que l'Iran est une puissance balistique et que sa capacité ne peut être niée : « *Thanks to inputs from North Korean scientists, the Iranians have made significant progress in their missile program. They have overtaken the North Koreans by developing the two-stage solid-fueled Sejil-2 mobile missile that can be launched to a distance of 2,200 km with a*

payload of 1,000 kg. Reducing the payload by 1 kg increases the missile range by slightly over 1 km, which means that the Sejil-2 can cover a distance of 2,700–2,800 km with a payload of 500 kg. By using lighter alloys and materials and adding a third stage, Iran could hypothetically extend the missile's range to 3,500–3,800 km. Moreover, in early 2009, Iran used its own launch vehicle to put its first satellite into space. A launch vehicle is essentially a potential intercontinental ballistic missile. Some minor improvements to its second stage could make it into a 4000–5000-km-range missile. It would then be capable of reaching any target in Europe. Given the missile capability that is within Iran's grasp, Washington's European missile defense system may therefore prove useful, even after the signing of the agreement on Iran's nuclear program »¹⁷.

L'approche est très étonnante, la démonstration de Dvorkin rejoignant assez précisément les évaluations les plus radicales publiées en Occident à l'occasion des premiers tirs d'essai du missile¹⁸. Son évaluation de l'apport des technologies spatiales est, elle aussi, surprenante, sauf à admettre que le véhicule potentiel permettant de valider la solution d'un IRBM soit extrapolé d'un Simorgh plutôt que d'un Safir, hypothèse qui, jusqu'alors, n'avait jamais semblé devoir être retenue¹⁹. Or, si le débat entre Postol et Rubin a montré que, sur la base des technologies Sejil/Safir, l'accroissement de la portée des vecteurs iraniens semblait difficile, il devient plus probable si l'Iran dispose, comme l'infère implicitement Dvorkin, d'un meilleur accès aux aciers spéciaux ou aux technologies de propulsion.

La démonstration de Dvorkin, comme les évaluations précédentes du JTA, établissent la très forte corrélation entre l'analyse de la menace balistique iranienne et le contexte politique. Là où les analystes du JTA replaçaient la menace dans son contexte technique (poids de la tête, portée du vecteur équipé d'une arme nucléaire primitive) pour minimiser la menace et tenter de reformater à la baisse les initiatives antimissiles

¹⁶ Il est assez intéressant de noter que ces données sont désormais reprises dans les évaluations américaines les plus conservatrices. Voir par exemple Anthony Cordesman, « [Iran's Enduring Missile Threat: The Impact Of Nuclear And Precision Guided Warheads](#) », *Statement before the House Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on the Middle East and North Africa*, 10 juin 2015, p. 50.

¹⁷ Vladimir Dvorkin, « [Risky Contradictions: Putin's Stance on Strategic Arms and Missile Defense](#) », *Carnegie Moscow Center*, 10 février 2016.

¹⁸ Plus particulièrement celle de David Montague, Uzi Rubin et Dean Wilkening (*Iran's Ballistic Missile Potential*) évoquée précédemment.

¹⁹ Les analystes russes ne peuvent ignorer que l'Iran dispose d'une filière de type Unha par l'intermédiaire du Simorgh, le propulseur ayant été exhibé en Iran dès la fin des années 2000.

américaines, Dvorkin procède désormais d'une démarche inverse. En donnant une analyse optimisée du potentiel de frappe iranien – comparable à celle avancée par les Occidentaux –, il vise surtout à démontrer que l'EPAA peut se justifier dans son format actuel et que son maintien par l'OTAN ne doit pas conduire à une remise en cause de la relation stratégique avec les États-Unis, à un moment où le pouvoir russe semble vouloir aller dans cette direction.

1.3. Vers une gestion ouvertement militaire des questions antimissiles : l'une des conséquences du JCPOA

Pour le pouvoir russe en effet, la signature du JCPOA (*Joint Comprehensive Plan of Action*), le 14 juillet 2015, et l'absence de réaction de l'OTAN sont une sorte de signe indien. Bien que l'on puisse douter que l'Iran ne l'eût jamais signé sans la pression permanente exercée par les États-Unis, la France et Israël, l'accord avalise néanmoins l'idée que la solution diplomatique était la seule possible. Il confronte également les Occidentaux à la contradiction fondamentale de l'EPAA, dont la justification sous-jacente n'est pas la menace balistique iranienne, mais la menace d'une arme nucléaire vectorisée.

a) *Un accord avec l'Iran implique la fin de l'EPAA*

Dès 2013, alors que les prémices d'une négociation avec l'Iran sont établies sur la normalisation de son programme nucléaire, Sergeï Lavrov rappelle que dans l'hypothèse où un accord serait obtenu, l'EPAA serait privé de fondement. John Kerry lui répond, dans la droite ligne de la position officielle de l'Alliance, qu'une évolution de l'EPAA est peu vraisemblable. Dans ce contexte, le point de situation fait par Mikhaïl Oulianov (directeur du Département pour la non-prolifération et le contrôle de l'armement du ministère russe des Affaires étrangères) après le JCPOA donne une idée quasi-parfaite de la perception russe sur la position de l'OTAN et des États-Unis : « *Judging by the regular statements of US officials on this issue, Washington is out to convince the public in the world and especially in NATO countries that there is no link between the settlement on the [Iranian nuclear program=INP] and the US missile defence programme and that the latter should continue to be carried out in full. The idea is completely unjustified. To begin with, we remember well that, speaking in Prague on*

April 5, 2009, US President Barack Obama said: « If the Iranian threat is eliminated, we will have a stronger basis for security, and the driving force for missile defense construction in Europe will be removed.» Now the emphasis is being misplaced and we hear that the US leader had in mind not only nuclear but also missile aspects of the issue, which are not covered by the INP agreements. However, the real missile threat to Europe, about which Washington is talking, could have only existed in conjunction with weapons of mass destruction – nuclear, chemical and biological arms. Meanwhile, Iran is a bona fide participant in conventions banning chemical and biological arms. Nobody, including the United States, has any grievances against Iran in this respect. As for nuclear arms, as the US Administration is rightly saying itself, any related threats are effectively removed by the INP comprehensive accords. Hence, there are no dangers linked with weapons of mass destruction. Using missiles with conventional warheads against European countries would be an absolute military absurdity. Moreover, no one can explain the reasons for the apprehensions about Iran's potential missile strikes on European capitals. It is abundantly clear that Tehran does not have the slightest motives in this regard. This is why this issue is carefully avoided and « Iran's missile threat» is presented as an axiomatic fact that does not need any justification. Furthermore, Iran does not pose any threat to Europe even for purely technical reasons. The maximum range of Iranian missiles does not exceed 2,000 km and there is no indication that Iran plans to extend it. Even if Iran had such intentions, it would not be able to implement them without outside assistance. It would be appropriate to mention in this context that for many years sanctions against Iran have envisaged a de facto ban on the transfer of missile technology to it. The sanctions will be lifted in several months, but serious restrictions in this area will remain under the INP comprehensive agreements. In the next eight years, supplies related to missile technology will only be allowed by a separate resolution of the UN Security Council, and always on a case-to-case basis. There is no doubt that if Iran applies for any supplies that may help it boost its missile potential, the United States will not hesitate to use its right of veto. Considering all of these circumstances, we have solid grounds to assume that these insinuations on the issue of « Iran's missile threat» are merely a cover-up for implementing a project, the real aim of which is to undermine Russia's nuclear deterrence and to involve European allies

in long-term confrontation with Russia, which, in all probability, meets US interests »²⁰.

b) *Le prétexte à la militarisation*

Dès lors, le mot de la fin revient à Vladimir Poutine, qui, en novembre 2015, s'adressait à ses collègues de l'OPK (depuis 2014, le président russe est président de l'OPK) pour leur donner ses conclusions quant à la question de la défense antimissile et des grandes orientations à venir : « *Today we will continue considering matters pertaining to the operation of industrial facilities and corresponding departments of the Defence Ministry regarding weapons systems that are to determine the overall image of our army in the coming decade. The development and production of such systems is our response to the challenges we are facing and they guarantee the defence of this country's security and national interests. As we all know, the United States and their allies are continuously building up their global missile defence system. Unfortunately, neither our concern nor cooperation proposals are taken into consideration. We indicated on numerous occasions that we see such actions as an attempt to undermine the existing parity in nuclear missile armaments, and actually to destabilise the entire system of regional and global stability. They assured us that the anti-missile defence system and its European segment were designed to defend from Iranian ballistic missiles. However, we know that the Iranian nuclear issue has been resolved, with appropriate agreements signed. Moreover, corresponding parliaments have already approved them, but work on the anti-missile defence system continues. Therefore, references to the Iranian and North Korean nuclear missile threats are a cover-up for the true intentions, which are actually directed at neutralising the strategic nuclear potential of other nuclear states, apart from the United States and their allies, primarily that of Russia, of course, and at obtaining a decisive military supremacy with all the ensuing consequences. We have said repeatedly that Russia would take the necessary reciprocal measures to strengthen its nuclear potential. We will also work on anti-missile defence systems as well, but on the first stage, as we have repeatedly said we will focus also on offensive systems capable of overcoming any anti-missile defence systems. In the past three years, facilities of the defence industry have created and successfully tested a number of promising armament systems capable of per-*

forming combat missions in conditions of an anti-missile defence system in depth. Troops have begun receiving such systems this year. Today we will discuss the assimilation of new types of armaments and then we will talk to representatives of the military-industrial complex and ask them to speak of the possibility to further improve the combat characteristics of these systems.

Now let us begin »²¹.

²⁰ Interview accordée à l'agence d'information internationale *Rossiya Segodnya*, 18 septembre 2015.

²¹ Vladimir Poutine, [Meeting on Armed Forces Development](#), Sochi, 10 novembre 2015.

2. *Perspective russe sur l'évolution de la politique antimissile américaine : aspects techniques*

La question du positionnement russe par rapport à la question de l'EPAA est étroitement liée à l'émergence du phénomène de prolifération et à sa caractérisation par les États-Unis comme l'une des menaces majeures à leur sécurité. Toutefois, la Russie a été confrontée, dès les années 1990, à des postures américaines mettant en avant le développement combiné de capacités antimissiles et nucléaires pour traiter ces menaces, alimentant un certain nombre de doutes sur les intentions réelles de Washington, les développements capacitaires et doctrinaux envisagés semblant disproportionnés au regard de la menace.

2.1. *Imprévisibilité politique des États-Unis en matière stratégique : le cas particulier de la défense antimissile*

- a) *Administration pro ABM et Congrès abolitionniste, le paradoxe de la position américaine dans les années 1990*

Ainsi, la guerre du Golfe, en remettant le missile balistique et les armes de destruction massive au cœur des préoccupations de sécurité américaines, a conduit à la réactivation d'une logique de défense antimissile axée non tant sur la neutralisation des menaces de théâtre, auxquelles les États-Unis ont été confrontés et qui est par ailleurs permise par le traité ABM, mais par une résurgence des problématiques de la SDI à travers la relance d'un programme parent, le GPALS. Celui-ci, qui reprend certains éléments de Brilliant Pebbles, est très clairement un programme stratégique sans commune mesure avec la menace alors identifiée, provenant essentiellement des Scud B et C²². Abandonné par l'administration Clinton, qui recentre la défense antimissile autour des problématiques plus strictement liées au théâtre, la défense antimissile devient aux

États-Unis une problématique politique qui oppose Républicains et Démocrates et influe sur le positionnement de l'administration sans rationnel militaire facilement identifiable. La Russie se trouve ainsi confrontée, dès 1995-1996 à une administration qui s'affiche très ouvertement opposée à l'extension de la mission antimissile vers le domaine stratégique mais qui, dans la négociation avec la Russie sur l'adaptation du traité ABM à la menace des États proliférants, pousse vers une révision à la hausse des caractéristiques plafonds des intercepteurs. Les considérants de politique interne, qui contraignent l'administration Clinton à montrer au Congrès qu'elle considère la défense antimissile comme une problématique importante sans pour autant renoncer aux cadres tracés par le traité ABM, limitent fortement la lisibilité de la posture américaine, l'administration affirmant à la Russie qu'elle souhaite le maintien du traité, mais donnant un nombre de gages croissant à l'opposition républicaine, favorable à sa révision.

L'accord de 1997 passé entre les États-Unis et la Russie dans le cadre d'une interprétation élargie du traité ABM, deux ans après l'affirmation par l'administration Clinton qu'elle se tiendrait à une interprétation étroite, est de ce point de vue symptomatique. Visant à permettre le développement du THAAD (et, dans une moindre mesure, du Navy Theater Wide – NTV), il pose les bases de la National Missile Defense (NMD) sous le prétexte de la libéralisation de la Theater Missile Defense (TMD). Disposant d'une marge de négociation faible, la Russie concède une élévation des limites de vitesse des intercepteurs à 4,5 km/s pour les intercepteurs navals et 5,5 km/s pour les versions terrestres ou aériennes, obtenant en échange une limitation sur les vitesses, les portées et les charges des cibles balistiques (soit 5 km/s, 3 500 km et charges unitaires), qui aurait largement pu suffire à la mise en place d'une défense de théâtre efficace²³. Malheureusement,

²² Voir pour un point rapide, Donald Baucom, « The Rise and Fall of Brilliant Pebbles », *The Journal of Social, Political and Economic Studies*, vol. 24, n° 2, 2004.

²³ [Standing Consultative Commission First Agreed Statement Relating to the Treaty Between the United States of America](#)

[and the Union of Soviet Socialist Republics on the Limitation of Anti-Ballistic Missile Systems of May 26, 1972 \(Common Understandings included\)](#) – September 26, 1997, [Standing Consultative Commission Second Agreed Statement Relating to the Treaty Between the United States of America and the Un-](#)

la posture de l'administration américaine devient encore plus difficilement lisible pour la Russie en 1998, quand l'administration Clinton perd le contrôle des Chambres et se trouve exposée aux pressions républicaines pour réévaluer la menace des États proliférants. Les conclusions de la Commission Rumsfeld, qui remettent ouvertement en cause les évaluations des agences de renseignement²⁴, et qui annoncent une menace balistique stratégique contre les États-Unis à l'horizon 2015, associées au tir d'un Taepodong par la Corée du Nord et aux essais indiens et pakistanais, conduisent à un repositionnement de la défense antimissile *stratégique* comme un élément central de la posture de défense américaine, le Congrès votant en 1999 le *Missile Defense Act*, qui impose à l'administration qu'elle déploie « *as soon as is technologically possible an effective National Missile Defense system capable of defending the territory of the United States against limited ballistic missile attack (whether accidental, unauthorized, or deliberate)* »²⁵. Ce texte est à rapprocher du *Missile Defense Act* de 1991, passé sous une administration favorable à la défense antimissile, qui requérait de l'administration Bush qu'elle mette en place une « *highly effective defense of the United States against limited ballistic missile threats, including accidental or unauthorized launches or Third World attacks, but below a threshold that would bring into question strategic stability* »²⁶. L'administration accompagne cette évolution d'une réinterprétation du traité ABM qui, dans les formes²⁷, aurait très éventuellement pu conduire la Russie à négocier, sur des bases particulièrement défavorables cependant.

En moins de 10 ans, la Russie voit ainsi les États-Unis passer d'une prescription législative restreinte de la dé-

fense antimissile à une prescription extensive – la référence au Tiers-Monde, c'est-à-dire aux États proliférants – n'apparaissant plus dans la version de 1999 et laissant présager une application plus universelle. Les deux versions conservent cependant la phraséologie du tir limité, accidentel ou non autorisé, ce dernier étant, dans la terminologie américaine, particulièrement extensif, puisque correspondant à l'activation de l'ensemble des systèmes d'arme d'un SNLE ou d'un régiment d'ICBM. Au niveau des États proliférants, le volume de menace escompté est évalué à des douzaines de missiles stratégiques, ce qui, là encore, laisse une marge d'interprétation confortable quant aux architectures amenées *in fine* à être déployées²⁸.

Cette évolution de posture apparaît d'autant plus artificielle que la Commission Rumsfeld, qui est le ré-activateur des programmes de défense antimissiles stratégiques, est avant tout une machine politique qui vise à discréditer l'administration démocrate sur des postures de politique étrangère, qu'elle ne s'appuie pas sur une expertise de renseignement avérée, qu'elle est pilotée par des responsables souvent en lien avec l'industrie de l'armement et qu'elle s'inscrit dans le cadre de la négociation START III, qui vise ouvertement à priver la Russie de sa capacité présumée de frappe en premier (à savoir les ICBM lourds mirvés), à un moment où les capacités navales de frappe en premier américaines commencent à arriver à maturation.

L'impact de la manœuvre politique est considérable puisque que le Pentagone reste très réservé sur la réalité de la menace de frappes balistiques en provenance d'États proliférants contre le territoire américain et, du fait des préoccupations budgétaires, perçoit la défense

[ion of Soviet Socialist Republics on the Limitation of Anti-Ballistic Missile Systems of May 26, 1972 \(Common Understandings included\)](#) – September 26, 1997, [Agreement on Confidence-Building Measures Related to Systems to Counter Ballistic Missiles Other Than Strategic Ballistic Missiles](#) – September 26, 1997, [Standing Consultative Commission Joint Statement on the Annual Exchange of Information on the Status of Plans and Programs With Respect to Systems to Counter Ballistic Missiles Other Than Strategic Ballistic Missiles](#) – September 26, 1997.

²⁴ Plus particulièrement la NIE *Emerging Missile Threats to North America during the Next 15 Years*, PS/NIE 95-19, novembre 1995 et les conclusions de la Commission Gates. Cette dernière, établie en 1996 pour évaluer dans quelle mesure la NIE de 1995 était susceptible d'être erronée, aboutit en effet aux mêmes conclusions, notamment : « [F]or sound technical reasons, the United States is unlikely to face an indigenously developed and tested intercontinental ballistic missile threat from the Third World before 2010 even taking into

account the acquisition of foreign hardware and technical assistance », Craig Cerniello, « Panel Upholds NIE Assessment of Ballistic Missile Threat to U.S. », *Arms Control Today*, janvier 1997.

²⁵ *National Missile Defense Act*, 1999. Noter le maintien de la notion de tir non autorisé, à un moment où la connaissance des procédures de sécurité de l'arsenal russe est probablement bien meilleure. Dans une étude de 2012 dirigée par l'ancien commandant du STRATCOM James Cartwright, ce risque de tir non autorisé est d'ailleurs jugé extrêmement peu probable (voir *Modernizing U.S. Nuclear Strategy, Force Structure and Posture*, Global Zero U.S. Nuclear Policy Commission Report, mai 2012).

²⁶ *Missile Defense Act*, HR 2010, 1991.

²⁷ [NMD Protocol: Topics For Discussion](#), 19 janvier 2000.

²⁸ *Ibid.*

antimissile comme une contrainte plus que comme une véritable potentialité militaire. La définition d'une NMD crédible – en termes de déploiement comme en termes budgétaires – devient également une priorité²⁹. Fin 1998, la NMD est refinancée sur les budgets exceptionnels de la Maison Blanche pour les programmes de défense (6,9 milliards de dollars), portant les budgets alloués à 4,9 milliards de dollars pour la période 1997-2003 et à 10,5 milliards de dollars pour la période 1999-2005. L'abandon du traité ABM, engagé par l'administration Bush, est de fait inscrit dès 1999, les programmes mis en œuvre par l'administration Clinton – et plus particulièrement le déploiement de 16 GBI à partir de 2005, 200 ayant été envisagés lors des propositions de négociation avec la Russie en 2000³⁰ – étant en tout état de cause incompatible avec le traité.

b) *Nouvelle triade et frappes conventionnelles stratégiques : les révolutions doctrinales*

La rupture de la fin des années 1990-2000 est particulièrement symptomatique, puisque l'abrogation du traité ABM est immédiatement accompagnée d'une révolution stratégique majeure, la Nouvelle Triade plaçant non seulement un accent fort sur l'évolution de la stratégie nucléaire américaine, dans le sens de l'abandon de la logique de destruction mutuelle assurée, mais définissant désormais la défense antimissile stratégique comme le complément des capacités nucléaires et conventionnelles. Moins spectaculaire que la nouvelle triade, la réorientation stratégique opérée par l'administration Obama en 2008 a été pour la Russie un second choc, la mise en avant des systèmes stratégiques

conventionnels (offensifs et défensifs) apparaissant immédiatement comme une nouvelle menace contre son arsenal, à un moment où la menace nucléaire est, dans les opinions occidentales, discréditée. Si l'hypothèse d'une frappe stratégique conventionnelle massive contre l'arsenal russe peut prêter à sourire dans une perspective européenne, il n'en va pas de même dans la perspective de Moscou, qui ne perçoit pas la menace exclusivement sous l'angle du *Conventional Prompt Global Strike* mais intègre dans son calcul la grande diversité des moyens de frappe en profondeur américains. Un exemple assez typique est donné par Yevgeny Miasnikov en 2009³¹ qui, dans son évaluation de la menace, recense la plupart des systèmes de frappe aptes à la destruction de cibles durcies³² et souligne la complémentarité croissante des stratégies de dissuasion relevant des systèmes d'arme conventionnels et nucléaires. La NPR 2010, comme le *Report on Nuclear Employment Strategy of the United States* de 2013, qui mettent spécifiquement en avant le rôle des systèmes conventionnels dans la dissuasion, ne peuvent que confirmer cette perception, conduisant la Russie à envisager des modalités de conflits stratégiques sous le seuil nucléaire où la défense antimissile servirait de parapluie aux frappes conventionnelles dans la profondeur. « *Moscow's current concerns regarding missile defense have been repeatedly voiced at the official and expert levels: the US PAA European ABM system would compromise the Russian nuclear deterrent potential especially in the context of further treaty-defined nuclear reductions. These concerns have been heightened by eventual threat from US cruise missiles and other conventional prompt global strike systems, which*

²⁹ Bradley Graham, *Hit to Kill*, Public Affairs, New York, 2001.

³⁰ [NMD Protocol: Topics For Discussion](#), op. cit.

³¹ Yevgeny Miasnikov, « The Counterforce Potential of Precision-Guided Munitions », in Alexei Arbatov et Vladimir Dvorkin (dir.), [Nuclear Proliferation: new technologies, weapons, treaties](#), Carnegie Moscow Center, 2009.

³² « *The PGMs in the U.S. armed forces' arsenal today can be used to destroy a wide range of targets, including reinforced installations (underground bunkers, reinforced structures and bridges), and moving armored targets (tanks, armored vehicles and artillery). If provided with relatively precise targeting instructions, existing types of cluster bombs can effectively destroy mobile land-based intercontinental ballistic missiles (ICBMs). PGMs could pose a threat to existing silo-based launchers. Studies show that kinetic and tandem cumulative munitions under development, having a weight of 0.5-1 ton, can pierce a layer of homogeneous steel 2-3 meters thick. Furthermore, in all likelihood, the U.S. armed forces already have*

*PGMs with such capabilities. For example, the BLU-122 warhead is delivered by a modernized version of the guided Bomb Unit-28 (GBU-28). If their CEP can be brought to within 1-2 meters – the developers' goal – these types of weapons will present a real threat to Russian stationary ICBM launch installations. It is possible that the development of non-nuclear attack weapons will lead to a situation where stationary ICBM installations are also vulnerable to munitions that create a powerful electromagnetic pulse. Delivery precision within a 10-meter radius might be entirely sufficient in such cases. Using PGMs as a means for a counterforce strike is probably possible only when the attacking country is confident that this kind of large-scale sudden strike will be effective. If the attacking side can be sure that its strike will neutralize the overwhelming majority of the adversary's strategic systems and can rely on its own nuclear capacity and missile defense systems to deter and protect with sufficient reliability against a counter-strike launched by the enemy using its few surviving missiles, the strategy could look very attractive from the aggressor's point of view. The kinds of decisions being made today in the U.S. concerning strategic programs are only adding to Russia's fears », *ibid.**

are capable of a disarming strike against Russian strategic nuclear forces »³³.

Assez étonnamment, la Russie exprime très clairement, dans le discours que Dmitri Medvedev consacre à la défense antimissile en novembre 2011 (voir *infra*), sa bonne compréhension de la dualité et, *in fine*, de la duplicité d'une approche américaine, dans laquelle les engagements de l'administration peuvent être contredits par le Congrès. Medvedev souligne ainsi, au détour d'une phrase, que si les assurances de l'exécutif américain vont dans le sens d'une posture non menaçante des capacités antimissiles déployées en Europe à l'égard de l'arsenal russe, telle n'est pas la position du législateur, qui affirme le contraire. Pour Medvedev, le refus des Américains de signer un engagement juridiquement et techniquement contraignant peut dès lors apparaître comme révélateur³⁴.

Dans une perspective proche, la capacité de la Russie à décrypter les orientations stratégiques américaines risque d'être rendue plus complexe par la revalorisation des missions nucléaires, qui transparait actuellement dans l'analyse américaine et qui est sous-jacente à l'actuel programme de modernisation de la Triade³⁵. Le rééquilibrage pourrait être particulièrement brutal en cas de victoire républicaine, mais devrait rester inscrit en cas de succès démocrate, plus particulièrement si, dans les deux ans qui suivent l'élection, l'administration démocrate devait perdre sa majorité au Congrès. Dans un tel contexte, la Russie ne peut anticiper avec précision dans quelle direction s'orienteront les grandes décisions stratégiques américaines, et notamment comment la complémentarité sera établie entre défenses antimissiles, capacités nucléaires et capacités conventionnelles. La question n'est en effet pas tant quelle forme prendra la défense antimissile, les programmes étant relativement structurés – sauf à ce que

³³ Voir par exemple Vladimir Rybachenkov (Counsellor of the Embassy of the Russian Federation in Washington, USA. Advisor of the Department on Disarmament and Security Issues, Ministry of Foreign Affairs. Actuellement au PIR Center), [Strategic stability and missile defense – a view from Russia](#), Presentation at the International Conference «Arms Control and Strategic Stability » (Beijing, August 8-9, 2013).

³⁴ « *That is the position of the executive authorities, but legislators in some countries openly state, the whole system is against Russia* ». La tournure sémantique utilisée par Medvedev est, du point de vue occidental, assez étrange, puisqu'il ne fait pas directement référence à l'exécutif américain mais aux législateurs de « certains pays ». Il peut néanmoins être compris, dans le contexte, qu'il fait bien référence au législateur américain. Dmitri Medvedev, [Statement in connection with the](#)

des ruptures technologiques apparaissent autour des intercepteurs – mais quelles seront les évolutions de stratégies nucléaires et conventionnelles, stratégies que les capacités antimissiles peuvent venir renforcer ou non³⁶.

2.2. Les risques de ruptures technologiques

À cette instabilité politique, qui conduit sans préavis à un reformatage complet des postures stratégiques américaines, s'associe le risque non négligeable de rupture technologique. Ce risque doit être mis en perspective de la perception de la Russie au moment du lancement des études et programmes américains, et de sa capacité à anticiper correctement la mesure dans laquelle ces programmes poseront ou non un risque pour sa sécurité. Un exemple frappant est donné par le SM-3 (NTW dans les années 1990, puis AWS dans les années 2000) qui, à la fin des années 1990, n'apparaît pas comme une solution concurrentielle par rapport au THAAD et aux futurs GBI et qui, en moins de dix ans, devient l'un des axes de développement privilégié de la capacité antimissile, y compris pour les interceptions de vecteurs intercontinentaux.

a) *Des évolutions programmatiques complexes et réactives*

De ce point de vue, il faut probablement opposer l'analyse occidentale de la capacité antimissile, qui se focalise sur le détail des programmes en développement et qui tend à ne les associer qu'aux situations politiques et stratégiques du moment, ou immédiatement prévisibles, à celle de la Russie qui, considérant la défense antimissile dans une logique éminemment stratégique,

[situation concerning the NATO countries' missile defence system in Europe](#), Gorki, 23 novembre 2011.

³⁵ À cet égard, les programmes LRS-O et LRSD sont probablement suivis avec attention, puisque semblant particulièrement révélateurs d'une tentative de restauration d'une capacité de frappe limitée de niveau stratégique.

³⁶ Un bon exemple est donné par le *Conventional Prompt Global Strike* et les frappes stratégiques conventionnelles, qui, depuis une dizaine d'années, génèrent une véritable inquiétude en Russie en laissant envisager des frappes stratégiques sous le seuil nucléaire. La défense antimissile apparaît alors comme un complément naturel à ce type de logique. Toutefois, une administration qui remettrait l'accent sur des stratégies nucléaires de première frappe ferait radicalement évoluer ce paradigme.

doit évaluer les programmes dans une logique tendancielle de long terme. Les conclusions qui peuvent en être tirées sont fatalement très différentes.

Ainsi, dans le cadre de la NPR 2001, la défense antimissile est introduite au sein de la nouvelle triade, marquant une rupture doctrinale fondamentale avec les approches stratégiques précédentes et relançant le concept de défense antimissile dans une logique globale, intégrant les capacités régionales aux capacités stratégiques. Dans ce cadre, révolutionnaire en soi, le développement des SM-3 n'apparaît pas immédiatement comme un élément significatif, l'administration Clinton ayant accordé une priorité au développement du THAAD, et le NTW n'apparaissant que comme un complément, lui aussi essentiellement destiné au théâtre³⁷. Les deux programmes sont cohérents avec la priorité qu'accordent les deux administrations Clinton au développement de la capacité de théâtre. La rupture de la NPR 2001 place, à l'inverse, le GBI au sommet des priorités apparentes des États-Unis, le déploiement hâtif de 2004 en étant un témoignage perceptible. De surcroît, la permanence des recherches sur les lasers de puissance conduit très souvent les analystes à percevoir la possibilité de rupture sur ce type de système, d'autant qu'ils ont des applications tangibles pour les interceptions en phase propulsée (problématique de l'ABL, qui reste très présente dans l'analyse russe). Dans ce panorama, l'évolution de l'Aegis – d'un système de théâtre vers un système potentiellement stratégique – n'apparaît pas clairement, même si l'effort programmatique prévu par l'administration Bush sur ce programme particulier n'est pas sensiblement modifié par l'administration suivante. Très clairement, le potentiel du système d'arme est resté très longtemps sous-estimé, y compris aux États-Unis, où l'émergence d'une composante stratégique navale se heurte, jusqu'en 2008, à de nombreuses oppositions.

³⁷ Le caractère encore peu stratégique du programme apparaît par exemple en 2001, dans le rapport au Congrès du DoD : « *Navy Area Theater Ballistic Missile Defense program, using a reconfigured SPY-1 phased-array radar and an upgraded version of the Standard Missile (Block IV-A) Aegis-equipped ships, will provide U.S. forces, allied forces, and areas of vital national interest at sea and in coastal regions with an active defense against theater ballistic and cruise missiles. Since the second quarter of FY 1999, an interim Navy Area TBMD tracking software capability, Linebacker, has been deployed on two ships is operational* ». À l'inverse, le THAAD est décrit comme un système de plus grande portée, permettant de couvrir et de défendre de plus larges zones. Toutefois, le même document

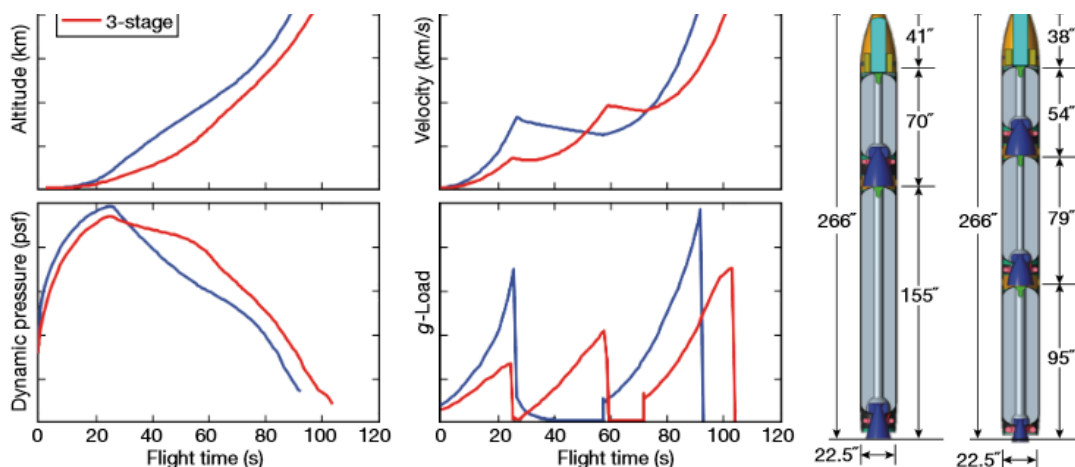
Pour un État devant anticiper l'évolution des capacités antimissiles américaines, la très rapide maturation du SM-3 constitue une véritable rupture, tant du fait de la montée en puissance des différentes versions du missile que du fait de l'extension des missions et des capacités qui en résultent. La mise en retrait de programmes phares (lasers mais aussi, au tournant des années 2010, GBI) reste quant à elle peu prévisible, plus particulièrement au regard des sommes investies, et ne peut être tenue pour acquise. Et de fait, jusqu'à l'EPAA, la Russie n'aura pas été à même de prévoir que les systèmes navals prendraient une place prépondérante dans la capacité américaine, offrant une complémentarité stratégique potentielle avec les systèmes terrestres qui, jusqu'au milieu des années 2000, apparaissent pourtant comme l'axe de développement privilégié de la capacité.

Dans une perspective plus immédiate, la relance du programme GBI, notamment autour d'un lanceur bi-étage, peut soulever des interrogations, comme celles des composantes terrestres de l'Aegis, dont les développements futurs restent difficiles à cerner. Un exemple rétrospectif peut être donné à propos du GBI bi-étage, dénoncé par la Russie comme un intercepteur stratégique potentiel du temps du troisième site, et alors présenté par les États-Unis comme une version dégradée du GBI, spécifiquement adaptée à la menace iranienne et au déploiement européen. Indépendamment des caractéristiques réelles des deux engins (inconnues), le GBI bi-étage est désormais annoncé comme le lanceur successeur du GBI originel. Ses caractéristiques sont présentées comme optimisées, essentiellement du fait de l'allègement de masse, permis par l'abandon d'un étage intermédiaire. Les performances du nouveau système apparaissent donc comme sensiblement différentes en 2015 de ce qui était annoncé en 2005³⁸.

annonce très clairement l'Aegis comme un système à potentialités stratégiques certaines quand il le décrit : « *The NTW Theater Ballistic Missile Defense (TBMD) system builds upon the existing AEGIS Combat System and the Navy Area Defense TBMD system. NTW takes advantage of available sea and ship mobility to achieve intercepts on the target TBM in the ascent, mid-course, and terminal stages of exo-atmospheric flight* ». DoD report to the President and the Congress, DoD, 2001.

³⁸ Alan J. Pue (et al.), « [Missile Concept Optimization for Ballistic Missile Defense](#) », *Johns Hopkins APL Technical Digest*, vol. 32, n° 5, 2014

Caractéristiques théoriques comparées du GBI bi-étages et tri-étages



Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler que ce type de missile est destiné, à terme, à emporter des intercepteurs multiples. Une fois encore, l'inquiétude de la Russie doit être interprétée à l'aune des évolutions de programmes. Ainsi, le programme d'intercepteur multiple (MKV), défendu par l'administration Bush au cours des années 2000, est abandonné par l'administration Obama en avril 2009 pour être ressuscité en avril 2015 (MOKV) par la même administration, sans pressions politiques particulières par ailleurs. Mais, alors que le MKV était avant tout décrit comme un véhicule destiné au GBI, le programme MOKV s'inscrit dans la perspective du programme de véhicule commun (CKV), visant à décliner un même type de véhicule autour de différents types d'intercepteurs. Idéalement, les futurs intercepteurs de type GBI comme de type Standard pourraient donc disposer d'une capacité d'interception multiple, abaissant sensiblement le nombre de missiles nécessaires à la destruction d'une cible complexe de type ICBM. Dans cet ensemble, les progrès fondamentaux réalisés en matière de fusion de données et d'algorithmes sont une révolution invisible qui, à partir de plates-formes apparemment peu évolutives, permettent d'en modifier substantiellement les performances, notamment en termes de détection et de discrimination.

b) L'émergence du facteur spatial

La capacité de la Russie à prendre en compte ces révolutions invisibles est évidemment difficile à évaluer

en sources ouvertes. Dans le cas de l'apport du segment spatial dans la détection des tirs et la discrimination des objets, la réaction de la Russie semble avoir été lente, avant de se structurer et de s'intégrer plus systématiquement dans l'évaluation de la menace potentielle présentée par la défense antimissile.

Dès 2002, le directeur de l'Institut des Études américaines et canadiennes, Sergeï Rogov, rappelle ainsi : « *Creation of the combat control system of the future missile defense system is the most dangerous factor. Firstly, it will require a network of the so-called land X-band radars. Secondly, it will require a group of SBIRS-high and SBIRS-low satellites essentially controlling the whole planet. When Russia has 1, 000 warheads and hundreds of delivery means, neither five, nor ten or one hundred interceptors will be adequate for even a reciprocal strike, much less for the first one... However when the combat control system is built, upping the number of available interceptors to several thousands is not a daunting task at all* »³⁹.

Toutefois, les difficultés du programme SBIRS semblent avoir conduit la Russie à se détourner de la question dans son analyse publique. Si la question du SBIRS (SBIRS High pour la détection, STSS et PTSS pour la trajectographie) fait l'objet de publications épisodiques, il faut attendre 2012 pour qu'une évaluation plus dé-

³⁹ Olga Ruban, « No Real Threat in the U.S. Creating Effective Missile Defense », *Ekspert*, No. 20, May 2002. (repris de

<http://www.nipp.org/wp-content/uploads/2014/12/Russian-Arms-Control-web.pdf>).

taillée en soit donnée par Viktor Yesin et Yevgeniy Savostyanov⁴⁰, en relation avec les risques posés par le déploiement des SM-3 en Europe. Dans cet article, les deux auteurs soulignent que, plus que la vitesse des intercepteurs – qui ne fait pas consensus entre Russes et Américains mais qui demeure, selon eux, insuffisante pour conduire à une interception (évaluation faite à partir du site de Redzikowo) –, c'est la réduction du temps d'alerte permise par le SBIRS qui apparaît comme la principale variable de progression. Il est estimé que le temps d'alerte devrait à terme être divisé par deux, sans que Yesin et Savostyanov expliquent comment ils envisagent qu'une solution de tir acceptable puisse être définie bien avant la fin de la phase propulsée. Rappelons que, selon les déclarations officielles américaines, la solution n'est définie au mieux qu'une minute après l'extinction des moteurs du vecteur ciblé⁴¹. Reste que le STSS peut laisser envisager une réduction possible de cette latence, même si rien ne permet d'affirmer que SBIRS et STSS permettraient effectivement l'engagement bien avant la fin de la phase propulsée.

La prise en considération de ces problématiques au niveau programmatique est évidemment difficile à évaluer. On note que le programme Sokol-Echelon est relancé dès 2003⁴², immédiatement après l'abrogation du traité ABM, son objet principal étant, de l'aveu même du responsable russe des acquisitions, la neutralisation des satellites affectés à la défense antimissile⁴³.

Les premiers retours d'expérience sur le SBIRS, très récents (premier lancement d'un satellite GEO en 2011) mais réputés très positifs, expliquent la prise en considération apparemment tardive (mais en fait quasi immédiate dans le discours public) du secteur spatial

américain dans les problématiques d'alerte avancée, liées à l'engagement des systèmes antimissiles. Dans ce sens, le SBIRS est lui aussi très représentatif du facteur d'imprévisibilité auquel la Russie est confrontée, l'apport réel de ce système sur la détection (et éventuellement la trajectographie et la discrimination des objets spatiaux) semblant avoir été peu prévisible, tant en termes positifs (risque d'annulation du programme) que négatifs (performances très supérieures à celles escomptées, notamment dans le cadre du développement des architectures antimissiles).

Ces différents exemples tendent à montrer que l'abrogation du traité ABM, en levant les limites appliquées sur les caractéristiques techniques des systèmes antimissiles et en excluant les défenses antimissiles de la sphère régulée des armements stratégiques, génère pour la Russie une instabilité majeure. Elle favorise en effet la multiplication de programmes américains, dont les finalités stratégiques ne peuvent jamais être exclues, d'autant plus que sur un plan plus général, les architectures C2, les caractéristiques des différents systèmes d'armes conventionnelles et les doctrines d'emploi tendent également à donner des caractéristiques stratégiques à des systèmes avant tout destinés au théâtre. Ce décloisonnement est d'autant plus déstabilisant en matière antimissile qu'il porte sur des systèmes opérationnels, testés, validés et améliorés, intégrés à des doctrines d'emploi, déployés en unités et occasionnellement engagés au combat. Alors que la segmentation de la défense antimissile en une composante stratégique et une composante non stratégique, héritée du traité ABM, permettait une appréhension relativement claire des évolutions et une anticipation programmatique, la fusion de la défense antimissile dans l'ensemble du système de forces américain, ainsi

⁴⁰ Viktor Yesin et Yevgeniy Savostyanov, « [ЕвроПРО без мифов и политики](#) », Novosti VPK, 13 avril 2012.

⁴¹ Randall Hendrickson, [European Phased Adaptive Approach \(EPA\) Ballistic Missile Defense](#), A Technical Overview, 12-MDA-6723, Présentation à la conférence antimissile de Moscou, 3-4 mai 2012.

⁴² Pour rappel, le programme avait été lancé dans les années 1970 autour d'un Il-76 et d'un laser CO2 d'un megawatt, avant d'être abandonné en 1993.

⁴³ Gulyaev A. « Modern weapons are the basis of the modernization of the Russian armed forces », Voennyi Parad, n°2, 2011, cité par Aleksandr Stukalin « Sokol-Echelon and Dueliant: New Space Defense Laser », *Moscow Defense Brief*, n°1 vol. 27, 2012. Par ailleurs, selon Igor Sutyagin « *The Russian plans of countering BMD envisage two steps to achieve these effects. Jamming BMD radars and downlink of space-*

based BMD sensors with the use of high-potential electronic countermeasure (ECM) systems is the first one of them. Russia has also resumed in 2009 the A-60 Sokol-Echelon development programme of the 1LK222 airborne laser system to blind the electro-optical sensors of the low-orbital satellites. Space Tracking and Surveillance System (SSTS) satellites orbiting at 870-1400 kilometres above Earth surface were considered to be the most probable target for A-60. The Russian military planners' assessment was that SSTS satellites would be employed to track ballistic missiles during all phases of their flight and to cue the targeting information to provide engagement of ballistic targets beyond the land-based BMD sensors' detection and tracking distance so making these satellites non-operational would seriously degrade the BMD system's informational segment. A-60 reportedly has already shown its ability to counter satellites at distances up to 1500 kilometres ». Igor Sutyagin, « Russia and Ballistic Missile Defence: Perceptions and Counteractions », in Isabelle Facon, *Russian Nuclear Policy*, Compte-rendu de séminaire, 29 septembre 2014.

que la fusion des architectures et des moyens, transforment progressivement la défense antimissile en une immense famille de systèmes en développement constant et systématiquement susceptibles d'impacter les composantes stratégiques des États rivaux des États-Unis. Cette évolution, que la Russie ne perçoit que très mal à l'orée des années 2000, apparaît désormais très présente dans la réflexion et contribue à expliquer certains de ses positionnements. Elle permet notamment d'expliquer pourquoi la Russie s'inquiète des évolutions de court terme de l'EPAA qui, au-delà de l'imprévisibilité politique des administrations américaines, peut être perçue comme une architecture instable, en évolution capacitaire constante et donc effectivement menaçante pour tout ou partie de la dissuasion.

2.3. Le risque généré par les systèmes antimissiles à l'aune de la perception russe des évolutions technologiques

L'exemple des risques de ruptures technologiques doit par ailleurs inciter à percevoir la posture russe en fonction des capacités nationales et de leur mise en perspective par rapport aux programmes américains. L'imprévisibilité politique et technique du programme antimissile américain, la perception aiguë par la Russie de la volonté systématique présumée des États-Unis de contourner leurs engagements et le décalage de développement entre l'arsenal russe et la défense antimissile contribuent à l'évidence à expliquer la réticence de fond de la Russie face à un éventuel déploiement en Europe, mais également la dualité de son langage, qui oscille entre la minoration du risque posé par la défense antimissile, présentée comme incapable d'impacter les forces stratégiques russes, et sa dénonciation au motif qu'elle viserait cette fin. Toutefois, il est essentiel de prendre en considération la perception technique des Russes à un moment donné, ainsi que le cumul de ces perceptions, qui participent à l'élaboration d'une image cohérente de la menace américaine dans la durée.

Du point de vue russe, l'interaction de la défense antimissile et des forces stratégiques offensives est une réalité permanente. L'abrogation du traité ABM en 2002 pose donc immédiatement la question de l'impact d'une défense antimissile stratégique sur l'arsenal, dans l'immédiat comme dans le futur. Un exemple en est donné par Vladimir Dvorkin qui, selon Youri Fedorov, aurait pris acte de la relance potentielle de la défense antimissile pour justifier des évolutions programmatiques majeures lors des débats au sein de l'état-major russe, dans le cadre des négociations START II. Selon lui, le démirvage des SS-18 se justifiait, entre autres, parce que « *les ICBM existants [...] ne pourront pas percer de futures défenses américaines, en raison de leur longue phase propulsée⁴⁴ et du trop long temps nécessaire à la séparation de leurs têtes* »⁴⁵. Cette remarque met en exergue un certain nombre de problématiques connexes qui, par définition, contribuent à façonner la perception russe de la menace, dans sa réalité présente et anticipée.

a) *La question de la vitesse*

La problématique la plus évidente est incontestablement liée à la vitesse et à la portée des intercepteurs, qui permettent d'envisager ou non la possibilité théorique d'une interception. Comme souligné plus tôt, on note dans les chiffres fournis par les États-Unis dans les estimations de vitesse des intercepteurs développés (GBI bi-étage destiné à l'Europe, SM-3 block IA/B et IIB) une grande cohérence, puisque les vitesses négociées en 1997 pour différencier les intercepteurs stratégiques des intercepteurs de théâtre se retrouvent : 5,4 km/s pour le GBI, 3,5 à 4,5 km/s pour les SM-3. Après le retrait des GBI européens, la vitesse minimale estimée comme suffisante à une interception à partir du continent européen est même abaissée, une étude du *National Research Council* plaçant à 5 km/s la limite à partir de laquelle une interception est susceptible d'être possible face à un ICBM russe⁴⁶.

⁴⁴ Soit 340 secondes. Voir Vladimir Piryev « The Missile Defense Plan in Central Europe », in A. Arbatov et V. Dvorkin (dir.), *Nuclear proliferation, New technologies, weapons and treaties*, op. cit, p. 203.

⁴⁵ V. Dvorkin, « Russia's Strategic Nuclear Forces After the USSR : Reforming and Prospects », in Y. Fedorov, B. Nygren

(dir.), *Russian Military Reform and Russia's New Security Environment*, Stockholm, Swedish National Defense College, 2003, pp. 118-119.

⁴⁶ « No interceptor with fly-out speeds less than 5.0 km/sec based in Poland or Romania or elsewhere in Europe can engage or interfere with Russia's nuclear deterrent ICBMs or submarine-launched ballistic missiles », *Making Sense of Ballistic Missile Defense: An Assessment of Concepts and Systems for*

La polémique surgit dès le projet de déploiement de troisième site, les Russes craignant que les Américains mettent en place des intercepteurs à très haute vitesse (supérieure à 6 km/s, qui est alors, dans la littérature américaine, la vitesse minimale estimée pour réaliser des interceptions en phase propulsée/ascendante sur le théâtre⁴⁷). Selon les évaluations russes de 2008 en effet, la vitesse des GBI pourrait atteindre 8,3 km/s pour la version tri-étage⁴⁸, chiffre qui semble s'appuyer sur les évaluations de Postol ou de Garwin⁴⁹. Les évaluations actuelles du GBI sont cependant inférieures, de l'ordre de 6 km/s à 7 km/s⁵⁰, sachant qu'il n'existe pas d'évaluation officielle de la vitesse du vecteur à la fin des années 2000. Parallèlement, la MDA présente à l'époque la version bi-étage comme moins vélocité, conduisant les Russes à estimer la vitesse du bi-étage à 7,7 km/s⁵¹, bien au-delà des 5,4 km/s que laissent alors supposer les documents de la MDA⁵², conduisant logiquement à des scénarios d'interception crédibles pour

les SS-18, SS-19 et SS-25 lancés de Vypolsovo, Tahtichtchevo et Dombrovski⁵³. On constate dans ce cas précis que les évaluations des caractéristiques sont d'une importance fondamentale, un GBI optimal (3 étages) à 6 km/s pouvant laisser supposer qu'un GBI dégradé (2 étages) aurait une vitesse approchant des 5,4 km/s défendus par la MDA. À l'inverse, des performances approchant les 8,3 km/s laissent supposer une vitesse bien supérieure à 5,4 km/s pour la version à deux étages, justifiant la crainte de la Russie. Le tableau ci-dessous donne une illustration du risque pour des vitesses de l'ordre de 7 km/s, sachant que les Russes ont pu estimer que la suppression du dernier étage du GBI (pour la version européenne) pouvait conduire à augmenter la vitesse du missile au-delà des 8,3 km/s⁵⁴.

U.S. Boost-Phase Missile Defense in Comparison to Other Alternatives, National Research Council, 2012.

⁴⁷ Voir par exemple *Alternatives for Boost-Phase Missile Defense*, Congressional Budget Office, 2004, qui donne une évaluation pour des interceptions face à des missiles iraniens et nord-coréens, mais envisage également les capacités déployées par une grande puissance.

⁴⁸ Voir Pyryev, op. cit., p. 199.

⁴⁹ Essentiellement les analyses de T. Postol et G. Lewis, qui sont les plus exploitables, mais également Philip Coyle ou Richard Garwin (*Ballistic Missile Defense : Deployment to Poland and the Czech Republic*, A talk to the Erice International Seminar, 38th session, August 21, 2007). La vitesse des deux types de GBI est déduite des caractéristiques des trois étages, dérivés des systèmes GEM-40 VN (booster du Delta 7) et Orbus 1A/S, et de la masse de l'intercepteur.

⁵⁰ Götz Neuneck donne une évaluation de 6,3 à 7,5 km/s en 2014 pour une version trois étages allégée. Voir Götz Neuneck, Christian Alwardt et Hans Christian Gils, *Missile Defense Simulations and Strategic Stability in Europe*, 78th DPG Spring Meeting, Berlin, 17-21 mars 2014.

⁵¹ Une estimation approximativement identique est donnée dès 2003 – 7 à 7,9 km/s – dans Peter Sequard-Base, *Raketenabwehr, Bedrohung – Verteidigung, Eine physikalisch-technische Annäherung, Studien und Berichte zur Sicherheitspolitik*, 1/2003, Vienna, pp. 32-34. Cité dans Gustav C. Gressel, Eugene Kogan, *Missile Defence in Europe: Systems, Policies and Strategic Choices*, Internationales Institut für Liberale Politik, Wien, 2010.

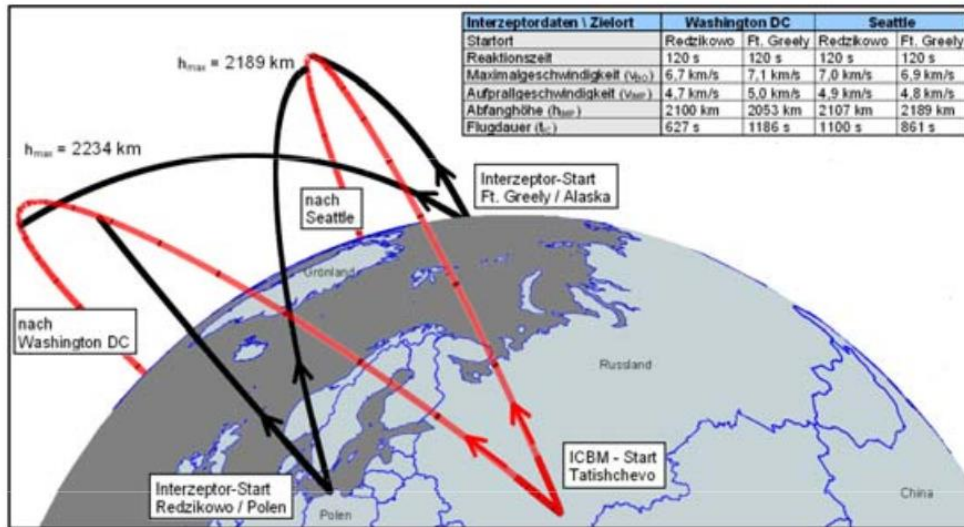
⁵² Le chiffre de 5,4 km/s est déduit d'une présentation de Patricia Sanders (MDA) en 2007 ([07-MDA-2623](#), 13 juin 2007, p. 27), le graphique présenté et associé à une échelle temporelle conduisant à conclure que la vitesse du GBI européen est relativement lente. La MDA a également insisté sur la réduction de portée et d'altitude d'interception liée au modèle bi-étage, aspect qui n'a jamais été contesté. Comme l'a fait très récemment remarquer le site Mostly Missile Defense, il a toujours été

anticipé que le modèle bi-étage serait basé sur un système où le troisième étage serait supprimé, alors qu'il n'est pas absolument à exclure que l'hypothèse de la neutralisation du second étage doive être envisagée. Voir « [A Three-Stage Two-Stage GBI Interceptor](#) », *Mostly Missile Defense*, 2 février 2016.

⁵³ Un bon condensé de la menace représentée par un intercepteur à haute vitesse est donné par un ingénieur de Los Alamos qui, pour son exemple, se base sur un ICBM dont la phase propulsée est plus courte que celle du SS-18 : « *A typical liquid-fueled, 3g intercontinental missile has a boost phase of ~270 seconds and burns out at about 490 km altitude 780 km downrange towards its target. An interceptor launched without delay from along its track with an acceleration of 7g and maximum velocity of 7 km/s could reach it by burnout from a distance of 2,300 km, which is larger than the distance to assumed threats such as North Korea and the Middle East. The interceptor fly out distance is ~1554 km, which is a survivable standoff range. It could be command guided, look for a bright plume rather than a dim body, and use laser hard body handoffs to reduce weight, cost, and signature and increase survivability. Such high-acceleration interceptors have been developed: Sprint produced 100g with 40 year old technology. Fast GBIs could be launched on DSP for detection and track, although SBIRS higher frame rate would be preferable. Either could discriminate any decoy short of a full first stage missile. Any delay between missile and GBI launch reduces range. A ~60s delay for multiple observations and characterization reduces the range of a 7 km/s GBI ~20 %, which corresponds to a 35 % reduction in the area covered. The reduction in GBI flyout distance is ~30 %, which reduces the standoff area available for survivability by 50 %. The defense would have a kill probability less than unity; thus, it would not be a single-layer, stand-alone defense. However, it should put enough pressure on the boost phase to complicate attack planning and reduce the threat faced by downstream layers enough for the overall defense to have adequate performance and reliability* ». Gregory H. Canavan, « [Missile Defense in Modern War](#) », Los Alamos National Laboratory, 1999.

⁵⁴ Neuneck, op. cit.

Interceptions possibles à partir de GBI donnés à des vitesses de +/-7 km/s à partir de Redzikowo



Die angehobenen Trajektorien der ICBMs von russ. Silos bei Tatischevo nach Wash. DC (8.519 km) und Seattle (8.925 km) mit den Trajektorien des in Redzikowo und Fort Greely startenden Modellinterzeptors MIC2 (6,3-7,5 km/s), der die Raketen zum frühestmöglichen Zeitpunkt trifft. Loft. Traj. Wird nicht erreicht, da ICBM schneller)

La divergence d'appréciation de la vitesse des vecteurs demeure, après l'abandon du déploiement des GBI bi-étages en Europe, les analystes russes (c'est-à-dire Yesin et Savostyanov, repris par Dvorkin et Piriev) estimant la vitesse des SM-3 Block IIA à 5,5 km/s, contre 4,5 pour la plupart des estimations occidentales⁵⁵. Toutefois, en 2012, ces vitesses sont considérées comme insuffisantes pour permettre des interceptions à partir de Redzikowo, y compris dans les estimations russes les plus sérieusement documentées⁵⁶. Cet optimisme n'est cependant pas partagé par les militaires. Lors de la présentation faite par le ministère

de la Défense russe lors de la Conférence antimissile de 2012, le général Valery Gerasimov, commandant en chef de l'État-major général, estime que les capacités antimissiles déployées sont déjà une menace contre les forces stratégiques russes⁵⁷, tant du fait de l'existence d'un réseau de détection couvrant tout le territoire russe (incluant le STSS), que du fait du déploiement de SM-3 block IIA à Redzikowo qui, selon lui « would pose a threat to the Russian Strategic Nuclear Force, while failing to assure protection of the entire Western Europe against the threat of missile strikes from the south »⁵⁸. Dans sa présentation, la duplicité du programme américain

⁵⁵ « The SM-3 IIA interceptor (developed jointly by the United States and Japan) was designed to be placed into the Mk 21 container; therefore, it was constrained to 0.53 m in diameter and 6.65 m in length. The missile will have a mass of 1,800-2,250 kg and a speed of about 5.5 km/sec », Vladimir Pyriev et Vladimir Dvorkin, « The U.S./NATO Program and Strategic Stability », in Alexei Arbatov et Vladimir Dvorkin, *Missile Defense: confrontation and cooperation*, Carnegie Moscow Center, 2013. Les chiffres et analyses sont assez clairement repris de Viktor Yesin et Yevgeni Savostyanov, op. cit.

⁵⁶ Viktor Yesin et Yevgeni Savostyanov, op. cit.

⁵⁷ Dans une présentation réalisée à l'occasion de la conférence antimissile de Moscou en mai 2012, V. Gerasimov affirme ainsi : « - Concept for a BMD posture is global in character

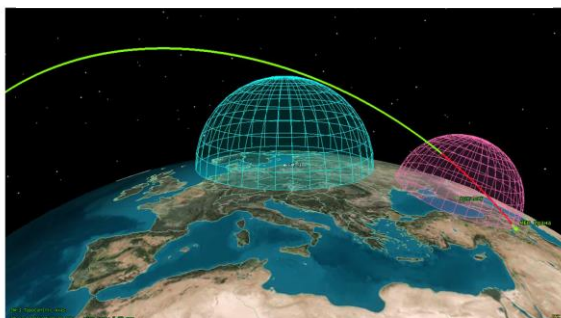
- BMD assets in Europe and in Asia Pacific Region are elements of the global BMD system primarily intended for protection of selected sites in the US territory
- BMD assets pose a threat to the Russian Strategic Nuclear Force based across Russia
- Deployed BMD assets already have the capability to intercept Russian ballistic missiles ».

Voir V. V. Gerasimov, « Assessment of BMD Global capabilities », *Missile Defence as a Factor in Establishing a New Security Environment*, International Conference Moscow, 3-4 May 2012.

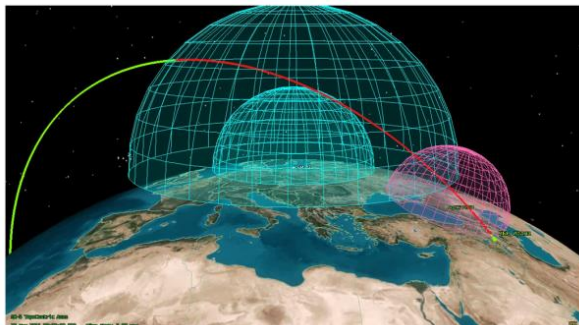
⁵⁸ Ibid.

semble claire, puisque non seulement les SM-3 block IIA ne permettront pas d'intercepter un missile iranien, mais la modernisation que l'on peut supposer nécessaire conduira à l'évidence à une capacité d'interception contre les forces russes. Gerasimov n'explique cependant pas son évaluation de la capacité d'interception du SM-3 block IIA à partir de Redzikowo, bien que l'on puisse supposer qu'il prenne plus systématiquement en compte l'apport de la détection spatiale dans son propre calcul.

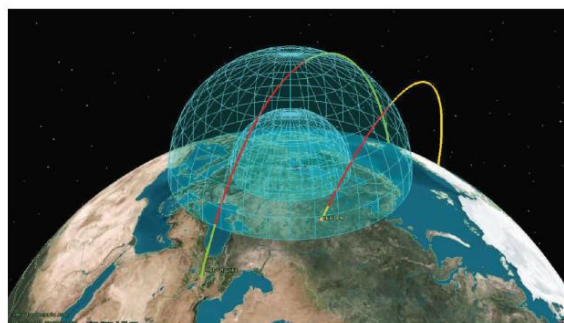
Interception à partir de SM-3 bkIA (1^{er} slide) et IIA (2^{ème} et 3^{ème} slides)



Conclusion. US-bound BM trajectories appear to be outside of the killing zone for third-phase BMD shooters. Interception is impossible.



Conclusion. US-bound BM trajectories would be crossing the killing zone for fourth-phase BMD shooters. Interception is possible.



Conclusion. Russian BM trajectories would be crossing the killing zone for fourth-phase BMD shooters. Interception is possible.

Une illustration du mode de calcul possible est d'ailleurs donnée par Yesin (et al.), qui démontre clairement, sur l'exemple d'un SS-18 lancé de Dombrovsky, que l'interception est impossible si la solution de tir est entamée après la fin de la phase propulsée (340 secondes) mais qu'elle peut être anticipée si l'intercepteur est engagé très tôt, à 200 secondes après le tir. Toutefois, on peut se demander s'il n'y a pas de la part des auteurs une volonté délibérée de mélanger les données, l'engagement à 200 secondes, que la MDA concède, portant généralement sur les missiles à propulsion solide (SS-25, 170 secondes de propulsion) alors que l'exemple porte sur un SS-18 (340 secondes de propulsion)⁵⁹. De surcroît, dans des conditions d'interception normales (engagement de l'intercepteur à 170+ secondes), un SM-3 block IIA (à 5,5 km/s) ne peut, selon Yesin, intercepter un SS-25 lancé de Vypolzovo.

⁵⁹ Pour mémoire, la MDA continue à affirmer que l'engagement d'un intercepteur ne peut être réalisé qu'après la fin de la

phase propulsée. Voir par exemple Randall Hendrickson, op. cit.

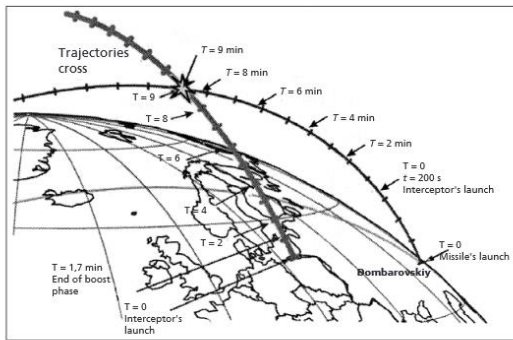


Fig. 11
Diagram illustrating the relative paths of an SS-18 missile's trajectory and that of an SM-3 IIA interceptor launched from Poland

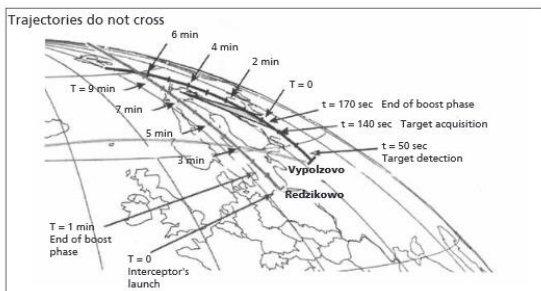
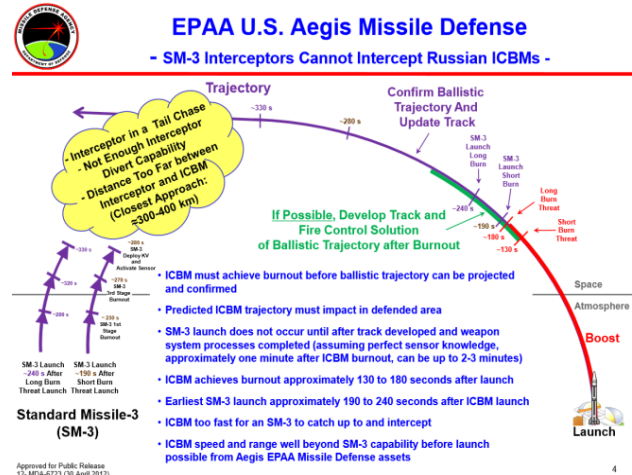


Fig. 7
Diagram illustrating the relative paths of an SS-25 missile's trajectory and the trajectory of an SM-3 IIA interceptor launched from Poland

A partir de Redzikowo, et en retenant une vitesse élevée pour le SM-3 block IIA, les calculs publiés par les Russes semblent ainsi montrer que l'interception n'est possible que si l'on mixte les données particulières de différents missiles. Il est donc très difficile de définir comment Gerasimov aboutit à sa conclusion, sauf à penser qu'il suppose que le segment spatial permet de dégager une solution de tir beaucoup plus rapidement que le segment terrestre. Dvorkin donne un indice en ce sens, quand il écrit en 2015 que les SM-3 block IIA ne peuvent menacer les sites de SS-18, SS-19 et SS-27 de Dombrovskiy, Tatitchevo et Vypolzovo mais que le STSS pourra réduire considérablement le temps d'alerte et de définition de trajectographie et permettra alors l'interception⁶⁰. Néanmoins, STSS ou non, il n'en demeure pas moins que produire une solution de tir avant la fin de la phase propulsée reste difficile à envisager. Sur une portée intercontinentale,

une variation de vitesse de 1 km/s conduit à une variation de la zone cible dépassant plusieurs milliers de kilomètres alors que ni le cap ni la pente de l'ogive ne peuvent être déterminés précisément.

Le tableau ci-dessous rappelle les données américaines⁶¹.



b) La prise en compte des déploiements navals

Assez paradoxalement, l'approche russe, du côté de l'analyse non officielle comme du côté de l'analyse militaire, est relativement mesurée, dans le sens où l'ensemble des démonstrations s'appuie sur une capacité déployée au sol, à partir des bases de Redzikowo et de Deveselu. Bien que Gerasimov précise, dès 2012, que la capacité navale posera un risque, celle-ci n'est pas réellement modélisée, ni dans les documents présentés en 2012, ni dans les évaluations présentées par les analyses civiles entre 2011 et 2013⁶².

Il y a pourtant matière à argumenter. Moins de deux ans après la conférence de 2012, les évaluations de l'impact de la composante navale sur la dissuasion russe commencent à se populariser, mettant en évidence une possibilité d'interception réelle, à partir des composants existants. Dans une étude finalisée pour

⁶⁰ Vladimir Dvorkin, « Postcrisis Perspectives », in Catherine McArdle Kelleher et Peter Dombrovskiy, *Regional Missile Defense from a Global Perspective*, Stanford University Press, 2015.

⁶¹ Hendrickson, op. cit.

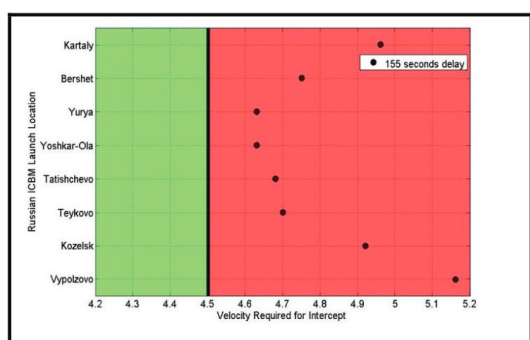
⁶² Aleksandr Khramchikhin évoque directement la question en 2011, mais juge le risque assez faible, estimant que les SM-3

déployés ne pourraient pas réaliser une interception à mi-course et que la mise en place d'un intercepteur plus performant ne serait pas compatible avec les plates-formes existantes. Voir Aleksandr Khramchikhin, « [Кому будет плохо, если не договоримся](#) », *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 3 février 2011 et « [Бесполезная ПРО — искусственно сконструированная реальность](#) » *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 22. Juillet 2011.

la Rand en 2015 mais présentée dès 2013, Jaganath Sankaran montre qu'à partir de la mer du Nord ou de la mer de Barents, un certain nombre d'interceptions deviennent possibles, sur un délai d'engagement certes très court (155 secondes), mais autour de vitesses d'interception très inférieures à celles que la Russie retient pour le SM-3 block IIA⁶³.

Sites d'ICBM sujets à interception théorique en fonction de la vitesse de l'intercepteur

Figure 5.1. Interceptor Velocity Needed to Defend Against Russian ICBM Threats from Aegis Ships in the North Sea and Barents Sea



Assez significativement, l'étude de Sankaran élargit considérablement le nombre de sites se trouvant sur des trajectoires possibles d'interception, même si une analyse plus approfondie serait nécessaire pour évaluer si, par rapport aux zones de tirs et aux ICBM concernés, l'interception serait possible en trajectoire de collision (interception envisageable) ou de poursuite (interception peu envisageable du fait de la vitesse acquise du bus).

Il est à noter que ce n'est qu'assez récemment que les analyses russes se sont inquiétées des effets des SM-3 sur la dissuasion océanique. Vladimir Dvorkin va ainsi clairement dans le sens d'un risque d'interception en phase propulsée/ascendante sur les zones de patrouille côtières ou sur les SNLE au port, qui représentent deux formats opérationnels traditionnels pour le segment nucléaire naval russe : « *Russia may also be concerned over the deployment of U.S. BMD ships in northern waters. SM-3 interceptors would theoretically be capable of intercepting Russians SLBMs during the boost flight phase,*

especially liquid-fuel launched from coastal waters or directly from the base. This capability may continue to improve as the velocity characteristics of the interceptors increase. U.S. space-based early warning system is guaranteed to detect a missile in its boost phase within approximately fifty seconds after launch, and from that very time the potential low orbit STSS system would be able to identify the SLMB's trajectory parameters with sufficiently high precision and to develop a preliminary target designation that would then be sent to the guiding radars aboard Aegis ships. In this way, liquid-fuel SLBMs launched from submarines in coastal waters would theoretically be intercepted during their second stage flight beginning at a distance of 300 km from the launch point until the end of the boost phase at altitudes of 200 to 300 kilometers, which is well within the SM-3 interceptor's reach »⁶⁴. Là encore, il faut souligner la référence au STSS qui, combiné au SBIRS GEO, semble apparaître comme un problème croissant pour les Russes.

Ces différentes évaluations n'auraient qu'un caractère anecdotique, si l'on ne prenait pas en considération d'autres paramètres. En effet, comme l'ont souligné de nombreux analystes occidentaux ou russes, en tant que telle, la possibilité d'une interception n'affecte pas sensiblement l'arsenal, soit qu'il soit possible de tirer à partir de sites hors de portée des intercepteurs, soit que l'on considère que le nombre d'intercepteurs sera de toute façon insuffisant pour impacter une frappe.

Toutefois, la virulence de la réaction russe face aux déploiements prévus en Europe peut laisser supposer qu'au-delà des problématiques stratégiques (voir infra), des considérants techniques ont justifié cette opposition. De ce point de vue, les inquiétudes permanentes de la Russie à l'égard des déploiements en Europe tranchent avec le désintérêt affiché pour le déploiement d'intercepteurs GBI à Fort Greely. Les intercepteurs déployés en Alaska sont en effet sur la trajectoire théorique des ICBM déployés en Russie centrale, mais la probabilité d'une interception n'est que très rarement évoquée. De surcroît les problématiques d'évolution des intercepteurs (vitesse, portée) ou d'accroissement potentiel de leur nombre sont peu mentionnées, alors que les GBI entrent très clairement dans la catégorie

⁶³ Jaganath Sankaran, [The United States' European Phased Adaptive Approach Missile Defense System Defending Against](#)

[Iranian Threats Without Diluting the Russian Deterrent](#), RR-957, Rand, 2015.

⁶⁴ Vladimir Dvorkin, « Postcrisis Perspectives », op. cit.

des systèmes stratégiques, censés rompre l'équilibre de la dissuasion offensive.

À l'évidence, la relance massive de programmes destinés à pénétrer les défenses antimissiles tient compte de l'émergence de la capacité stratégique américaine. Toutefois, il est à souligner que l'interception possible des ICBM russes par les GBI aurait nécessairement lieu lors de la phase terminale du vol exo-atmosphérique, à un moment où l'on peut supposer que les têtes ont été mises à poste et/ou que les ALAP sont pleinement déployées. De fait, si la possibilité d'une interception est à considérer, elle ne semble pas être estimée comme critique.

Dans ce contexte, comment expliquer qu'une possibilité d'interception théorique en Europe puisse prendre autant d'importance pour Moscou ?

c) *La question de l'interception du bus*

Une possibilité à envisager serait, comme le rappelle Dvorkin à propos de la phase propulsée du SS-18 et du temps de mise à poste des têtes, qu'un risque existe sur l'interception du bus. La problématique de l'interception du bus revient à prendre en compte le temps de mise à poste séquentielle des têtes et de déploiement des ALAP. Bien que très peu d'informations existent à ce sujet, celui-ci pourrait avoir été particulièrement long, Doug Richardson estimant par exemple que la « *creation of an elaborate formation of RVs and both active and passive countermeasures can take up to 500 seconds* »⁶⁵. Dans cette hypothèse, par exemple, on peut supposer qu'une vulnérabilité existerait durant une période pouvant aller jusqu'à huit minutes de vol, ce qui pourrait expliquer l'intérêt permanent des États-Unis pour des solutions de tir de type BPI (*Boost Phase*

Interception), qui seraient alors des solutions de type post-BPI⁶⁶.

L'hypothèse d'une interception sur le bus implique non seulement la détection et la formulation d'une solution de tir au plus tôt, mais également une représentation très exacte de la séparation du corps de rentrée, puis du déploiement des têtes et des ALAP. Or, le déploiement d'un radar FPS-129 (HAVE STARE/Globus) à Vardø (Norvège) au début des années 2000, qui complète le radar FPS-108 (Cobra Dane) de Shemya (Alaska), confirme probablement les experts russes dans l'idée que les États-Unis tentent systématiquement de caractériser les vols d'essais dans une logique antibalistique, notamment par le suivi des déploiements de têtes et de leurres, constituant une base de données directement exploitables pour un futur système stratégique. Le FPS-129 de Vardø est en effet systématiquement considéré comme un radar de trajectographie, la Russie n'accordant aucun crédit aux raisons officielles avancées par la Norvège et les États-Unis pour justifier son installation⁶⁷. Dans ce contexte, la Russie a pu (et peut continuer à) penser que les États-Unis disposeraient de briques suffisantes pour réussir des interceptions.

Si l'on prend ces éléments en considération, le projet de déploiement de radar de trajectographie en République tchèque (EMR, c'est-à-dire le GBR-P déployé à Kwajalein) est évidemment un élément d'inquiétude supplémentaire. D'une part, les Russes estiment la portée du radar approximativement à 4 000 km⁶⁸, couvrant la totalité des sites d'ICBM de l'ouest du territoire. Mais surtout, du fait de ses caractéristiques de trajectographie et de discrimination, l'EMR permettrait la caractérisation des cortèges balistiques de missiles partant de la partie européenne de la Russie vers les États-Unis et donc de renforcer les capacités d'interception déployées sur le territoire américain⁶⁹.

⁶⁵ Doug Richardson « Russian ICBM launch tests advanced warhead », *Jane's Missiles & Rockets*, 11 mars 2014.

⁶⁶ Rappelons qu'il ne s'agit pas ici de prétendre que le programme américain vise à ce type d'interception, qui induirait des modifications sur les EKV, mais également le développement de cibles balistiques adaptées, qui actuellement n'existent pas.

⁶⁷ Pour rappel, le radar est officiellement utilisé pour des missions de surveillance spatiale.

⁶⁸ Le schéma présenté dans le texte, issu de la présentation du vice-ministre de la Défense en 2012, N. E. Makarov. Voir

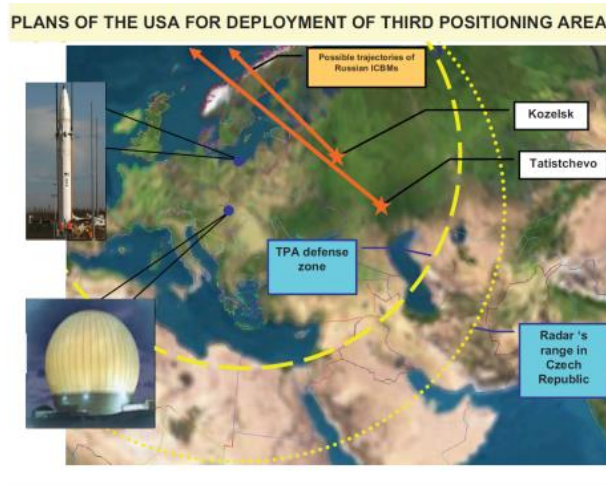
Views of the Ministry of Defense of the Russian Federation on Missile Defense Issues Chief of the General Staff of the Armed Forces of the Russian Federation – First Deputy Minister of Defense of the Russian Federation, Army General N. E. Makarov, International Conference Moscow, 3-4 May 2012.

⁶⁹ Vladimir Piryev estime la boucle détection interception entre 60 et 75 secondes : « *The Czech radar would be able to keep Russian airspace under surveil-lance starting at altitudes of 110-320 km from Russia's western borders as far as the Urals. The radar would make it possible to detect and track hundreds of missiles 60-75 seconds after launch from bases in European Russia to the northwest and to build mathematical models of*

Les Russes, qui ont déjà observé la modification des radars d'alerte avancée BMEWS et leur adaptation aux missions antimissiles en violation avec le traité ABM, ne peuvent par ailleurs que se douter que les capacités de l'EMR, sous-dimensionnées du fait du nombre limité d'émetteurs-transmetteurs installés sur l'antenne, sont amenées à se renforcer dès lors que le nombre normal de récepteur-transmetteur aura été installé⁷⁰. Est également soulignée la capacité du radar à suivre les opérations de défense aérienne, fonction perçue comme stratégique⁷¹.

Enfin, on peut émettre l'hypothèse que l'EMR a été perçu comme un complément ou un substitut opérationnel au radar de Vardø qui, situé à 160 km de la base nucléaire de Severomorsk, n'aurait probablement eu qu'une utilité limitée dans un scénario de première frappe américaine. Cette hypothèse est cependant purement spéculative.

Portée estimée de l'EMR (Makarov)



their movements and trajectories ». V. Pirjev, « The Missile Defense Plan in Central Europe », in Alexei Arbatov et Vladimir Dvorkin (dir.), *Nuclear Proliferation: new technologies, weapons, treaties*, op. cit. p. 207.

⁷⁰ De ce point de vue, l'analyse russe est, une fois de plus, directement inspirée de Postol et Lewis.

⁷¹ « The problem with possible deployment of ABM elements in Poland and the Czech Republic is that it will not, in our specialists' opinion, have any other goal but monitoring Russia's

d) Indices d'une inquiétude russe

Différents indices laissent supposer l'existence d'une préoccupation majeure de la part de la Russie à l'égard des interceptions sur la phase ascendante de la trajectoire. Depuis la fin des années 2000, certains essais des forces stratégiques semblent porter sur des ICBM disposant de propergols évolués, donnant une meilleure impulsion au vecteur. Identifiée comme portant sur le RS-26, cette évolution dans la propulsion doit permettre la mise en œuvre d'un missile plus compact et mobile mais aussi, selon le commandant des forces stratégiques, Sergei Karakayev, « it reduces boost phase engine operation time. Consequently, the missile's capabilities to penetrate missile defenses will go up »⁷². Cette évolution permet donc de répondre à la problématique soulevée par Dvorkin à propos du SS-18, mais surtout de permettre au corps de rentrée de disposer d'une vitesse plus grande plus tôt, limitant les risques liés à l'interception.

Parallèlement, l'existence, très peu documentée, d'un programme russe de séparation parallèle des têtes, qui ferait l'économie d'un bus de lancement, pourrait accréditer la thèse de la perception d'une vulnérabilité lors de la phase ascendante du tir. L'une des descriptions les plus complètes du programme est donnée par Igor Sutyagin, qui met lui aussi en évidence la problématique d'interception du bus : « Development and introduction of the so-called 'parallel separation' warheads on the strategic missiles is probably the most radical measure to counter the current and prospective future BMD systems undertaken in Russia⁷³. The general idea behind the scheme is to eliminate the missile's 'separation stage' (named more colloquially as the 'bus' by Americans), which is used to deploy independently-targeted re-entry vehicles one by one onto their flight trajectories (known as the 'consequent separation' scheme). Under the alternative 'parallel separation' scheme (the Russian term; the scheme is better described by the term 'simultaneous separation'), each reentry vehicle (RV) is equipped with a minor rocket which serves as the RV's 'individual separation means'. At

strategic potential. That is where our harsh response stems from. », Sergei Ryabkov, alors chef du département de la coopération pan européenne du ministère des Affaires étrangères, cité par Keir Giles et Andrew Monaghan, op. cit.

⁷² « New Russian missile has shorter boost phase – report », *Interfax*, 23 mai 2012.

⁷³ Igor Sutyagin, *Focus on Russia's Nuclear Strategy: The 'Liner' R&D Programme*, RUSI Newsbrief, juillet 2011.

the end of the boost-phase, the powered RVs (pRVs) are simultaneously released and each one of them manoeuvres independently, flying along its own trajectory. Each pRV represents a smaller missile which carries its own on-board flight control computer. That computer stores the pRV's individual flight programme and manoeuvres the device to the pre-determined trajectory leading to its target. The computer could also control the pRV's prospective deployment of penetration aids and its evasion manoeuvres against interceptors. Elimination of the 'bus' from the missile's design means that the missile equipped with the 'parallel/simultaneous separation' warheads effectively ceases to exist immediately upon the boost phase completion. **That drastically reduces the time available to 'kill many birds with one stone' – destroy the 'bus' with several warheads still awaiting deployment to their trajectories, the most desirable outcome for any defending side aspiring to defeat a ballistic missile strike.** The idea of parallel/simultaneous separation scheme also known as the 'modular missile' design was pioneered in the USSR as early as in the mid-1980s. Experience gained by Soviet and then Russian designers in development of the so-called « heavy » or atmospheric decoys for missile defence penetration aid packages permitted them to accumulate design information necessary for the next step – development of powered re-entry vehicles for 'parallel/simultaneous separation' warheads. Russian authorities had publicly stated in the late 2010 that the main problems with the simultaneous separation scheme design had been successfully resolved by the end of 2010, and that soon Russia would launch the pRV's flight test programme. The intention was to arm the newest Russian strategic missiles with simultaneous separation warheads in a timeframe of 'several years'. Yuri Solomonov, at the time the MITT chief designer, once gave 2016 as initial operational capability (IOC) date for the parallel/simultaneous separation warheads⁷⁴ »⁷⁵. Actuellement, ce programme de séparation parallèle des têtes est associé au programme Topol E, Doug Richardson affirmant : « Under a programme started in 2010, Russia is known to be developing multiple independently targetable re-entry vehicles (MIRVs) with a built-in manoeuvring capability. This will eliminate

the need for the post-boost vehicle (PBV) used by existing MIRV-armed strategic missiles and increase the problems faced by missile-defence systems. The new design: "is the result of integrating the ballistic-type combat payload with individual means of delivering it, instead of a so-called 'bus' on ballistic missiles", Dr Yuri Solomonov [...] stated in a January 2011 interview with the Russian Interfax news service. Since all the RVs would be manoeuvring simultaneously, creation of the formation of RVs (and presumably countermeasures) will take a fraction of the time needed by a PBV tasked with releasing its payloads sequentially »⁷⁶.

Il est bien entendu très difficile de confirmer l'hypothèse d'une perception russe liée au risque d'interception du bus. On note toutefois qu'Alexei Arbatov, pourtant peu suspect d'alarmisme quant à la capacité antimissile américaine, semble évoquer un risque de ce type quand il affirme, à l'occasion d'un article publié après la Conférence antimissile de Moscou, que même « si d'ici 2020 les SM-3 IIB pouvaient intercepter un missile en phase ascendante ou avant séparation des têtes, il suffirait à Moscou de transférer les ICBM à l'intérieur du territoire russe pour conjurer la menace »⁷⁷.

e) Problématique de l'interception en contexte de conflit nucléaire

Il n'est pas impossible par ailleurs, bien que cela ne soit pas évoqué en sources ouvertes, que le déploiement des intercepteurs face aux zones de déploiement européennes des sites d'ICBM ait été perçu comme visant délibérément les capacités de seconde frappe russes, notamment celles destinées aux tirs de représailles contre la côte Est des États-Unis. Les ICBM concernés (SS-25 et SS-27, les SS-19 et SS-18 étant plus probablement configurés pour une première frappe), mais également les SLBM des SNLE en station de tir portuaire à Gadzhiyev et à Vilyuchinsk, sont en effet ceux qui ont la trajectoire la plus optimale vers ces zones, les systèmes déployés au centre et à l'Est de la

⁷⁴ Dmitriy Litovkin, « [Warheads of Topol ICBMs Will Be Replaced](#) » (in Russian), *Armeyskiy Sbornik*, 22 December 2010.

⁷⁵ Igor Sutyagin, in Isabelle Facon, op. cit.

⁷⁶ Doug Richardson, op. cit.

⁷⁷ La traduction est ici simplifiée, Arbatov écrivant : « Даже если представить себе максимально эффективные системы ПРО на основе антиракеты СМ-3 Блок 2Б наземного и морского базирования, которые к 2020 году

могли бы перехватить российские МБР на разгонном участке траектории до разведения боеголовок и КСП ПРО, то это относилось бы только к самым западным базам РВСН в европейской части России. А все МБР, размещенные восточнее и за Уралом, все равно были бы вне досягаемости ПРО НАТО, поскольку их активный участок траектории заканчивается над глубинными районами территории России ». Alexei Arbatov, « [Противоракетные дебаты: в поисках согласия](#) », *Revue du VPK*, n° 21, (438), 30 mai 2012.

Russie étant plus adaptés, en termes purement géographiques, aux frappes contre les silos américains et les infrastructures de la côte Est. Cette probabilité est encore plus élevée pour le segment naval, une partie (voire la totalité) des vecteurs existants ne disposant pas de la précision suffisante pour réaliser des frappes de contre-force et étant très susceptibles d'être affectés à des missions de seconde frappe.

Cette exposition des forces potentiellement affectées par la seconde frappe doit être replacée dans le contexte de la perception russe de la défense antimissile, systématiquement articulée dans une logique de conflit nucléaire entre les États-Unis et la Russie. Dans cette perspective très particulière, la question de l'élimination du stock résiduel de vecteurs ayant survécu à une première frappe américaine prend évidemment une dimension différente, puisque l'élimination de chaque charge (en admettant que la théorie de l'élimination du bus puisse être considérée) réduit considérablement une capacité de seconde frappe déjà particulièrement affaiblie. On peut admettre que cette évolution puisse être considérée comme très inquiétante pour Moscou, le déséquilibre résultant du rapport de force nucléaire laissant une plus grande marge de manœuvre aux États-Unis dans la gestion de crise en conditions pré-nucléaires et, symétriquement, réduisant les options russes. Une allusion assez claire est d'ailleurs faite en 2007, dans le cadre du déploiement du troisième site par un expert militaire russe, qui souligne « *All this is being done solely in order to deprive Russia of a guaranteed retaliatory strike capability in the event of a nuclear conflict. A guaranteed retaliatory strike has formed the basis of our security strategy since Soviet times, and ensuring this security represents the main and unconditional priority of our military doctrine* »⁷⁸. L'allusion devient plus transparente en 2012, lorsque le major-général Sergei Yagolnikov (directeur du 2^{ème} Institut de recherche du ministère

de la défense, en charge notamment de la modernisation de la VKO) détaille les missions futures de la VKO et cite en premier lieu : « *Contribution to strategic nuclear deterrence through early warning against decapitating and disarming nuclear attacks and through defending strategic command-and-control systems and strategic forces against such attacks* »⁷⁹

Dans un tel contexte, l'évaluation russe des programmes actuels, notamment des programmes CKV et MOKV, pourrait conduire à un raidissement supplémentaire dans la posture. La Russie risque également de se montrer particulièrement méfiante si les demandes du Congrès sur la relance du développement d'une composante d'interception exploitant les armes à énergie dirigée et/ou la composante spatiale aboutissent. Confrontés à un décalage de développement technologique indéniable entre l'Occident et la Russie, les analyses russes tendent d'ailleurs à surestimer l'impact des technologies, notamment dans les domaines des munitions guidées, des hypersoniques et systèmes spatiaux, qui sont l'objet d'un fantasme constant et ancien⁸⁰ et qui accréditent l'idée d'un risque de rupture technologique et capacitaire. Mis bout à bout, ces différents éléments, ajoutés à la somme des problématiques dont il n'est pas fait écho en sources ouvertes, peuvent conduire à penser qu'il existe, du point de vue russe, une problématique opérationnelle réelle quant au stationnement d'intercepteurs en Europe.

f) Politisation croissante de l'analyse technique

Ce constat peut bien entendu être contesté, nombre d'analystes russes ayant souligné l'innocuité du dispositif antimissile en cours de déploiement face à la dissuasion russe. Alexeï Arbatov est un bon exemple⁸¹,

⁷⁸ Alexeï Agarkov, cité par Keir Giles et Andrew Monaghan, [European Missile Defense And Russia](#), Strategic Studies Institute, juillet 2014.

⁷⁹ Sergeï Yakilnikov, « [Строить ВКО поэтапно](#) », *Revue du VPK*, 12 mars 2014.

⁸⁰ Voir par exemple, Vyacheslav Fateev, Sergei Sukhanov, et Vasily Omelchuk, « [Угрозы Безопасности России Растут](#) », *Nezavisimoe voen. Obozrenie*, vol. 4, 2006 ou Yevgeny Miasnikov, « *Vysokotochnoe oruzhie i strategicheskiy balans* [Precision-guided Weapons and The Strategic Balance] Center for Arms Control, Energy and Environmental Studies, 2000.

⁸¹ Alexeï Arbatov écrit ainsi en 2009 : « *From a military-technical perspective, the number and technical characteristics of the interceptors to be deployed in Poland and the radar in the*

Czech Republic would have had little impact on Russia's nuclear deterrent capability. Most of Russia's ICBMs are based a lot farther north-east than the range of the planned U.S. military facility on Polish territory (and this is even truer of the Russian Northern Fleet's sea-based missiles). According to the laws of ballistics, their trajectories are plotted across the Arctic Circle. The curvature of the Earth's surface would have made it impossible for the radar in the Czech Republic to track test launches from the Plesetsk space launch range and Russia's northern seas, and in any case the radar would have added little to the existing radar in Norway. The American GBI interceptors that were to have been deployed in Poland are not technically capable of intercepting ICBMs during the boost phase of their trajectory ». La question se pose différemment si l'interception n'est pas réalisée durant la phase propulsée et si les ICBM russes visent la côte Est. Voir Alexeï Arbatov, [The](#)

s'étant systématiquement attaché à affirmer que le principal risque était lié à l'évolution possible de la défense antimissile et non au déploiement existant. En 2012, à un moment où l'esprit de coopération entre Russes et Américains demeure, Vladimir Batyuk (directeur de l'unité politico-militaire de l'Institut du Canada et des États-Unis) peut écrire : « *It seems that Russia and the West have still time to resolve this problem. According to the shared opinion of prominent Russian experts (V. Esin, V. Dvorkin, and others), over the next 10-15 years, the U.S. missile defense will not be able to significantly affect Russia's nuclear deterrent*⁸² »⁸³. Vladimir Dvorkin, dans un article très récent, se situe dans une logique encore assez proche, mais se montre déjà plus réservé sur les risques liés à l'évolution des SM-3, notamment par rapport à sa position de 2012, tout en restant très ferme dans sa démonstration de l'innocuité du déploiement américain dans sa forme actuelle⁸⁴. Toutefois, le risque est aussi dans l'œil de l'observateur, lequel reflète également l'esprit du temps. À partir des mêmes données techniques (celle données par Yesin ou Dvorkin étant les références quasi systématiques), les conclusions peuvent différer et, en 2014, à partir des mêmes données, Vladimir Kozin, estime qu'un SS-19 pourrait être intercepté, mettant en exergue la durée de la phase propulsée, confondant à l'occasion les données du RS-18 (SS-19) et du SS-18 (RS-20). Les analyses de Kozin, qui apparaît désormais comme un acteur d'influence en matière antimissile, sont d'ailleurs assez significatives en ce qu'elles s'attachent moins à tenter de qualifier techniquement la défense antimissile qu'à démontrer une tendance à la course aux armements du côté américain. Dans une conférence à Stockholm, en mars 2015, il met en évidence les corrélations suivantes : « *As to element No 1 – the US BMDS – there is a lot of information about it. So, there is no need to enter into specific details now. But there are three alarming circumstances that are either neglected or underestimated.*

Factor A. The BMDS silos Mk-41 that will appear in Rumania and Poland in 2015 and 2018 respectively will house not only defensive interceptors capable of knocking down

[Fifth Missile Defense Crisis](#), Briefing vol. 11, issue 4, Carengie Moscow Center, octobre 2009.

⁸² Euro-Atlantic security space / Ed. A. Dynkin, I. Ivanova. M. Lenand, 2011. pp. 402-403.

⁸³ Vladimir Batyuk, « [Real and imaginary missile threat](#) », *Russian International Affairs Council*, 13 août 2012.

the ICBMs, but land-based cruise missiles and hypersonic missiles that are offensive weapons. These systems will be aimed at Russia. Russia does not have such capabilities near the USA. Last August Danish Defense Minister Nicolai Wammen said that Copenhagen had agreed to join the US BMD system. The latest NATO summit in Wales (September 2014) urged more nations to take part in this missile defense shield that can be both defensive and offensive.

Factor B. In 5-6 years timeframe a radical deterioration of the BMD issue will take place between Moscow and Washington when overall quantity of the US strategic interceptors will exceed the number of Russian strategic nuclear carriers up to 3 times bigger (2400 missile interceptors vs 700 deployed Strategic Offensive Arms or SOA carriers). It would lead to temptation of the USA to deliver the first nuclear or conventional prompt global strike vs Russia and lately to protect itself from Moscow's retaliation. So, a strategic stability will be radically undermined.

Factor C. Very soon the BMDS arms race will embrace the entire globe. 95 % of all US BMDS assets will go to the World Oceans. Under the Sea Law Convention combat vessels can sail at high seas freely, without any restrictions. While currently the US Navy has 30 BMDS capable ships, by 2041-43 it will have 84 such naval platforms of Ticonderoga-class cruisers and Arleigh Burke-type destroyers – each having up to 30 interceptors on board in the average. The distribution of 30 Aegis capable ships between the Atlantic and Pacific Oceans is currently respectively 14 to 16 »⁸⁵.

Ce type d'analyse, à laquelle s'oppose encore jusqu'à nos jours la vieille école (Arbatov, Dvorkin), se retrouve désormais pleinement exposée dans les médias mais aussi reprise par le gouvernement russe lui-même : ce sont en fait les conditions politiques de l'analyse qui ont changé, annonçant un changement de rhétorique nettement plus radical.

⁸⁴ Voir plus particulièrement dans « Post Crisis.. », op. cit.

⁸⁵ Vladimir Kozin, *Europe: NATO Military Build-Up With No Arms Control*, Remarks in Stockholm, 29 mars 2015.

3. **Perspective russe sur l'évolution de la politique antimissile américaine : aspects stratégiques**

3.1. Repositionnement stratégique lié aux anti-missiles

Aux incertitudes liées aux réorientations politiques brutales et à la capacité de rupture s'associent par ailleurs de fortes inquiétudes liées aux risques de ruptures géostratégiques, à des formes non dites de course aux armements et/ou à une redéfinition des formats de déploiements stratégiques. Pour la Russie en effet les questions antimissiles restent très systématiquement liées aux questions nucléaires et à l'évolution des arsenaux, mais aussi aux problématiques de projection de puissance et de déploiements de capacités stratégiques à proximité de son territoire.

Ainsi, alors qu'un déséquilibre croissant se creuse entre les forces nucléaires américaines et russes autour des années 2000, l'incapacité perçue de la Russie à maintenir le développement de ses capacités nucléaires et antimissiles apparaît très clairement comme une menace stratégique. Le mantra, répété jusqu'à nos jours, sur la capacité de l'arsenal russe à pénétrer tout bouclier antimissile ne reflète donc qu'une réalité partielle, les responsables politiques et militaires russes anticipant dès la terminaison du traité ABM un développement asymétrique des capacités antimissiles (mais aussi des capacités balistiques) américaines et un impact possible sur l'arsenal. Le lien systématique établi par les analystes russes entre défense antimissile et frappes nucléaires stratégiques contribue à expliquer ces inquiétudes⁸⁶, que la relance des programmes ne permet que partiellement de conjurer. Le développement en urgence du Yars (RS-24 / SS-27 mod. 2, c'est-à-dire un SS-27 remirvé) entre 2004 et 2007, l'entrée

en service rapide d'une version améliorée (RS-24 M) ou la relance des études sur les têtes manœuvrantes, de têtes séparées (Topol E ?), de systèmes d'aveuglement des capteurs (Sokol-Echelon) traduisent assez probablement l'urgence ressentie par les responsables russes en termes de modernisation. Plus récemment, le développement du RS-26 et du RS-28 Sarmat a été lui aussi associé à des problématiques antimissiles, les caractéristiques annoncées du Sarmat⁸⁷ pouvant par ailleurs laisser supposer non seulement la volonté de disposer d'une capacité de seconde frappe ensilée (mais aussi mobile) moins vulnérable que celle existante, mais aussi une capacité de pénétration de toute défense antimissile par le développement d'un lanceur lourd. Là encore, le lien direct entre dissuasion nucléaire et défense antimissile peut être supposé, un ICBM lourd permettant d'assurer une riposte plus conséquente et une plus grande probabilité de saturation des défenses antimissiles dans un contexte de tir de représailles après une première frappe américaine.

Il est assez remarquable de constater que l'analyse russe de la défense antimissile américaine prend presque systématiquement en compte les options nucléaires, auxquelles s'ajoutent désormais la dimension stratégique conventionnelle. Qu'elle soit jugée faible, tant du fait de la quasi impraticabilité du conflit nucléaire que de l'absence de volonté de l'OTAN d'affronter la Russie⁸⁸, considérée sous l'angle de frappes

⁸⁶ En 2005 Arbatov et Dvorkin écrivent ainsi « *On the other hand, Russia must continue with modernization of its SNF to keep at the SORT ceilings (1700 to 2200 warheads), since maintaining some strategic balance is considered essential for national security. This is all the more so, since the United States refused to go for lower numbers and demonstrated clear reluctance to having a new full-scale arms reduction treaty in place of START I and START II/III. Huge projected US offensive counterforce weapons (carried by Trident-2 SLBMs and Minuteman-3 ICBMs with powerful W-87 warheads refitted from dismantled Peacekeeper MX missiles) in combination with a strategic ballistic missile defense system is commonly perceived as a technical (if not strategic) threat to Russian nuclear deterrence capability. Being obliged to accept aid from*

the West through CTR in the past and Global Partnership in the future, Russia is at the same time not willing to lose its deterrence and concede to the US clear-cut nuclear superiority, which Washington had failed to retain during several decades and four big rounds of the massive Cold War nuclear arms race (1950s to the 1980s) », Alexei Arbatov et Vladimir Dvorkin, [Revisiting Nuclear Deterrence](#), CISSM, octobre 2005, p. 64.

⁸⁷ Noter l'hypothèse que le RS-28 pourrait être le vecteur du véhicule hypersonique 4202/U-71.

⁸⁸ Point de vue défendu par Alexander Khramchikhin, voir Alexander Khramchikhin, « Protiv kogo EuroPro? » [Against Whom is the European BMD Directed?], Voenn.-prom. Kurier, 2 novembre 2011.

stratégiques en deçà du seuil nucléaire⁸⁹, ou simplement théorisée⁹⁰, la possibilité de conflit avec les États-Unis est systématiquement prise en compte dans la compréhension des logiques antimissiles, le plus souvent sous l'angle nucléaire. Très symptomatiquement, d'ailleurs, lorsque les analystes russes évoquent le risque d'interception lié à la présence de DDG-51 en Atlantique Nord ou en mer de Barents, l'une des réponses apportées est que ce type de menace n'est pas crédible, car la présence des navires pourrait être interprétée comme le signe d'une volonté d'engagement nucléaire américain et justifierait une première frappe⁹¹. Si l'argument peut être discuté, il traduit néanmoins le degré d'association et de perception de menace entre dissuasion nucléaire et antimissile du côté russe.

D'un point de vue général, la vision russe, à l'instar de la vision soviétique, reste conditionnée par l'asymétrie nucléaire entre les États-Unis et la Russie et par le risque, infime mais néanmoins tangible, d'une première frappe américaine. Ce conditionnement a un impact considérable, dans le sens où il contribue à inhiber la capacité de gestion de crise face aux États-Unis et pousse Moscou à chercher une réassurance militaire limitant à l'extrême le risque nucléaire.

Une illustration assez surprenante de ce prisme nucléaire est donnée en 2000, lors de la négociation entre les États-Unis et la Russie sur les modifications à apporter au traité ABM pour permettre la mise en œuvre d'une véritable défense stratégique contre les États proliférants. L'administration Clinton prend alors soin d'expliquer qu'en cas de première frappe, la Russie conserverait suffisamment de vecteurs pour assurer les représailles⁹², arguant notamment que Moscou pourrait disperser sa composante navale. Étant donné que la proposition s'inscrit dans le cadre de START III – particulièrement désavantageux pour les Russes – et que les patrouilles de la composante navale russe ont

cessé depuis plusieurs années, il est douteux que l'argument ait pu convaincre. Néanmoins, cette précision démontre non seulement la réalité de la crainte de première frappe chez les Russes mais aussi le rôle indissociable joué par la capacité antimissile dans ce type de scénario.

Comme le rappelle Elbridge Colby, « *Accordingly, Russia has continued to emphasize the central role of its nuclear forces in its strategic and security posture. In addition to seeing its nuclear arsenal as an important contributor to its diminished international prestige, it views these weapons in practical military terms as providing a way to compensate for its conventional weakness vis-a-vis NATO (and possibly China) and as a crucial method in particular for deterring American exploitation of its own strategic capabilities. Following this logic, Moscow is undertaking an impressive modernization of its nuclear deterrent. [...] Russia is also rebuilding its supporting architecture for strategic forces, such as early warning launch detection satellites and ballistic missile early warning radars, an architecture that had dramatically decayed after the collapse of the USSR. This modernization effort is motivated in substantial part by Moscow's concern about the growing strategic offensive and defensive capabilities of the United States. While a good deal of Moscow's complaints about U.S. missile defense and conventional strike capabilities are likely exaggerated and designed to retard and complicate U.S. deployment and employment of such weapons, Russian security decision-makers also appear genuinely fearful about the U.S. ability to leverage its combined strategic strike and defense assets to coerce Russia*⁹³. As a result, Moscow is seeking to build and deploy a strategic nuclear force that is able to demonstrate clearly to Washington that such a first-strike capability is out of reach and that U.S. attempts to use force to disarm Russia of its strategic deterrent would result in devastating retaliation. To this end, Russia has been outfitting its strategic forces with systems designed to provide better tactical and strategic warning, redundant and skip echelon command and control functions, and new MIRVed missiles designed to penetrate adversary defenses »⁹⁴.

⁸⁹ Yevgeny Miasnikov, « The Counterforce Potential of Precision-Guided Munitions », op. cit.

⁹⁰ Un exemple archétypal est donné par Mikhaïl Kodarenov, « The Fundamental Basis of the Concept », op. cit.

⁹¹ Voir par exemple Aleksandr Khramchikhin, « [Кому будет плохо, если не договоримся](#) », op. cit., ou Vladimir Dvorkin, « Postcrisis Perspectives », op. cit.

⁹² [NMD Protocol: Topics For Discussion](#), 19 janvier 2000.

⁹³ See, for instance, the description of the Russian reaction to an influential article by Kier Lieber and Daryl Press in Olga Olikier et al., *Russian Foreign Policy: Sources and Implications*. Santa Monica: RAND Corporation, 2009, 167. For the original article that sparked this particular bout of controversy, see Kier A. Lieber and Daryl G. Press, « The End of MAD? The Nuclear Dimension of U.S. Primacy, » *International Security* 4, Spring 2006, 7-44.

⁹⁴ Igor Sutyagin, in Isabelle Facon, op. cit.

La permanence du risque de conflit nucléaire dans l'approche russe de la défense antimissile est évidemment amenée à demeurer et à s'associer plus systématiquement et plus étroitement dans le futur. En effet, sauf à ce qu'un futur traité de maîtrise des armements limite le développement des systèmes antimissiles stratégiques et impose des plafonds aux systèmes de théâtre ou que les États-Unis modifient considérablement l'EPAA, la re-nucléarisation des relations entre les grandes puissances va mécaniquement renforcer le lien entre dissuasion nucléaire et défense antimissile. Les programmes russes S-500 et Nudol s'inscrivent très clairement dans cette perspective et devraient appeler progressivement à une évolution du format des défenses stratégiques américaines, par symétrie. De surcroît, si l'on admet que la Russie viole le traité FNI et développe une capacité de frappe de portée intermédiaire (missiles de croisière mais aussi RS-26 ou Topol E), la logique même de la dissuasion élargie est amenée à évoluer pour reprendre un sens plus opérationnel. L'idée de redéployer des systèmes américains à portée intermédiaire en Europe, qui semble avoir été étudiée par le Pentagone⁹⁵, laisse en effet penser que les logiques de frappes limitées développées lors de la Guerre froide pourraient refaire surface. Dans ce cadre, et sur ces portées, le déploiement de systèmes antimissiles fait particulièrement sens, du côté occidental comme du côté russe.

Au-delà de la problématique du conflit nucléaire cependant, la Russie perçoit le déploiement de défenses antimissiles en Europe comme un déploiement stratégique, qui contribue à renforcer le couplage avec les États-Unis. Mais là où Américains et Européens parlent de réassurance, la Russie perçoit un élément plus menaçant, la présence d'infrastructures stratégiques américaines en Europe accentuant, ne serait-ce que théoriquement, le lien avec l'arsenal nucléaire central. Le projet de déploiement du troisième site n'a pu, dans ce

sens, que renforcer l'incertitude de la Russie sur les intentions américaines, du fait du caractère des intercepteurs et du radar envisagé et la capacité théorique du système d'arme à engager des ICBM. Perçu comme apte à interférer avec les systèmes stratégiques russes, le troisième site tend à devenir *de facto* un élément de l'arsenal central américain, étant dans son concept une réplification de la GMD développée aux États-Unis. De ce point de vue, les intercepteurs comme le radar apparaissent très clairement comme des éléments comparables à des composantes de l'arsenal central américain, à ceci près qu'ils seraient déployés aux frontières de la Russie. Un résumé de cette perception est donné par *Itar Tass* dans un article de 2007 : « *The deployment on the European continent of a global missile defense position area means that the advance groupings of the U.S. armed forces in Europe are being given strategic components they did not have until now... Moscow sees the missile defense grouping deployed near Russia's borders as a strategic purpose system which, when increased, will have the potential to exert significant influence on Russia's deterrent potential* »⁹⁶. Vladimir Poutine lui-même reprendra une analogie plus explicite en s'interrogeant sur la réaction américaine si la Russie devait déployer de tels systèmes à Cuba⁹⁷, mais aussi en assimilant le troisième site au déploiement des Pershing, qui, pour mémoire, avait été perçu par les Soviétiques, bien plus que les GLCM, comme une menace stratégique majeure⁹⁸.

Le déploiement d'éléments stratégiques de la composante antimissile américaine sur le territoire européen représente pour les Russes une rupture significative, qui dépasse celles créées par les évolutions de doctrines américaines. Alors que la réorientation de la NPR 2001 vers une architecture de dissuasion incluant une composante antimissile stratégique n'avait pas amené la Russie à intégrer officiellement celle-ci comme une menace directe, elle apparaît très claire-

⁹⁵ Assez curieusement, l'information n'émerge dans l'analyse russe que très tardivement, la Chambre des représentants ayant fuité l'information en 2013, mais le sujet n'étant traité par les Russes qu'au milieu de l'année 2015. Voir pour un exemple de l'analyse russe, Vladimir Kozin, « [Are Pershing missiles returning to Europe?](#) », *Russian Institute for Strategic Studies*, 19 juin 2015.

⁹⁶ « Russian Generals to Go to Pentagon for Missile Defense Discussions », *Itar-Tass*, 28 février 2007.

⁹⁷ « *They decided to deploy defence infrastructure right on our borders. . . . I recall how things went in a similar situation in the mid-1960s. Similar actions by the Soviet Union, when it put*

missiles in Cuba, precipitated the Cuban Missile Crisis. For us, the technical aspects of the situation are very similar. We have removed the remnants of our bases from Vietnam and dismantled them in Cuba, yet threats of this kind to our own country are today being created right on our borders », cité par Keir Giles et Andrew Monaghan, op. cit. p. 13.

⁹⁸ « *It is the first time in the history when elements of the US strategic nuclear complex appear on the European soil. That equals for Russia to the Pershing missiles deployment – the threat is absolutely the same for us* » INTERFAX News Agency, 27 April 2007. Igor Sutyagin associe cependant cette déclaration au déploiement des GBI et non de l'EMR.

ment comme telle dès la question du troisième site posée, et systématiquement associée à l'extension de l'OTAN à l'Est⁹⁹. Au-delà de l'intégration des pays baltes au sein de l'Alliance en 2004, la combinaison de l'extension en Europe d'une défense antimissile conçue comme une composante stratégique et des manœuvres politico-militaires américaines dans les anciennes républiques soviétiques contribue à convaincre Moscou d'un risque global. Le besoin de disposer d'une monnaie d'échange dans les négociations stratégiques, notamment SORT, contribue cependant à expliquer que la défense antimissile n'ait pas été un point de blocage au début des années 2000. Dès le traité New Start cependant, elle est exploitée comme levier dans la finalisation d'un accord en définitive assez favorable à la Russie (notamment en termes de vecteurs déployés)¹⁰⁰. La déclaration russe sur la défense antimissile effectuée à l'occasion de la signature du traité démontre cependant la dimension centrale prise par la défense antimissile¹⁰¹. La déclaration ayant lieu à un moment où l'administration Obama donne clairement la priorité au développement de capacités régionales, cette déclaration couvre assez probablement toute évolution significative dans le cadre de l'EPAA.

A la question de la présence en Europe d'infrastructures stratégiques américaines s'ajoute celle, tout aussi cruciale, des moyens alloués à leur défense. Très justement, le lieutenant Général Evgeny Buzhinsky (alors directeur adjoint du département des coopérations internationales du ministère russe de la Défense) note dès 2006 : « *In assessing changes in the security system in Europe it is necessary to take into account not only the appearance of BMD, but also the possible build-up of air defense forces, and in the future also the possible advancement of NATO air forces to the East – to*

*the borders of the Russian ally – Belarus [...]]. The conclusion is that the ability of the U.S. missile defense in Europe, if it is deployed, even in the short term will increase. The European segment « will acquire » new facilities [...]. Ensuring the defense of these facilities will necessitate the presence of other forces and means: navy, air defense, air force, land-based forces. It is clear that the military build-up near Russia's borders will not contribute to the strengthening of European security »*¹⁰².

Or, si l'on peut arguer que cette tendance, qui transparaît désormais dans les propositions du Congrès américain¹⁰³, a largement été provoquée par les actions russes en Ukraine, la logique de déploiement en soutien aux infrastructures antimissiles est inscrite dès l'initiative d'installation du troisième site et par la reconduction, dans le cadre de l'EPAA, du principe d'installations terrestres « temporaires ». Bien que l'administration Obama se soit singularisée en n'envisageant pas explicitement le déploiement de moyens de défense spécifiquement américains autour des sites terrestres, le déploiement des PAC-3 en Pologne comme les visites récurrentes des DDG-51 en mer Noire ont été un indicateur de tendance bien avant l'invasion de la Crimée. Le site de Redzikowo, particulièrement exposé, représente de ce point de vue un problème complexe pour les États-Unis comme pour la Russie, les premiers pouvant difficilement se permettre de laisser le site totalement exposé à des opérations terrestres, navales ou aériennes et la Russie ne pouvant pas ne pas réagir en cas de montée en puissance d'un dispositif OTAN permanent autour de la zone.

La volonté des États-Unis et de l'OTAN de considérer la menace iranienne dans sa dimension nucléaire ou balistique ne peut de ce point de vue apparaître que

⁹⁹ Voir pour une synthèse rapide, Stephen J. Blank (dir), *Russian Military Politics and Russia's 2010 Defense Doctrine*, Strategic Studies Institute, mars 2011, p. 41.

¹⁰⁰ Le fait est reconnu par le président Medvedev, qui, en 2011 concède que l'abandon du 3^{ème} site avait permis de faire avancer la négociation sur le traité New START : « *Russia's relations with the USA and NATO in the missile defence area have a long and complicated history. I remember that when US President Barack Obama revised his predecessor's plans to build a missile defence system in Europe in September 2009, we welcomed this as a positive step. This decision paved the way to our being able to conclude the important New START Treaty which was signed not too long ago and which clearly states the intrinsic link between strategic offensive weapons and missile defence. Let me state that again, this was a major achievement* », Dmitri Medvedev, *Statement in connection with...*, op. cit.

¹⁰¹ « *The Treaty between the Russian Federation and the United States of America on Measures for the Further Reduction and Limitation of Strategic Offensive Arms signed at Prague on April 8, 2010, may be effective and viable only in conditions where there is no qualitative or quantitative build-up in the missile defense system capabilities of the United States of America. Consequently, the extraordinary events referred to in Article XIV of the Treaty also include a build-up in the missile defense system capabilities of the United States of America such that it would give rise to a threat to the strategic nuclear force potential of the Russian Federation* », [Statement of the Russian Federation Concerning Missile Defense](#), 7 avril 2010.

¹⁰² Evgeny Buzhinsky, « *Protivoraketnaya oborona i yevropeyskaya bezopasnost* », *Voyenno-promyshlennyy kur'yer*, 4 octobre 2006.

¹⁰³ *National Defense Appropriation Act (NDAA)*, HR-1735, 2015.

comme problématique pour Moscou. En effet, le site de Redzikowo n'a d'utilité véritable que si l'Iran développe des IRBM de longue portée (de l'ordre de 3 500 à 4 000 km) et surtout des ICMB, qui cibleraient le territoire américain. En l'absence de capacité nucléaire, le développement d'ICBM peut être questionné, alors que la menace d'un IRBM longue portée est, dans l'état actuel et prévisible des programmes iraniens, peu probable. Dès lors, si les Russes peuvent admettre que Redzikowo a une utilité théorique, l'utilité pratique qu'elle offre pour justifier la montée en puissance du dispositif américain en Pologne semble très supérieure. L'existence de Redzikowo peut donc laisser supposer que sa justification n'est pas – ou n'est plus – la menace iranienne mais bien la menace russe. De surcroît, le renforcement des défenses aériennes autour des sites, demandé par le Congrès et probablement réalisé dans les années qui viennent, comme la multiplication d'exercices de défense continentale impliquant des moyens antimissiles, ne peuvent que conforter la Russie dans l'opinion que la défense antimissile est un déploiement stratégique à vocation globale, menaçant sa sécurité¹⁰⁴.

3.2. La mise en réseau des capacités antimissiles, une problématique mal prise en compte

La question de la mise en réseau des capacités déployées autour de la Russie représente une angoisse permanente, qui ressurgit de manière épisodique dans les déclarations russes, plus particulièrement au niveau officiel, alimentant l'idée d'un plan global destiné à éroder la capacité de frappe ou de riposte de l'arsenal. Elle reste difficile à quantifier, les Russes ne pouvant que constater l'interconnexion des capacités et les effets potentiels, mais ne pouvant la caractériser que par des déclarations essentiellement politiques et par une estimation des capacités de détection et des performances des intercepteurs.

¹⁰⁴ Il y a évidemment un double langage de la part de la Russie, les exercices OTAN portant sur l'interception de systèmes courte portée. L'exercice naval d'octobre 2015, qui voit la première interception réalisée par un SM-3 dans un cadre OTAN, a ainsi été l'occasion pour les médias russes de dénoncer un essai spécifiquement réalisé contre la Russie, alors que les systèmes impliqués (cible balistique comme intercepteurs) ne peuvent agir contre aucun des vecteurs russes. Cette logique d'amalgame, visant à dénoncer tout type d'essai OTAN comme visant la Russie, est probablement amenée à se systématiser.

Toutefois, au-delà des différentes déclarations politiques sur l'encerclement de la Russie par les architectures antimissiles américaines, on ne peut que relever une surprenante modération dans la caractérisation des faits. Le déploiement du premier AN/TPY-2 au Japon (Shariki) ne fait l'objet que d'un nombre d'articles modéré et, une fois les premières théories de l'encerclement énoncées¹⁰⁵, le déploiement des radars est décrit, soit comme visant la Corée du Nord, soit comme visant la Chine. Ces déploiements ne sont jamais caractérisés comme menaçant pour la dissuasion russe et sont, au pire, perçus comme des outils de *containment* contre la Chine, et un ferment potentiel de course aux armements¹⁰⁶.

Mais si le déploiement du premier AN/TPY-2 au nord du Japon n'a suscité que peu de réactions apparentes, l'installation du second conduit à un raidissement assez net de la posture. Début 2013, alors que les rumeurs d'un déploiement au Japon ou aux Philippines circulent, la question du déploiement des défenses antimissiles en Asie est désormais identifiée comme une problématique commune de la Russie et de la Chine, Nicolaï Patrouchev annonçant en janvier une action coordonnée entre les deux États¹⁰⁷ : « *Our Chinese partners share our concerns and we have agreed to coordinate our actions in that respect* ». En novembre, un mois après la décision américaine et japonaise de déployer un second radar, dans un format associant les ministres des Affaires étrangères et les ministres de la Défense russes et japonais, Lavrov adopte une formule moins voilée pour mettre en garde les Japonais sur une extension trop explicite de l'effort de défense antimissile en rappelant : « *The two-plus-two format [format bilatéral Russie-Japon] is not an encroachment on Japan's relations with the United States or with any other country. We hope that the United States' relations with Japan will not pose problems to Russia, either. It is our fundamental principle to never make friends with any country to the detriment of somebody else. It is one of the priorities of Russia's foreign policy to ensure not a single country should feel discomfort*

¹⁰⁵ En 2005 par exemple, un article de la revue *Vzglyad* estime que le déploiement à Shariki vise avant tout à permettre le contrôle de « Sakhaline, une partie de Kamtchatka et le Kraï de Primorie », Genadi Netchaev, « [Америка берет Россию в кольцо](#) », *Vzglyad*, 26 octobre 2005.

¹⁰⁶ Dmitri Panovkin, « [Японский «ядерный зонтик» для США](#) », *Rosblat*, 12 septembre 2012.

¹⁰⁷ « [Russia, China Plan to Boost Cooperation on Missile Defense](#) », *RIA Novosti*, 9 janvier 2013.

or risks to its security. This is precisely why Russia has been pressing for the establishment of a new architecture in the Asia-Pacific Region that would rely on non-bloc principles and the idea that no country shall maintain its own security at the expense of others. The principle of indivisibility of security has not been translated into action yet, which is seen in the United States' plans for creating a global missile defense. I see the main meaning of the two-plus-two format in advancing the dialogue over the problem of security in the Asia-Pacific Region in a great variety of aspects and in fostering a climate of confidence and strengthening relations of trust between Russia and Japan »¹⁰⁸.

Cependant, la Russie garde un profil assez coopératif avec le Japon, exprimant sa compréhension des préoccupations de sécurité japonaises mais renouvelant ses mises en garde sur la dimension toujours plus globale de la défense antimissile américaine et, par conséquent, de son impact sur les perceptions de sécurité russes¹⁰⁹. A ce discours relativement lénifiant s'oppose toutefois une augmentation marquée des incursions aériennes, et, depuis l'invasion de la Crimée (qui voit le Japon soutenir le régime de sanction contre la Russie), une nette dégradation des relations diplomatiques¹¹⁰. Le discours et la logique russes à l'égard des systèmes antimissiles déployés au Japon restent cependant sans commune mesure avec celui tenu en Europe, ses forces stratégiques n'y étant pas exposées.

Cette rationalité militaire pourrait cependant s'atténuer. Parallèlement en effet, la diplomatie russe est moins compréhensive pour la Corée du Sud, susceptible de déployer des THAAD. La Russie s'y déclare opposée, au nom de ses préoccupations de sécurité. Ainsi, alors que le radar déployé au nord du Japon n'avait pas engendré, publiquement du moins, d'interrogation sur sa capacité à surveiller l'espace territorial russe, la question semble désormais devoir se poser, alors que le même type de radar pourrait être déployé dans une zone non contiguë. Alexander Timonin, ancien ambassadeur en Corée du Nord et actuellement

en poste en Corée du Sud estime ainsi que « Washington's move to deploy THAAD on the Korean Peninsula poses security threats not only to Russia but also to the region as a whole. We see the deployment itself is a threat to security in the region. What concerns us is that a U.S. missile defense system could be placed in areas not far from Russia, adding to worries over THAAD's radar system or technology »¹¹¹. Même son de cloche chez les analystes, Alexander Vorontsov, (Académie des Sciences) affirmant de son côté : « Of course it has multi-purpose tasks. One of the tasks, of course, is North Korea, but, additionally, the capability of this system allows this equipment to intercept missiles, Russian... missiles for example. So, yes, unfortunately, there are grounds for concern vis-a-vis [the] security situation of Russia... and the Chinese »¹¹².

Il n'est pas totalement inintéressant de souligner toutefois que dans la région de Vladivostok, où la Russie est confrontée aux éventuelles menaces balistiques nord-coréennes et chinoises, l'une des solutions retenues par Moscou repose sur le déploiement de capacités antimissiles. En effet, la base de Nakhodka vient non seulement de percevoir des S-400, alors qu'une seconde base limitrophe à la Corée du Nord est équipée de S-300PM.



S-300, base de Nakhodka

¹⁰⁸ « [Lavrov: Moscow hopes US-Japanese relations to create no problems for Russia](#) », TASS, 2 novembre 2013.

¹⁰⁹ En 2014, Sergueï Ryabkov (ministre des Affaires étrangères adjoint) explique ainsi : « We realise that the US-Japanese military-political alliance is important for both countries. We have no illusions about the fact that this alliance is valuable for Washington and Tokyo. However, we pay attention to and understand the objectives Washington pursues in enhancing its presence in the Asia-Pacific region. The fact that various elements of the US missile defense system are gradually making

up a global system, arouses Russia's major concern », « [Lavrov: Moscow hopes US-Japanese relations to create no problems for Russia](#) », Tass, 2 novembre 2013.

¹¹⁰ Ankit Panda, « [Why Did Russian Nuclear-Capable Bombers Circumnavigate Japan?](#) », *The Diplomat*, 27 janvier 2016.

¹¹¹ Kim Soo-yeon, « [THAAD to threaten regional security: Russian envoy](#) », *Yonhap News*, 2 avril 2015.

¹¹² John Power, « [Russia: Korean THAAD Deployment Is a Security Threat](#) », *The Diplomat*, 2 avril 2015.

La présence de ces missiles indique à l'évidence la volonté de disposer d'une capacité d'interception effective balistique. Elle indique surtout une approche de la gestion de ce risque assez similaire à celle des États-Unis, se fondant sur l'existence d'une capacité offensive et défensive. Autant pour la logique strictement politique que Moscou revendique systématiquement...

Indépendamment des questions liées au Japon et à la Corée, la question de la globalité de la défense antimissile est un thème qui est amené à resurgir, dans une logique différente à celle des années 2000 et du début des années 2010 cependant.

D'une part, cette mise en réseau devient une réalité, les architectures américaines effaçant progressivement les séparations entre les défenses de théâtre et les défenses stratégiques, et intégrant, autour d'un C2 central, les différentes composantes régionales de la défense antimissile. Cette évolution, qui n'est pas parfaite, est cependant appelée à se renforcer et permet à la Russie, comme l'illustre le cas sud-coréen, de parasiter l'action des États-Unis sur des zones où ses intérêts ne sont pas majeurs. Toutefois, il est à attendre que Moscou se rapproche rapidement de la position chinoise, l'évolution des architectures dans le Pacifique pouvant, à terme, menacer partiellement ses propres forces. L'idée selon laquelle la défense antimissile est désormais un ensemble global – les analystes russes commençant à reprendre le terme BMDS – s'impose en effet avec plus de force, autant du fait de l'évolution des architectures C2 que du fait de la normalisation de la fonction antimissile dans les forces américaines, qui induit une multiplication des systèmes. La corrélation entre systèmes antimissiles, systèmes conventionnels et systèmes nucléaires risque également de devenir plus systématique, suivant l'idée d'un réarmement global et mondial des États-Unis contre la Russie et la Chine. Si cette rhétorique correspond à une évolution militaire réelle, elle prend désormais une dimension plus strictement politique et s'inscrit dans une logique de confrontation élargie.

3.3. Réponses militaires

Le choix des Russes de déployer une capacité antimissile tangible face aux systèmes nord-coréens (et éventuellement chinois, la 816^{ème} brigade de Tongva armées de DF-21 n'étant qu'à six cent kilomètres de la base de Nakhoda de Vladivostok) invite à s'intéresser aux réponses militaires russes face au déploiement de systèmes antimissiles américains.

Les aspects militaires de la réponse russe à la relance des problématiques antimissiles stratégiques (abandon du traité ABM) sont évidemment inscrits dans les programmes stratégiques, aspects qui ont été évoqués. Au-delà des programmes portant sur la modification des corps de rentrée, de renforcement des capacités de pénétration des défenses antimissiles et de séparation parallèle des têtes, une attention plus particulière doit être donnée au programme RS-26. Bien que défini comme un missile stratégique et comptable de New Start, le RS-26 présente des singularités. La date de lancement du programme d'abord, tardive (2006), coïncide avec l'émergence de la problématique du troisième site. Le missile est décrit par les sources officielles russes comme nettement plus léger et compact que le RS-24, ce qui semble attesté par le TEL qui devrait l'emporter. La réduction de la masse et de la taille du missile s'explique, selon les sources officielles russes, par l'emploi d'un nouveau propergol, affirmation peut-être incomplète, certaines hypothèses selon lesquelles le missile pourrait n'avoir que deux étages ayant été avancées. Selon Karakayev, le RS-26 ne pèserait que 80 tonnes (on peut supposer qu'il s'agit du missile et du TEL) par comparaison au RS-24, qui en atteindrait 120. Compte-tenu de ces chiffres, l'on peut estimer que le RS-26 est un missile de l'ordre des 30 tonnes, soit approximativement deux fois la masse du Midgetman¹¹³. Il ne fait donc aucun doute que l'arme peut répondre à la définition d'un ICBM. Mais il est tout aussi évident que les évolutions de propergols (et probablement l'allègement de la masse inerte) ne permettent pas, à charge égale, de donner la même mission à ce missile qu'au RS-24. Assez logiquement, le RS-26 est donc un système mixte, qui remplit une fonction d'ICBM et d'IRBM. Mais si ces caractéristiques

¹¹³ Le poids du tracteur du TEL (MZKT-79221) du RS-24 étant donné à 44 tonnes et la masse au lancement du RS-24 à 49 tonnes (soit 93 tonnes), la partie militaire du tracteur peut donc être évaluée à 27 tonnes. En appliquant le même calcul sommaire au RS-26, sachant que le poids du TEL supposé (MZKT

27291) n'est pas connu, mais que le poids d'un TEL comparable (MAZ 247, utilisé pour le SS-20) est de 27 tonnes, et si l'on suppose 25 tonnes de charges pour la militarisation du TEL, le missile devrait avoir une masse approximative de 30 tonnes.

probables évacuent la problématique de la violation du traité FNI pour ce missile¹¹⁴, il n'en demeure pas moins que ce type de missile correspond assez typiquement à un engin dual, adapté au ciblage d'objectifs plus spécifiquement situés sur le territoire eurasiatique, plus particulièrement dans l'optique de stratégies de frappes limitées.

Cette orientation n'est pas surprenante : depuis la signature du traité FNI, les ICBM soviétiques puis russes ont une mission de portée intermédiaire contre la Chine, alors que ces mêmes ICBM sont décomptés dans les traités START, au titre du rapport de force bilatéral entre les États-Unis et l'URSS. Les rumeurs de déploiement des RS-26 à Irkoutsk pourraient démontrer que cette problématique a trouvé une solution technique, par le développement d'un vecteur plus adapté à une partie de la mission de l'arsenal. Mais le RS-26 crée, toutes choses étant égales par ailleurs, le même problème que le SS-20, puisque ses caractéristiques supposées en font une arme très adaptée aux frappes sur le continent européen. Compte tenu de la très forte réduction du nombre de cibles justifiant une frappe nucléaire en Europe de l'Ouest, il est susceptible de créer un découplage entre le continent européen et l'arsenal central américain, tout en conservant une mission stratégique de seconde frappe, en remplacement des SS-25 encore déployés. La puissance relativement faible du missile n'est ici pas un problème, le SS-25 étant mono-tête et le RS-26 pouvant probablement s'y substituer. Un déploiement à Vypolzoro est d'ailleurs évoqué depuis quelques temps, laissant envisager deux types de missions (Europe/États-Unis).

D'autre part, il faut également concevoir ce missile sous l'angle de la frappe conventionnelle. En 2021, lors de la renégociation éventuelle de New START, la place des missiles balistiques conventionnels sera non négligeable. Attribuer des missions conventionnelles au RS-26, notamment pour la frappe d'infrastructures C2 ou antimissiles, peut avoir du sens, dès lors que les vecteurs ne sont pas comptabilisés, ou comptabilisés spécifiquement comme non nucléaires. C'est essentiellement l'évolution des charges d'emport, sur lesquelles

la Russie poursuit un travail important, qui permettra de déterminer si convertir un tel missile à la frappe conventionnelle fait sens.

Dans ce contexte très particulier, il faut garder à l'esprit que le tir d'un missile balistique ayant les caractéristiques d'un missile intercontinental ne sera pas forcément associé au tir d'une arme nucléaire à l'avenir. L'amélioration spectaculaire des performances des systèmes de détection et la recherche obsessionnelle d'une mission pour les programmes de type CGPS ont conduit les responsables américains à tenir des propos révélateurs. On se rappellera qu'à l'occasion de la relance des études de la Navy sur les SL-IRBM, le CJCS de l'époque, le général Dempsey, avait été particulièrement imprudent. A un journaliste qui s'inquiétait du risque de confusion avec un SLBM, il avait ainsi répondu : « *The technology and therefore the trajectory that would be required to deliver it, there's the speed at which these delivery systems can move. And therefore you can lower the – you can lower the trajectory and therefore avoid the confusion you're talking about in terms of it being mistaken for an ICBM with a nuclear warhead. But, you know, there's issues beyond that, but fundamentally that's it* »¹¹⁵. Désavouée plus tard par le chef des opérations navales¹¹⁶, cette déclaration illustre toutefois une propension à reconsidérer les effets du tir d'une arme stratégique afin de permettre l'usage conventionnel. Dans un tel contexte, l'utilisation du RS-26 pour des frappes limitées pourrait la encore faire sens.

L'ensemble de ces paramètres peut expliquer qu'en 2015, en évoquant le RS-26, une source du ministère de la Défense russe affirmait : « *We have repeatedly warned the US that new US missile defense bases in Poland, Romania and other European countries will not go unanswered* »¹¹⁷.

Si la vocation « antimissile » du RS-26 le classe comme une réponse stratégique à l'émergence d'une défense antimissile stratégique sur le continent américain et, du point de vue russe, européen, des mesures plus tactiques ont été adoptées.

¹¹⁴ Rose Gottemoeller, « [Rose Gottemoeller: We don't want to see action-reaction cycle like we saw during the Cold War](#) », Interview, *Interfax*, 23 juin 2015.

¹¹⁵ Leon E. Panetta et Martin E. Dempsey, [Major Budget Decisions Briefing from the Pentagon](#), Transcript, DoD, 26 janvier 2012.

¹¹⁶ Elaine M. Grossman, « U.S. Navy Brass: No Technical Fixes to Avoid Ambiguous Missile Launches », [Global Security Newswire](#), 16 mars 2012.

¹¹⁷ Interfax AVN, 26 mars 2015, repris du blog *Russian Defense* (<http://www.russiadefence.net/t2874p45-rs-26-missile-system>).

La réponse russe au troisième site marque de fait une réorientation stratégique, axée sur des propositions diplomatiques d'accompagnement du déploiement de défense antimissile en Europe et d'initiatives militaires. Cette évolution est perceptible dès 2008, après le durcissement des relations entre la Russie et l'OTAN, qui prend une dimension clairement militaire après le sommet de Bucarest (qui diffère mais annonce néanmoins l'intégration de la Géorgie et de l'Ukraine au sein de l'OTAN) et après la crise géorgienne. On peut supposer que les préoccupations liées à l'extension de l'OTAN et à l'implantation d'infrastructures stratégiques américaines (troisième site) ont été à la source des deux propositions russes de mise à disposition des infrastructures russes de détection (Gabala), qui offrent une solution alternative au déploiement de l'EMR¹¹⁸ puis de défense sectorielle (début des années 2010), qui vise à créer une division des zones de responsabilité entre l'OTAN et la Russie et crée une co-tutelle sur l'évolution de la capacité antimissile à venir. L'option prise par la Russie dès 2007 de répondre au déploiement du troisième site par des moyens militaires (déclarations sur le ciblage nucléaire des pays hôtes, relance de programmes stratégiques, instrumentalisation du déploiement des SS-26) ne se concrétise que lentement. Ce n'est qu'en novembre 2011 que Dmitri Medvedev formalise politiquement une tendance programmatique déjà existante, en l'associant spécifiquement à la menace représentée par l'EPAA.

L'initiative est prise directement après l'acceptation par l'OTAN (Sommet de Lisbonne) de l'EPAA, qui concrétise l'installation de systèmes considérés comme stratégiques par la Russie (voir partie suivante) sur le territoire européen, dans une logique d'alliance. La décision de l'OTAN prive ainsi la Russie des leviers dont elle disposait dans le cadre du déploiement du troisième site, perçu par une partie des États européens comme une initiative bilatérale dangereuse, susceptible de nuire à la sécurité de l'Alliance. Dans ce sens, indépendamment même des systèmes déployés, la décision de l'OTAN appelait à une décision réciproque de la Russie. Toutefois, la qualité militaire de la réplique, comme sa nature politique doivent être considérées. Dans un discours du 23 novembre 2011, Medvedev an-

nonce en effet des mesures stratégiques et non stratégiques visant explicitement à élargir la capacité défensive russe, mais aussi à développer des outils de neutralisation de la capacité antimissile amenée à être déployée en Europe. Et si sur le fond, les annonces de Medvedev ne reprennent que des programmes ou des options existantes, celles-ci sont désormais articulées dans une logique spécifiquement adverse aux déploiements de capacités antimissiles labélisées OTAN, indiquant par la même que la Russie ne reconnaît pas à l'Alliance le droit de se doter de systèmes d'arme susceptibles d'impacter sa sécurité. Il y a là un écho très clair à l'approche soviétique, d'ailleurs entérinée à l'époque par les États-Unis, qui restreignait les capacités transférées aux États membres de l'OTAN (Royaume-Uni exclu) aux systèmes de théâtre, excluant toute possibilité d'action contre le territoire de l'URSS. Dans ce sens, si l'administration Obama a semblé capituler devant Moscou lors du démantèlement hâtif de l'option du troisième site, elle a très habilement maintenu l'idée du développement d'une capacité stratégique au sein de l'OTAN par la sanctuarisation des deux sites terrestres, opérés par l'OTAN. Cette logique n'a évidemment pas échappé aux Russes.

Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que les annonces de Medvedev s'inscrivent dans la logique antimissile développée par les Occidentaux tout en s'en dissociant radicalement. Les propositions défensives font en effet écho aux logiques européennes et américaines, en faisant des architectures antimissiles des éléments intégrés de l'effort de défense stratégique. Medvedev annonce en effet l'activation accélérée du Voronej DM de Kaliningrad (qui couvre le territoire ouest-européen) et l'extension de la couverture antimissile aux « objets » stratégiques, répliquant dans les faits l'approche américaine. À l'inverse, les propositions offensives rompent avec la logique d'association de la Russie à l'Alliance en objectivant des capacités militaires spécifiques directement contre les outils de l'EPAA, par l'annonce du développement de « nouveaux » vecteurs – capables de pénétrer les défenses antimissiles (programmes en fait existants) –, mais aussi de la définition d'objectifs pour les forces armées visant à la destruction des systèmes antimissiles eux-mêmes. Dans le discours, ces mesures offensives sont d'ailleurs

¹¹⁸ Andreï Shoumikhin, *Goals and Methods of Russian Arms Control Policy: Implications for U.S. Security*, National Institute For Public Policy, août 2008, p. 50.

dissociées du déploiement des SS-26, le président russe précisant que cette option restait ouverte à Kaliningrad, si les mesures précédentes devaient être jugées insuffisantes¹¹⁹.

La question du SS-26 n'est nullement anodine. En 2007, alors que la question du déploiement du troisième site pose un problème de sécurité évident à la Russie, le déploiement de ces missiles – y compris à Kaliningrad – est déjà annoncé comme une solution¹²⁰. À ce moment, est non seulement évoquée la version M, mais également la version K (R-500, associée à un missile de croisière), soulevant implicitement (et rétrospectivement) la question de la sortie du traité FNI comme réponse militaire au déploiement de systèmes antimissiles en Europe¹²¹. Medvedev annonce à nouveau leur déploiement en novembre 2008, lors de son discours à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. Jusqu'à 2013, la question du déploiement du SS-26 à Kaliningrad reste cependant une sorte d'épouvantail, visant avant tout à démontrer à l'OTAN la résolution de la Russie à lutter militairement contre les déploiements antimissiles. À l'époque cependant, la dotation en unité reste embryonnaire (30 TEL et 75 missiles, soit approximativement trois brigades en 2011¹²²), l'essentiel étant stationné à Lunga, près de Saint-Petersbourg. En 2013, la presse allemande rapporte le déploiement de missiles dans l'enclave, information qui n'est pas confirmée, mais qui prend plus de sens depuis 2015, date à laquelle la Russie annonce qu'elle pourra recourir à des déploiements ponctuels dans le cadre d'exercices, exploitant l'aéromobilité du vecteur¹²³. On peut supposer que les premiers travaux d'infrastructure pour accueillir les missiles ont donc été lancés dès 2013, alimentant la rumeur d'un stationnement.

Autre élément significatif, est évoquée en 2007 la vente de SS-26 E au Bélarus, certes sur un volume d'équipement réduit (27 lanceurs), mais dans une logique claire de lutte contre la défense antimissile américaine en Europe. L'ambassadeur russe au Bélarus Alexander Suriykov précise le 6 août 2008 « *We could be talking about the possible basing of Iskander missiles, the possible basing of strategic bombers in Belarus, Kaliningrad and so on. When Poland signs the agreement with the American side about hosting elements of the missile defence system, then we can discuss some additional aspects of military-technical cooperation with Belarus* »¹²⁴. Très clairement cependant, la menace de la vente des SS-26 vers le Bélarus apparaît surtout comme un élément de pression psychologique, visant à démontrer la résolution de la Russie. Ainsi, alors que le système présente un intérêt évident dans le cadre de l'alliance entre le Bélarus et la Russie, c'est l'annonce de la vente plutôt que l'acquisition elle-même qui doit porter la menace, les 27 systèmes ne devant être livrés que pour 2020¹²⁵. Et de fait, si la menace de déploiement du SS-26 est assez étroitement liée à la question de la défense antimissile, la menace de déployer des SRBM reste, dans l'approche russe, un moyen classique de signifier son hostilité à une dégradation perçue de la situation militaire et d'y répondre. Des cas similaires se produisent lors de l'accession des pays baltes à l'OTAN, associant également des SS-21¹²⁶.

Plus complexe à établir est la nature de la riposte programmée sur le théâtre au-delà du SS-26. Deux options peuvent être considérées. Si l'on admet que la Russie considère le FNI comme l'une des pierres angulaires de sa sécurité, des options programmatiques ont pu être considérées, notamment autour du R-500 ou du stationnement « asymétrique » du Kaliber. Dans cette

¹¹⁹ Dmitri Medvedev, *Statement concerning...*, op. cit.

¹²⁰ Pavel Brontalsky, « [Искандер" вступил в психологическую войну](#) », *Revue du VPK*, 19 décembre 2007.

¹²¹ Bien que le R-500 ne soit pas considéré par les États-Unis comme une violation du traité, son développement pose la question du système considéré comme tel par les États-Unis et de la justification de son développement par la Russie. Si l'on admet que le R-500 a pu être défini comme une solution de lutte contre les architectures antimissiles, il en est probablement de même pour le système alternatif actuellement déployé. En tout état de cause, le déploiement naval des Kaliber tend à rendre la problématique FNI progressivement obsolète.

¹²² SS-26, *Jane's Strategic Weapon Systems*, 8 janvier 2016. Selon le Colonel General Alexander Postnikov, (commandant des forces de l'armée de terre,) le premier « complexe » de

SS-26 n'est déclaré opérationnel dans le district militaire de Leningrad qu'en 2010. « First Iskander system accepted for service in Leningrad military district », ITAR-TASS, 17 septembre 2010

¹²³ « [Russian Iskander Missiles to Be Deployed to Kaliningrad for Snap Drills](#) », *Sputnik*, 17 mars 2015.

¹²⁴ « [Russia May Put Bombers And Missiles In Belarus](#) », *Space War*, 6 août 2008.

¹²⁵ Pavel Brontalsky, op. cit. La proposition russe a en effet lieu à un moment où la relation entre les deux États est mauvaise, essentiellement du fait de la dette gazière. La proposition de vente reflète donc bien l'inquiétude réelle de Moscou face au troisième site, les préoccupations économiques devenant à nouveau prioritaires dès la disparition de la menace.

¹²⁶ Keir Giles et Andrew Monaghan, op. cit.

hypothèse, le développement du R-26 à la suite de l'annonce de déploiement du troisième site relève autant de la coïncidence que de la mesure de précaution.

On peut toutefois considérer que la Russie a pu envisager que le FNI pourrait devoir être remis en question, notamment sous la pression d'une politique américaine perçue comme explicitement dirigée contre les intérêts russes. Le troisième site comme les errements de Washington sur une intégration brusquée de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN sont en la matière des perspectives peu rassurantes à l'époque. Dans cette perspective, certaines annonces faites à partir de 2006 doivent être considérées avec plus d'attention. À ce moment en effet la diplomatie russe multiplie les signaux d'inquiétude par rapport au devenir du traité, signaux alors interprétés au regard de la prolifération des missiles balistiques dans les pays tiers¹²⁷. Toutefois, le chef de l'État-major général, le général Youri Balouievski indique en 2007 que la Russie pourrait se retirer du traité FNI si le troisième site devait se concrétiser¹²⁸, dénotant de l'importance soudaine prise par la question des systèmes antimissiles en Europe. Évoquant le premier essai du R-500 en 2007, Sergueï Ivanov parle d'un missile longue portée¹²⁹, qui pourrait s'associer à la version associant le propulseur du missile à un missile de croisière, alors que dans son discours devant l'Assemblée fédérale, Medvedev décrit des solutions militaires novatrices :

« I would add something about what we have had to face in recent years: what is it? It is the construction of a global missile defence system, the installation of military bases around Russia, the unbridled expansion of NATO and other similar 'presents' for Russia – we therefore have every reason to believe that they are simply testing our strength.

Of course we will not let ourselves be dragged into an arms race. But we must take this into account in defence expenditures. And we will continue to reliably protect the safety of the citizens of Russia. Therefore I will now announce some of the measures that will be taken. In particular measures

¹²⁷ Supposition soutenue par les déclarations de Vladimir Poutine à la Wehrkunde Conference de 2007 qui lient la volonté de la Russie d'aménager le traité à la question de la prolifération.

¹²⁸ D. Litovkin, « Adekvatny Iskander », *Izvestia*, 21 février 2007, et I. Safranchuk, « Putannitsa voyenno-diplomaticheskikh azimutov », *Nezavisimaya gazeta*, 26 février 2007.

¹²⁹ Alexander Timoshik, « [New Russian missile R-500 to destroy any US defense system](#) », Pravda.ru, 30 mai 2007.

to effectively counter the persistent and consistent attempts of the current American administration to install new elements of a global missile defence system in Europe. For example, we had planned to decommission three missile regiments of a missile division deployed in Kozelsk from combat readiness and to disband the division by 2010. I have decided to abstain from these plans. Nothing will disband. Moreover, we will deploy the Iskander missile system in the Kaliningrad Region to be able, if necessary, to neutralise the missile defence system. Naturally, we envisage using the resources of the Russian Navy for these purposes as well. And finally, electronic jamming of the new installations of the U.S. missile defence system will be carried out from the territory of the same westernmost region, that is from Kaliningrad »¹³⁰

Si cette annonce tend à démontrer l'importance des problématiques antimissiles dans le choix des options militaires et dans la dévitalisation possible du traité FNI, le problème est plus global. La référence à la participation de la Marine russe dans l'effort de neutralisation des installations américaines peut ainsi annoncer le déploiement des SS-N-30A (3M-14T/ Kaliber NK) sur de petites plates-formes navales, à ceci près que l'on peut considérer que la conception du projet Buyan M, qui concrétise cette option, vise avant tout à donner une capacité de frappe dans la profondeur sur les zones frontalières du sud de la périphérie russe. La nature même des Buyan M, destinés avant tout à la Caspienne¹³¹, les exclut du champ des programmes adoptés en riposte à la défense antimissile même si l'on peut supposer que les déploiements récemment annoncés en mer Noire permettent désormais d'y répondre¹³². Dans ce sens, il y a assez clairement une remise en cause de l'esprit du traité FNI par la Russie – mais nullement de la lettre – et dans une logique éloignée d'une violation, car visant à donner une capacité de frappe dans la profondeur nécessaire sur un théâtre non européen.

La question est tout autre si on l'examine sous l'angle de la portée du missile. Les opérations de frappe

¹³⁰ Dmitri Medvedev, [Address to the Federal Assembly of the Russian Federation](#), Grand Kremlin Palace, Moscow, 5 novembre 2008.

¹³¹ La production des bâtiments de la classe 21631 (Buyan M) est lancée en 2010 pour relever les Buyan de la flottille de la Caspienne.

¹³² Deux bâtiments de la classe 21631 viennent d'être perchus.

contre la Syrie ont conduit la plupart des analystes à l'évaluer à 1 500 km. À cette portée, la dotation du missile par la flottille de la Caspienne ne peut être interprétée que dans le sens du développement de moyens de frappe dans la profondeur vers le sud de la Russie. Toutefois, depuis décembre 2015, la presse russe évalue la portée du missile entre 1 500 et 2 600 km¹³³. Or, à cette portée, la flottille de la Caspienne peut confortablement cibler Deveselu alors que des éléments déployés en mer Noire disposent encore d'une bonne marge de manœuvre pour cibler Redzikowo. La flotte devrait d'ailleurs acquérir des corvettes furtives de classe 22160 équipées de SS-N-30A, ces navires étant plus adaptés à un déploiement en zone de combat, que les patrouilleurs de la classe 21631. Par ailleurs, un déploiement en mer Blanche offre bon nombre de possibilités contre Redzikowo alors que Fylingdales peut facilement être ciblé à partir du nord de la mer de Norvège.

S'il serait abusif de ramener ce type de programmes à la seule question de la réplique militaire à la défense antimissile, ces évolutions doivent inciter à la prudence. Si le déploiement naval offre des possibilités réelles, les déploiements au sol offrent une plus grande souplesse et sont plus complexes à éliminer pour un coût moindre. Indépendamment des allégations américaines, le développement d'un programme de missile de croisière sol-sol est une réponse évidente au déploiement de systèmes antimissiles balistiques en Europe, d'autant que les capacités de détection des États européens sont encore déficientes. Une solution autour du SS-N-30 ferait évidemment sens mais ne pourrait être considérée que comme transitoire, l'optimum consistant assez probablement dans le développement d'engins supersoniques ou hypersoniques.

3.4. Évolution de la problématique : défense antimissile, OTAN et changement des paradigmes du conflit

Sur un plan plus global toutefois, la réponse au déploiement des capacités antimissiles en Europe ne peut plus

être perçue comme elle l'a été avant l'expédition géorgienne et l'invasion de la Crimée. En démontrant aux Russes comme aux alliés européens la totale inadéquation entre les prétentions de l'OTAN à être le seul acteur de la sécurité européenne à l'Ouest de l'Oural et sa capacité effective à assurer sa mission, ces deux interventions ont provoqué une rupture conceptuelle, tant du côté russe que du côté occidental¹³⁴. Pour les Russes, la crainte de l'OTAN et de sa supposée supériorité conventionnelle s'est considérablement atténuée. Si l'on peut arguer que le durcissement du discours russe sur le nucléaire après l'invasion de Crimée traduit sur le fond la perpétuation d'un sentiment de crainte par rapport à l'OTAN, l'accentuation des confrontations avec les forces de l'Alliance à l'occasion des patrouilles aériennes et navales (violations d'espace aérien, simulation d'engagement, brouillage, déploiement avancé de SNA, etc.) illustre une volonté et une capacité d'affirmation de la puissance militaire russe qui n'est pas anodine. Du côté des alliés à l'inverse, les crises géorgienne et ukrainienne ont mis en évidence un déficit de solidarité entre les alliés orientaux et septentrionaux et les alliés historiques, mais aussi un déficit capacitaire préoccupant. La décision de l'administration Obama de redéployer des forces en Europe traduit d'ailleurs une réalité préoccupante. Réduite à sa composante européenne, l'OTAN est une non-puissance militaire.

Cette évolution des perceptions n'est pas à négliger. La seule extension institutionnelle de l'OTAN vers les anciennes républiques soviétiques a provoqué en Russie un sentiment de malaise réel, étant perçu (à juste titre) comme une remise en cause de son influence sur son étranger proche mais aussi comme une menace militaire potentielle. La remontée en puissance du dispositif OTAN à l'Est ne peut donc être comprise que comme une menace réelle, qui exige des contre-mesures substantielles. Dans ce contexte, le renforcement possible des capacités antimissiles américaines, comme le déploiement d'éléments de soutien autour des bases – et plus particulièrement de Redzikowo – est très susceptible d'accentuer la dimension militaire

¹³³ La portée de 2 600 km est parfois associée à une version nucléaire, la masse de la tête étant supposée inférieure.

¹³⁴ Les deux interventions ont démontré l'inadaptation de l'OTAN non parce que celle-ci aurait pu, ou dû intervenir, mais parce qu'elle a contraint les États membres à réévaluer leurs

capacités de défense continentale. L'exemple le plus frappant est évidemment donné par la Bundeswehr, mais touche en fait la plupart des forces et des déploiements OTAN (forces multinationales, RRF, etc.).

de la réplique russe. Elle n'est cependant plus qu'un élément de contexte et non une justification motrice.

En effet, la réponse russe à la défense antimissile doit être perçue dans une dimension plus vaste. Bien que l'affrontement qui se dessine entre la Russie et l'OTAN et ne soit en rien comparable à celui qui a opposé cette dernière à l'URSS, il impose non seulement un renforcement des dispositifs conventionnels classiques mais aussi le développement d'outils plus spécifiques et adaptés. Si un conflit devait se produire, l'enjeu immédiat de celui-ci ne serait pas, comme cela aurait pu être le cas, la survie même des États ou de leurs modèles sociétaux, mais l'achèvement d'un objectif militaire limité visant à faire évoluer un équilibre politique ou stratégique jugé dangereux. Il n'est donc pas question pour la Russie d'envisager un possible conflit avec l'OTAN sous l'angle de l'invasion de l'Europe de l'Ouest, mais plutôt sous celui d'une victoire militaire de portée restreinte mais suffisamment significative pour imposer aux Occidentaux une négociation à ses termes.

Ces enjeux limités n'excluent cependant pas des logiques de guerre froide. D'un point de vue strictement géopolitique, la marge de manœuvre militaire de la Russie reste bornée par le couplage nucléaire entre les États-Unis et l'OTAN. Découpler fonctionnellement ces deux acteurs reste un objectif prioritaire, en cours d'achèvement grâce la modernisation de l'arsenal. D'ici une dizaine d'années, la sanctuarisation du territoire russe pourra être considérée comme assurée. Dans ce contexte, la neutralisation du potentiel nucléaire de l'OTAN déployé en Europe est lui aussi en cours de réalisation, autant sur les très courtes portées (SS-26) que sur les portées plus longues (SLCM, ALCM et, hypothétiquement, GLCM et RS-26). Dès lors que les arsenaux centraux russe et américain se neutralisent, la supériorité russe en termes de vecteurs nucléaires non stratégiques est telle que l'option de première frappe de l'OTAN devient quasiment impraticable, plus particulièrement dans une logique de conflit très limité.

L'établissement d'un rapport de force nucléaire favorable sur le théâtre est très important, puisqu'il permet d'envisager la gestion du conflit conventionnel dans le temps et dans l'intensité. La problématique d'un conflit

potentiel n'étant amenée à être que très marginalement territoriale, les modalités de ce conflit peuvent s'appuyer sur des logiques de déni d'accès mais aussi de frappes critiques, qui neutraliseraient ou détruiraient des infrastructures à haute ou très haute valeur ajoutée. Dès 2007, militaires et experts russes soulignaient tout l'intérêt présenté par les frappes conventionnelles dans la profondeur, estimant par ailleurs que le retrait du traité FNI élargirait le spectre des options¹³⁵.

Dans ce cadre, les bases terrestres antimissiles de l'OTAN représentent des objectifs particulièrement attractifs, n'étant d'aucune utilité dans le cadre de ce type de scénario mais pouvant être neutralisées à peu de frais. La base de Redzikowo représente une vulnérabilité évidente, étant à portée de lance-roquettes lourds. Son ciblage, qui peut être envisagé en ouverture de conflit ou dans une logique de graduation de frappe, placerait les États-Unis comme la Pologne dans une position difficile, la destruction de la base se justifiant pleinement d'un point de vue militaire (du fait de sa localisation), mais ayant une valeur symbolique considérable.

Parallèlement, le rapprochement continu de la Russie et du Bélarus, qui transparaît dans la multiplication des exercices militaires, pose le problème sous un angle différent, le territoire bélarussien offrant une base d'action nettement plus globale contre Redzikowo et exacerbant la vulnérabilité de la Pologne. L'inquiétude palpable de l'OTAN à propos de l'évolution des conditions militaires de la zone du district de Zuwalki (entre le Bélarus et la Lituanie) et les mesures de renforcement prises par l'Alliance pour renforcer sa frontière septentrionale et orientale (rotation, stockages permanents, reprises d'exercices majeurs sur les zones) traduisent l'évolution des problématiques qui, désormais, ne se posent plus par rapport à la seule défense antimissile, mais bien par rapport à la montée en puissance antagoniste des dispositifs russes et otaniens aux frontières de l'Alliance. Dans ce cadre Redzikowo apparaît à nouveau plus comme une vulnérabilité que comme un apport militaire, n'ayant jamais été conçue dans l'optique d'un déploiement sur la ligne de front.

¹³⁵ Alexei Arbatov, « Missile Defense and the Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty », op. cit.

3.5. Aspects politiques

S'il est difficile d'évaluer comment la Russie perçoit le risque militaire posé par Redzikowo, il est clair qu'elle représente un risque politique majeur pour l'Alliance. Dans les conditions actuelles de sécurité de l'OTAN, tant par rapport à l'Iran que par rapport à la Russie, l'existence de la base ne se justifie pas. Dès lors, il est très facile pour Moscou d'en faire l'incarnation du mensonge américain sur la défense antimissile, d'accroître la pression militaire autour de la base, de contraindre l'administration américaine à trouver les moyens de la défendre et de mettre en évidence la militarisation outrancière de la politique de sécurité de l'OTAN¹³⁶. Si l'on considère le Bélarus comme un élément participant à la montée en puissance des forces russes dans la région, les États-Unis ont peu de solutions pour sécuriser Redzikowo, sauf à envisager un véritable repositionnement de forces, le déploiement de capacités C-RAM et antimissiles et un durcissement de la base. Celle-ci est donc un problème autant militaire que politique, et par voie de conséquence une vulnérabilité majeure.

Parallèlement, le portage politique de la défense antimissile est lui aussi vulnérable, Vladimir Poutine ayant décidé d'exploiter le JCPOA pour stigmatiser systématiquement les États-Unis et dénoncer le mensonge permanent de l'EPAA. Prenant prétexte des exercices navals d'octobre, il déclare immédiatement après « *Recently, the United States conducted the first test of the anti-missile defense system in Europe. What does this mean? It means we were right when we argued with our American partners. They were simply trying yet again to mislead us and the whole world. To put it plainly, they were lying. It was not about the hypothetical Iranian threat, which never existed. It was about an attempt to destroy the strategic balance, to change the balance of forces in their favour not only to dominate, but to have the opportunity to dictate their will to all: to their geopolitical competition and, I believe, to their allies as well. This is a very dangerous scenario, harmful to all, including, in my opinion, to the United States. The nuclear deterrent lost its value. Some probably even had the illusion that victory of one party in a world conflict was again possible – without irreversible, unacceptable, as*

¹³⁶ Un bon exemple est donné dans un article récent de *Sputnik* qui affirme « *Poland agreed to take part in the US European Phased Adaptive Approach (EPAA) in 2009. The United States is set to install two Aegis Ashore BMD facilities with Standard Missile-3 interceptors, as well as install a radar and bring four*

experts say, consequences for the winner, if there ever is one »¹³⁷. La déclaration est intéressante à la fois dans ce qu'elle traduit de l'ensemble de la perception russe : mensonge américain sur l'EPAA, instrumentalisation de la défense antimissile dans un projet global de domination mondiale, fantasme de la première frappe, déstabilisation du rapport nucléaire par élargissement de la mission antimissile, etc. Toutefois, au-delà de la rhétorique – qui reflète aussi des craintes concrètes – le discours indique très clairement que la défense antimissile, dans le format déployé par les États-Unis, est une incitation à la restauration de capacité de frappes offensives, afin de rétablir un équilibre qui n'existe plus. Comme l'affirme le président russe quelque mois plus tard, Moscou n'a jamais fait mystère que la réponse de la Russie à l'EPAA serait offensive, dans sa dimension régionale, comme décrit plus haut, mais également dans sa dimension stratégique.

La réponse russe au maintien de l'EPAA s'annonce donc assez probablement sous ce second aspect, c'est-à-dire comme une course à la restauration des capacités stratégiques puis, lors de la négociation du format de maîtrise des armements devant succéder à New START, comme une menace de rupture de ce processus, sauf à ce que les systèmes déployés en Europe, assimilés à des systèmes stratégiques, soient revus à la baisse.

Dans cette perspective globale, instrumentaliser la défense antimissile et le traité FNI contre les États-Unis est une option prévisible. Au milieu des années 2000, les Russes avaient exprimé une inquiétude à propos des GBI bi-étages, craignant qu'ils puissent être reconvertis en systèmes sol-sol à des fins de frappe stratégique dans la profondeur. Parallèlement, à la fin des années 2000, certains analystes avaient estimé que les transferts de technologies antimissiles à Israël contrevenaient aux engagements américains au titre du MTCR. La somme de ces approches conduit à considérer les intercepteurs comme des capacités sol-sol potentielles.

Sur un plan propagandiste, l'idée n'est pas aussi absurde qu'il ne le semble, autant parce que la conversion

BMD Aegis destroyer ships into the Baltic », voir voir « [Poland Expects to Implement Missile Defense Agreement With US in 2016](#) », *Sputnik*, 29 janvier 2016.

¹³⁷ [Intervention au club Valdaj](#), 24 octobre 2015.

des systèmes sol-air en systèmes sol-sol est une vieille tradition soviétique (mais aussi chinoise) que par l'hypothèse qui a récemment été évoquée aux États-Unis par un responsable de programme¹³⁸. Le déploiement des VLS Mk-41 sur les bases de Deveselu et Redzikowo offre cependant un angle d'approche plus intéressant, le système étant également utilisé pour les RGM-109 (Tomahawk naval). Bien que le tir de chaque type de munition demande une adaptation spécifique des Mk-41 et que les modèles utilisés pour les SM-3 (adaptateur Mk-21) diffèrent des modèles utilisés pour les RGM-109 (adaptateur Mk-14), la diplomatie russe entend bien exploiter l'universalité du système pour alimenter une campagne visant à démontrer que l'EPAA est une violation du traité FNI. Ainsi, le chef de la délégation russe aux Nations Unies et, accessoirement, directeur du département de la non-prolifération et du désarmement au ministère des Affaires étrangères, Mikhail I. Uliyanov, qui sait par nécessité ce que sont les MK-41 aux termes du FNI, n'hésite pas avertir : « *The scheduled deployment of Mk-41 vertical launch systems at the U.S. missile defense facility in Romania by the end of the year, i.e. within the coming weeks, would seriously challenge the international security environment. Along with the use of missile targets and attack UAVs, this step will be another gross violation of the INF Treaty by the U.S. Let me remind that it is not prohibited to deploy the abovementioned systems capable of launching cruise intermediate-range missiles on naval ships, but their relocation to the ground is inconsistent with the obligations under the INF Treaty. We urge the U.S. and Romanian governments to realize the full measure of their responsibility for such developments and, before it is too late, abandon these plans* »¹³⁹.

Si l'introduction de l'EPAA dans le débat stratégique et dans le contentieux sur le traité FNI peut sembler être une ficelle quelque peu épaisse, cette orientation est plus subtile qu'elle peut le sembler, car elle permettra

à la Russie de donner une dimension nucléaire – et pour être plus précis, une dimension de menace nucléaire – à la négociation sur la défense antimissile.

D'un côté en effet, la Russie annonce que les États abritant des infrastructures antimissiles sont éligibles à la frappe nucléaire, et de l'autre que la défense antimissile est une violation du traité FNI. Suivant cette logique, il est à attendre que certains pays européens n'aient qu'une empathie limitée face aux efforts de Washington pour maintenir la capacité antimissile si ces derniers menacent la pérennité du traité. Ce risque de découplage pourrait être accentué si le discours russe sur l'orientation spécifiquement antirusse de la défense antimissile trouve un écho auprès de certains alliés européens, qui pourraient alors souhaiter voir son format modifié, afin de garder une capacité « utile », sans pour autant se confronter avec Moscou. Associer le volet terrestre (Moscou reste très discret sur la composante navale, pour l'instant du moins) de l'EPAA à la survie du traité FNI est habile, car il oppose la poursuite du désarmement nucléaire du continent à l'abandon d'une simple partie de la capacité antimissile. L'EPAA visant avant tout des États proliférants qui sont très susceptibles de ne plus être perçus comme une menace de première importance – du moins si on la rapporte à la menace d'un abandon de FNI –, encourager la négociation de son format pour améliorer la relation avec Moscou pourrait donc être vu comme opportun.

Cette évolution conceptuelle sera d'autant plus facile que la Russie justifiera nominalement l'élargissement du plan de frappe nucléaire contre l'Europe par la présence des infrastructures américaines – le cas récent du Danemark¹⁴⁰ ou les rodomontades de Rogozine en Roumanie sont illustratifs¹⁴¹ – et feindra de vouloir quitter les négociations de maîtrise des armements du fait de l'inflexibilité américaine sur la réduction du dispositif. Le renforcement constant des forces armées

¹³⁸ Megan Eckstein « [Navy Finding Offensive Uses For Defensive Systems to Support Distributed Lethality](#) », *UNSI News*, 1^{er} décembre 2015. Il s'agit de systèmes différents de type SM-2, mais il faut considérer la question essentiellement sous l'angle de la propagande.

¹³⁹ [Statement by Mr. Mikhail I. Uliyanov, head of delegation of the Russian Federation to the first committee of the 70th UNGA session, director of the Department for Nonproliferation and Arms Control of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation at the general debate](#), New York, 9 octobre 2015.

¹⁴⁰ En 2014, le Danemark avait signalé qu'il était prêt à s'associer au programme de défense antimissile de l'OTAN par le

déploiement de radars sur ses frégates. En mars 2015, dans une interview au journal *Jyllands-Posten*, l'ambassadeur russe au Danemark, Mikhail Vanin, devait déclarer : « *If that happens, Danish warships will be targets for Russian nuclear missiles* », « [Russia threatens to aim nuclear missiles at Denmark ships if it joins NATO shield](#) », *Reuters*, 22 mars 2015.

¹⁴¹ On se souviendra qu'en mars 2014, Dmitri Rogozine, en visite dans la région sécessionniste de Transnistrie, avait vu la Roumanie interdire son espace aérien à son avion pour son retour vers Moscou. Le ministre de la Défense adjoint avait alors annoncé que la prochaine fois, il reviendrait avec un Tu-160, plaisanterie modérément appréciée par Bucarest.

russe et le développement des capacités de frappes conventionnelles dans la profondeur étant très susceptibles de créer de réelles inquiétudes en Europe, la logique d'une extension de la maîtrise des armements au champ conventionnel peut être utilement exploitée pour inciter les Européens à limiter les capacités stratégiques américaines présentes sur le continent. La logique russe, qui consiste, depuis plusieurs années, à réclamer l'inclusion des questions de frappe stratégique conventionnelle et de défense antimissile au sein d'un futur accord de maîtrise des armements nucléaires pourrait ainsi porter ses fruits, en conduisant les États-Unis à ouvrir des négociations séparées sur ces différentes questions, réitérant la logique ayant existé du temps des traités START, FNI et FCE.

L'intérêt de la Russie est évident, puisqu'elle arriverait, en situation d'infériorité militaire, à rétablir en Europe un cadre de désarmement contraignant affectant les types de systèmes d'armes pouvant y être déployés. Dans ce sens, les multiples provocations auxquelles se livre Moscou (multiplications des essais balistiques, des exercices nucléaires et des patrouilles, militarisation

des postures diplomatiques, menaces) pourraient – entre autres objectifs – viser à convaincre les Européens comme les Américains qu'il existe un risque réel de conflit militaire en Europe, risque qui pourrait être conjuré par la relance d'un processus de maîtrise des armements élargi à l'ensemble des problématiques antimissiles et conventionnelles (stratégiques) et non aux seuls armements nucléaires.

La Russie n'étant pas l'URSS et n'exerçant pas une menace existentielle contre la sûreté des États de l'Ouest de l'Europe alors que les budgets militaires européens seront selon toute probabilité encore effondrés, une telle approche pourrait avoir des effets décisifs sur certains membres de l'OTAN en Europe, pour lesquels l'entretien d'une relation coopérative avec Moscou reste une priorité et qui excluent que l'OTAN puisse devenir à nouveau une alliance visant à prévenir la menace russe. Indépendamment de tout jugement moral, il n'est pas certains que les Européens aient les moyens de faire plus.

Conclusion

Cette brève analyse du positionnement russe à l'égard de l'EPAA est loin de traiter tous les aspects de la question. Si le discours public du gouvernement russe est relativement homogène, le rôle de la société civile est nettement plus difficile à évaluer et demanderait une recension bien plus systématique pour tenter de l'établir. Au niveau interne, il est par ailleurs assez hasardeux de tenter de définir quel peut être le rôle des industriels et de l'OPK, celui des services de renseignement et du ministère de la Défense, ou encore celui des individus d'influence au sein des différentes factions gouvernementales. La société russe elle-même pourrait être prise en considération, la diabolisation publique croissante de l'OTAN passant aussi par la dénonciation de la défense antimissile, qui demeure l'un des rares programmes visibles de l'Alliance. Comment la somme de ces acteurs contribue-t-elle à définir la

position russe ? La réponse est probablement impossible à donner, d'autant qu'au-delà des acteurs eux-mêmes, il faut également considérer les priorités programmatiques, les ressources disponibles, les choix géopolitiques. Or, si la défense antimissile est une question d'importance pour la Russie, elle est loin d'être aussi structurante que les questions nucléaires ou même les problématiques de refonte du tissu militaro-industriel.

Différents points doivent cependant être soulignés :

D'une part, techniquement les craintes exprimées par la Russie à partir de 2006 (troisième site) ne sont pas forcément infondées. Elles doivent être considérées dans la durée, c'est-à-dire comme une anticipation d'une future capacité et non comme la dénonciation de

la capacité présente. Les Russes n'ignorent pas qu'ils n'ont rien à craindre des équipements actuels mais savent également que les ruptures technologiques peuvent radicalement valoriser des systèmes d'arme sur des laps de temps assez courts, de l'ordre de la vingtaine d'années. Accepter le déploiement d'un système expose à la rupture technologique, le refuser rend la rupture technologique sans fondement.

D'autre part, la création d'une défense antimissile en Europe – troisième site ou EPAA – est un acte stratégique, qui engage les États-Unis par rapport à l'Europe. Envisagé sans consultation avec la Russie, la tentative de déploiement du troisième site est une négation explicite du statut particulier de la Russie dans la sécurité européenne. Réalisé dans le cadre de l'OTAN et associé à un processus de négociation factice¹⁴² avec la Russie, l'EPAA donne à l'OTAN une capacité stratégique nouvelle et revitalise sa dimension militaire. Dans les deux cas de figure, les deux initiatives vont directement à l'encontre de l'objectif russe de neutralisation de l'Alliance et d'exclusion des capacités stratégiques américaines déployées en Europe.

Enfin, la Russie s'est fortement focalisée sur les aspects européens de la défense antimissile, démontrant la spécificité du problème dans la représentation de sa sécurité et contribuant à occulter, dans l'analyse occidentale, la logique de son approche. Contrairement à ce qui est souvent écrit, Moscou ne s'oppose pas à la défense antimissile *per se*, jugeant la capacité importante d'un point de vue stratégique et essentielle sur le théâtre. Elle tente cependant de prévenir son déploiement dès lors que celle-ci peut menacer ses capacités militaires, et n'a, dans ce contexte, usé que de moyens diplomatiques pour la prévenir. L'adoption de programmes militaires nationaux spécifiques pour la contrer est une mesure souveraine – voire normale – et n'a pas (encore) donné lieu à des mesures plus contestables, sauf à admettre que certains d'entre eux violent l'esprit ou la lettre du traité FNI.

La vigueur de la réaction russe face au troisième site et à l'EPAA doit cependant inciter les Européens à réfléchir sur le rôle des systèmes antimissiles dans leurs

propres architectures de sécurité, mais également sur leur rôle plus spécifique face à la Russie.

En effet, alors que les membres de l'OTAN considèrent, dans le discours officiel, qu'ils ne sont pas en confrontation avec des États particuliers et bien évidemment pas avec la Russie, la défense antimissile est un enjeu de long terme, qui dépasse de très loin la question de la menace des États proliférants. Car si dans l'état actuel des choses, la capacité antimissile déployée répond quasiment exclusivement aux risques posés par les arsenaux de ces États, l'évolution prévisible des conflits passe assez probablement par le développement rapide des systèmes de frappes dans la profondeur, induisant le développement de capacités de défense passives et actives, ainsi que des capacités offensives. Cette logique est vraie pour les Occidentaux, pour les États proliférants mais aussi pour la Russie, avec laquelle un conflit régional ne peut plus être définitivement exclu. Bien que les États européens – certains d'entre eux du moins – se plaisent à imaginer que la dissuasion nucléaire – élargie ou nationale – puisse suffire à prévenir des menaces conventionnelles de nature stratégique mais limitées, rien n'est moins certain. Considérer que les États-Unis, la France ou le Royaume Uni seraient prêts à engager un conflit nucléaire en cas d'attaque conventionnelle autre que massive (scénario soviétique) est un postulat, qui devient une simple hypothèse si ce conflit est le fait d'une autre grande puissance nucléaire et porte sur un théâtre restreint. A l'inverse, la frappe conventionnelle dans la profondeur comme la défense antimissile ne sont que deux des multiples facettes d'un type de conflictualité auquel l'Alliance risque d'être confrontée et qui devra d'abord être géré par une remontée en puissance des moyens conventionnels.

L'accord passé avec l'Iran représente de ce point de vue une bonne occasion de réviser certaines approches, car il contraint l'Alliance atlantique à définir ses capacités non plus exclusivement en fonction des menaces des États proliférants mais aussi en fonction de l'évolution des conflictualités auxquelles elle peut être confrontée. Ainsi, si l'accord prive, au moins partiellement, l'EPAA de sa justification première, il est aussi l'occasion d'adapter la politique de l'Alliance. Certes, l'Iran reste une menace potentielle, tout

¹⁴² Factice dans le sens où la négociation avec la Russie n'a jamais porté sur la seule préoccupation de Moscou, c'est-à-dire l'annulation de l'EPAA.

comme pourrait l'être demain un autre État proliférant, mais le JCPOA permet de considérer cette menace potentielle avec plus de flexibilité. La définition de la mission antimissile peut donc être reposée à l'aune de l'évolution du rôle de l'Alliance en Europe.

La logique impose cependant de justifier et d'abriter le renforcement des capacités antimissiles et des capacités offensives derrière la menace proliférante, l'évolution des technologies permettant, par le biais du déploiement d'architectures de défense aérienne élargie, de traiter une part croissante des menaces représentées par les capacités russes sans les désigner explicitement. Une telle approche nécessite cependant un minimum de flexibilité, plus particulièrement en termes de déploiements, mais aussi une grande rigidité de principe.

Il faut en effet considérer que les principaux angles d'attaque de la Russie pour contraindre les États-Unis et l'OTAN à reformater la défense antimissile porteront sur la négation de la menace iranienne mais aussi sur le risque que représentent les défenses antimissiles aux termes du FNI. Or, la survie du traité FNI est d'une importance cruciale pour les Européens, puisqu'il assure une dénucléarisation partielle du continent et limite le développement de systèmes d'armes dédiés au conflit nucléaire limité sur le théâtre. Au niveau des systèmes antimissiles eux-mêmes, l'interdiction portant sur les missiles de portée moyenne et intermédiaire permet de surcroît d'adapter la défense antimissile à ses futures missions sans pour autant conduire l'OTAN à définir, ne serait-ce qu'implicitement, les capacités russes comme l'objet de ces évolutions. Dans ce cadre spécifique, l'OTAN peut légitimement développer des systèmes de défense aérienne élargie, traitant missiles de croisière, SRBM et MRBM qui représentent la *totalité* de la menace actuelle et immédiatement prévisible, d'origine proliférante ou non.

Dans sa forme actuelle cependant, le FNI est un traité inadapté, qui limite le développement de vecteurs conventionnels d'intérêt majeur pour un État comme la Russie et risque de conduire à des violations ou à des menaces de retrait. Maintenir le traité FNI impose assez probablement de donner des gages à la Russie, gages qui doivent être conçus comme réversibles. L'essence du traité FNI n'est pas la caractéristique des vecteurs mais la nature nucléaire de ceux-ci, concevoir le traité comme un moyen de limiter la prolifération des

capacités de frappe dans la profondeur conventionnelle serait une erreur fondamentale. Dans ce sens, une éventuelle négociation devrait porter sur les vecteurs nucléaires, tout en offrant, éventuellement, une plus grande flexibilité sur les vecteurs conventionnels.

Dans ce cadre, maintenir une défense antimissile crédible devient alors essentiel, sachant que si celle-ci ne fait pas débat dans sa dimension de défense aérienne élargie, elle pose un problème de fond à la Russie dans sa dimension plus strictement antibalistique dès lors que les vecteurs sont censés disposer d'une capacité d'interception stratégique. Il faut cependant garder spécifiquement à l'esprit que toute négociation qui porterait sur une limitation de la nature (terrestre/navale) ou de la zone de déploiement (Méditerranée, Atlantique Nord) serait fortement contre-productive, car cristalliserait l'idée que la zone européenne de l'OTAN est inéligible à recevoir certains systèmes d'armes sur ses zones européennes. Exclure les déploiements terrestres, ou les limiter à un nombre de sites finis serait également une erreur lourde de conséquence.

De même, il est assez probable que la Russie serait intéressée par la création de plafonds techniques, définissant les vitesses maximales des engins déployés, reprenant la logique des négociations de la fin des années 1990. Si l'idée est probablement à envisager, elle pose le problème de l'évolution des capacités des États proliférants. Sachant que la Russie estime que les vecteurs de la catégorie SM-3 Blok IIA sont une menace réelle pour ses vecteurs stratégiques, les propositions de plafonds pourraient être excessivement basses.

Si l'on admet cette logique, confiner le déploiement des SM-3 au sud de l'Europe, sur une base unilatérale et non négociée, et adapter Redikowo aux véritables menaces qui pèsent sur la zone par le déploiement de systèmes de type PAC-3 ou THAAD pourrait représenter une solution intéressante, qui ôterait à la Russie son principal argument sur la nature déstabilisatrice de la défense antimissile et fournirait aux alliés du nord-est de l'Europe une ébauche de solution face aux systèmes de type SS-26. L'OTAN démontrerait ainsi qu'elle entend se doter de capacités réelles pour lutter contre les systèmes de frappes dans la profondeur russes tout en tenant compte de certaines de ses inquiétudes.

Reste que les solutions qui pourraient être retenues sont transitoires. Sur le fond, les Européens devront assez rapidement se positionner pour définir s'ils entendent répondre militairement à la remontée en puissance du dispositif russe ou si, par les artifices de quelques accords de maîtrise des armements, ils feignent de l'ignorer.

La première hypothèse est loin d'être la meilleure, la Russie percevant le rapport de force avec l'OTAN comme avec les États-Unis sous un angle qui inclut systématiquement une dimension nucléaire. Dès lors, répondre à la Russie implique presque nécessairement d'envisager le redéploiement de systèmes équivalents et leur attribution au théâtre européen, dans une logique de conflit nucléaire régional limité. Les coûts induits sont considérables, d'autant que la re-nucléarisation des relations induit également un renforcement non négligeable de l'effort conventionnel.

La seconde hypothèse n'est cependant pas plus intéressante, puisqu'elle revient à exposer l'OTAN aux pressions politico-militaires de la Russie à chaque crise sérieuse, y compris lorsque les États membres sont concernés. Elle risque également de conduire l'Europe à un déclasserement technologique et militaire rapide, à un moment où missiles et systèmes antimissiles deviennent des éléments structurants des conflits. Or, si la négociation pourrait permettre de neutraliser la menace militaire que risque de représenter à terme la Russie, cette négociation n'aura aucun effet sur la modernisation des arsenaux des autres États du monde, y compris des États proliférants.

Annexe 1

MAPPING DES PERSONNALITÉS RUSSES LIÉES À LA DÉFENSE ANTIMISSILE

Kremlin



Poutine Vladimir

Président russe et président du Conseil de sécurité (organe consultatif du Président de la Russie) et de l'OPK.



Ivanov Sergeï

Tête de l'administration présidentielle, membre permanent du Conseil de sécurité. Ancien ministre de la Défense. Sergeï Ivanov est un ami proche de Vladimir Poutine.



Ouchakov Jurij

Haut conseiller du Président sur les questions de politique extérieure. Ambassadeur de Russie aux États-Unis de 1998 à 2008.



Patrouchev Nikolai

Secrétaire du Conseil de sécurité. Ancien directeur du FSB (Service Fédéral de la Sécurité).



Setchine Igor

Le PDG de « Rosneft' ». Nommé chef du secrétariat de Vladimir Poutine, alors Premier ministre, en août 1999. De 1999 à 2008, premier adjoint de l'administration présidentielle. À partir de mars 2004, également collaborateur du Président. Nommé vice-Premier ministre du gouvernement de Vladimir Poutine, le 12 mai 2008.

Conseil de sécurité (organe consultatif du Président russe)



Nazarov Vladimir

Différents postes au KGB de 1973 à 2004. En 2004, rejoint le Conseil de sécurité, comme Secrétaire adjoint du Conseil de sécurité, ensuite comme Secrétaire Général adjoint du Conseil de sécurité.

Gouvernement



Medvedev Dmitri

Membre permanent du Conseil de sécurité, tête du gouvernement russe.



Prihodko Sergei

Chef du bureau du gouvernement. Vice Premier ministre. Ancien diplomate. Depuis 1997 occupe différents postes au Kremlin.

Ministère de l'Intérieur



Kolokoltsev Vladimir

Ministre de l'intérieur. Membre permanent du Conseil de sécurité et de l'OPK.

Ministère des Affaires étrangères



Lavrov Sergei
Ministre des Affaires étrangères.
Membre permanent du Conseil de sécurité



Ouljanov Mikhail
Directeur du département de non-prolifération et du contrôle des armements du Ministère des Affaires étrangères. Grande expérience diplomatique, multiples postes au Ministère des Affaires étrangères, et représentant permanent de la Russie auprès de l'OTAN (1998-2002).



Zakharova Maria
Porte-parole du Ministère des Affaires étrangères et directrice du département de l'information et de la presse écrite.



Kelin Andrej
Membre du département de coopération avec l'Europe.
Représentant permanent de Russie auprès de l'OSCE de 2011 à 2015.



Kochelev Sergei
Chef de la direction générale de la coopération internationale du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.



Grouchko Alexander
Représentant permanent de la Russie auprès de l'OTAN.

Ministère de la Défense



Choigou Sergei

Ministre de la Défense depuis novembre 2012.
Membre permanent du Conseil de sécurité et de l'OPK.



Antonov Anatoli

Ministre adjoint de la Défense depuis 2011. Avant 2011, occupe le poste de Directeur du département de sécurité et de désarmement au Ministère des Affaires étrangères. Dirige également les délégations gouvernementales dans le cadre des pourparlers du « groupe des 8 » ; des pourparlers sur la non-prolifération des armes nucléaires, etc. Responsable des dossiers sur coopération militaire internationale et de la mise en contact du Ministère de la Défense russe avec les Ministères de la Défense étrangers.



Ilin Evgueny

Chef adjoint du département des coopérations militaires étrangères.



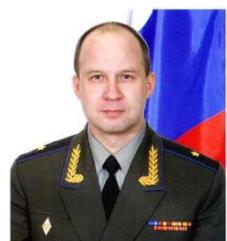
Karakaev Sergeï

General-colonel et Commandant des forces balistiques stratégiques.



Bondarev Victor

Le commandant des forces aérospatiales.



Dyomin Andrei

Commandant des forces de la défense antimissile et de la défense aérienne¹⁴³.

¹⁴³ Начальник штаба командования ПВО-ПРО Войск воздушно-космической обороны, генерал-майор.

État-Major



Gerasimov Valery

Général, Chef de l'État-Major.

Vice-ministre de la Défense, membre permanent de Conseil de sécurité et de l'OPK.



Fradkov Mikhail

Directeur du Service des renseignements extérieurs.

Membre permanent du Conseil de sécurité.



Sergoun Igor

Général-Major, Chef de la direction générale des renseignements (GRU) de l'État-Major des forces armées.

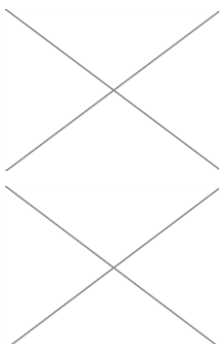
FSB



Bortnikov Alexandre

Directeur du FSB.

Membre permanent du Conseil de sécurité et membre de l'OPK.



Rajkevitch Anatolij

Directeur adjoint de la Direction du service de renseignement pour la sécurité des objets industriels du FSB. Selon différentes sources, il pourrait être le chef du département de la sécurité économique du FSB.

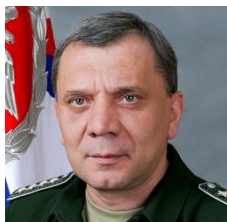
Savostianov Evgeni

Ancien directeur du département moscovite du FSB et ancien membre du Kremlin.

OPK



Rogozine Dimitri. Ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN jusqu'en 2011. En 2011, nommé vice-président du gouvernement et vice-président de l'OPK.



Borisov Juri. Vice-ministre de la Défense et vice-secrétaire de l'OPK.



Averjanov Juriij. Vice-secrétaire de la commission.



Kirienko Sergei. PDG de la corporation étatique de l'énergie atomique « Rosatom ».

Kolokoltsev
(voir Ministère de l'Intérieur).

Fradkov
(voir État-Major).

Choigou
(voir Ministère de la Défense).

Gerasimov
(voir État-Major).

Centres de recherche, experts, anciens militaires



Ivanov Igor

Président du Conseil Russe des Affaires Internationales (RSMD), ancien Ministre des Affaires étrangères et diplomate.



Evgeni Boujinski.

Lieutenant-Général, il occupait le poste de Chef du Département des traités internationaux au Ministère de la Défense de 2002 à 2009. Domaines d'expertise : aspects politiques et militaires de la sécurité internationale, non-prolifération de l'arme nucléaire, coopération militaire, relations OTAN-Russie, Traité START, défense antimissile, usage militaire de l'espace, sécurité européenne.



Dvorkine Vladimir

Major Général à la retraite, actuellement membre du Centre Canergie, dans le domaine de la non-prolifération.



Arbatov Alexei

Ancien membre de la Douma, auteur de nombreux livres et articles sur la sécurité mondiale, la stabilité stratégique, le désarmement et la réforme militaire russe.



Kozine Vladimir

Expert dans les domaines du désarmement et de la stabilité stratégique. Chef du Group of Counselors to the Director of the Russian Institute for Strategic Studies (RISS). Également membre de l'Académie russe pour les sciences et professeur à l'Académie des sciences militaires. A occupé des postes diplomatiques, notamment au sein du Ministère des Affaires étrangères. A également été membre du groupe d'experts de l'Interagency Working group of the Ballistic Missiles Defense talks avec l'OTAN, de 2011 à 2013.



Trenin Dmitri

Directeur du Centre Canergie de Moscou. Prend sa retraite de l'armée russe en 1993, occupe un poste de chercheur au NATO Defense College à Rome et à l'Institut européen à Moscou, jusqu'en 1997.



Evseev Vladimir

Directeur du Centre de recherche pour les politiques publiques (recherches dans les domaines des relations internationales, de la sécurité, des processus socio-économiques dans la société moderne). Membre de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences de Russie (département du désarmement et du règlement des conflits). De 2004 à 2006, traite les questions de non-prolifération à Carnegie.



Topychkanov Petr

Chercheur associé pour le programme de non-prolifération au Centre Canergie de Moscou. Il est l'un des éditeurs de la revue *Nuclear Club Journal*.



Podberezkin Alexei

Professeur au MGIMO, il est également directeur du centre de recherche sur les questions militaires et politiques du MGIMO. A occupé dans le passé des postes diplomatiques et de conseiller politique.



Ivachov Leonid

Général à la retraite, quitte les forces armées en 2001. Occupe différents postes au Ministère de la Défense. Très anti-américain mais opposant à Poutine. Président de l'Académie russe des études géopolitiques.



Iesin Viktor

Colonel-Général, a occupé des postes touchant aux missiles stratégiques, des forces stratégiques. Professeur à l'Académie des sciences militaires.

Mapping des personnalités russes liées à la défense antimissile

